

ANNUAIRE DES STATISTIQUES JUDICIAIRES

Edition 2015-2016

Réalisé par le Service Statistique du Ministère de la Justice

Equipe de Production

- Publié sous la supervision de :

Adolphe HAVYARIMANA, Inspecteur Général de la Justice.

- Comité de rédaction :

Mr Mathieu NDUWAMUNGU	Chef du Service Statistique, Président
Mr Vénant NTAKIMAZI	Directeur Général, Vice-président
Mr Augustin MINANI	DAF au CEDJ, Secrétaire
Mr Albert NDUWIMANA	Conseiller à la Cour Suprême, membre
Mr Fidèle HAVYARIMANA	Substitut Général près la Cour Suprême, membre
Mr Edouard MINANI	Directeur du CFPJ, membre

- Assistants de Rédaction :

Mme Adélaïde NZEYIMANA ;
Mme Godelive BARAGAHORANA ;
Mme IDA BINOBA;
Mme Mireille SINZOMUHEBA ;
Mme Salustie SIBOMANA ;
Mr Albert NISHIRIMBERE;
Mr Augustin DONGE;

tous affectés au Service Statistique du Ministère de la Justice.

- Cofinancement :



Le Gouvernement du Burundi

et



le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

- Coordination technique :

ISTEEBU (Institut de Statistique et d'Etudes Economiques du Burundi) Via l'Appui technique de Viator BUGINGOBWIMANA, Ingénieur Statisticien affecté à la Cellule Méthodologie et Coordination Statistiques de l'ISTEEBU et chargé d'appuyer le Service Statistique du Ministère de la Justice.

PREFACE

Le Ministère de la Justice a un grand plaisir de publier la 3^{ème} édition de l'Annuaire Statistique de la Justice au Burundi. Il s'agit de l'expression de notre engagement à faire de l'outil statistique un instrument de suivi-évaluation efficace de la politique sectorielle du ministère de la Justice.

Ce document s'étend sur les années 2015 et 2016 et présente la description, l'organisation et le fonctionnement des services centraux, des administrations personnalisées et des Institutions judiciaires. Il expose des données qui traduisent les prestations fournies en fonction des moyens disponibles dans le cadre de l'exécution de la politique sectorielle.

De même, le présent Annuaire produit des statistiques pénitentiaires, les catégories spécifiques comprises (les mineurs en conflit avec la loi et les auteurs des violences basées sur le genre). Le lecteur trouvera également des données statistiques concernant l'activité relative à l'aide légale en faveur des justiciables les plus démunis.

La publication d'un Annuaire Statistique chaque année démontre à suffisance la contribution du Ministère de la Justice, au processus de l'amélioration du Système Statistique National (SSN). L'élaboration de ce document s'inscrit, en effet, dans le cadre de la conformité au principe de l'Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Selon ce principe, les organismes responsables de la statistique ont l'obligation d'établir des statistiques officielles selon un critère d'utilisation pratique et les rendre disponibles en toute impartialité en vue de rendre effectif le droit d'accès des citoyens à l'information publique.

Nous espérons ainsi qu'il répondra aux attentes des différents utilisateurs et servira utilement à tous ceux qui s'intéressent aux questions relatives à la justice au Burundi.

Toutefois, les observations, critiques ou suggestions qui seraient de nature à améliorer les prochaines éditions sont les bienvenues.

Au terme de ce travail, nous tenons à remercier tous les acteurs du Système Statistique National et les partenaires techniques et financiers qui ont contribué à la production de cet ouvrage.

Nos remerciements vont particulièrement à l'endroit du PNUD qui nous a accompagnés tout au long du processus de l'élaboration de ce document.

Nous remercions aussi et encourageons le Comité de Rédaction de cet ouvrage ainsi que l'équipe technique du Service Statistique pour ce travail d'une utilité capitale dans la vie du ministère de la justice. Nous remercions spécialement le Statisticien BUGINGOBWIMANA Viator pour sa technicité et son ingéniosité manifestement démontrées dans la conception de ce document.

Enfin, nos remerciements vont aussi à l'endroit de l'ensemble du personnel tant judiciaire que pénitentiaire pour avoir contribué à la collecte des données ayant permis l'élaboration de ce précieux outil d'aide à la prise de décisions.

Ministre de la justice et Garde des Sceaux

Aimée Laurentine KANYANA

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche adoptée dans l'élaboration de ce document consiste à la production de la 3^{ème} édition au moyen des données collectées auprès des Juridictions supérieures, Parquets et Etablissements pénitentiaires, parvenus au Service Statistique de l'Inspection Générale de la Justice, complétées par les statistiques des services centraux et Administrations personnalisées de l'Etat relevant du Ministère de la Justice.

Les indicateurs utilisés dans le présent Annuaire ont été choisis par référence à ceux déjà adoptés dans les éditions antérieures. Dans le souci d'assurer la continuité de l'activité de production des statistiques par le ministère de la Justice, la période ci-haut mentionnée a été parfois étendue jusqu'en 2011, surtout pour les indicateurs dont certaines valeurs des années d'avant 2015 étaient manquantes.

A l'issue de la collecte, les données saisies sont d'abord stockées dans une base de données qu'est le Logiciel créé à cet effet. Ensuite, un Comité ad-hoc a procédé à l'analyse et traitement de ces données conjointement avec le personnel du service statistique. Enfin, il a procédé à la finalisation de ce document par la mise à jour et commentaires des différents tableaux et graphiques.

Ainsi, l'Annuaire mis en forme a été soumis à l'appréciation des autorités du ministère et validé par le Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).

Il importe, en effet, d'indiquer que l'établissement des statistiques présentées a été fait conformément aux principes statistiques. Il en est de même en ce qui concerne la méthodologie appliquée.

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	v
2.1. Le Cabinet du Ministre	9
a) Le Bureau de l'Assistant du Ministre.....	9
b) Le Secrétariat du Cabinet du Ministre	9
c) Le Secrétariat Permanent	10
2.2. Le Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature (SP/CSM)	10
2.3. L'Inspection Générale de la Justice (IGJ)	11
2.4. La Direction Générale de la Justice (DG).....	11
3.1. La Direction Générale des Affaires Pénitentiaires (DGAP)	12
3.2. Direction des Titres Fonciers	13
3.3. Centre d'Etudes et de Documentation Juridiques (CEDJ)	13
3.4. Service National de Législation (SNL)	14
3.5. Centre de Formation Professionnelle de la Justice (CFPJ)	14
1.1. Les juridictions ordinaires	18
1.1.1. Tribunaux de Résidence (Articles 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13 & 14 COCJ et article 48 alinéa 2 CPP).....	18
1.1.2. Tribunaux de Grande Instance (art.17 – 27 COCJ)	19
1.1.3. Cours d'Appel (Art. 28 – 38 COCJ)	20
1.1.4. Cour Suprême.....	21
1.2. Les Juridictions Spécialisées	23
1.2.1. Tribunaux du Travail (Art. 39 – 45COCJ).....	23
1.2.2. Tribunal de Commerce (Art. 46 – 57COCJ).....	23
1.2.3. Cours Administratives (Art.58 – 66 COCJ)	24
1.2.4. Cour Anti-Corruption.....	26
1.2.5. Cour Constitutionnelle	26
1.2.6. Cour Spéciale des Terres et Autres Biens (CSTB)	27
1.3. Le Ministère Public (Art. 124 – 141 COCJ) + article 17de la loi n° 1/12 du 18 avril 2006 portant répression de la corruption et des infractions connexes.....	27

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution annuelle des indicateurs clés de la Justice de 2001 à 2016	3
Tableau 2: Evolution trimestrielle des indicateurs clés de la Justice de 2014 à 2016	4
Tableau 3: Evolution des Indicateurs du CSLPII de 2005 à 2016	6
Tableau 4: Evolution du Budget du Ministère de la Justice par rapport au Budget National de 2005 à 2016 en millions de BIF	34
Tableau 5: Evolution du taux d'exécution du Budget du Ministère de la Justice de 2008 à 2016	36
Tableau 6 : Evolution de l'exécution du Budget d'Investissement de 2008 à 2016.....	37
Tableau 7: Evolution de l'Allocation Budgétaire en millions et en % de 2013 à 2016.....	38
Tableau 8 : Situation des moyens humains et matériels des Juridictions Supérieures en 2015	40
Tableau 9: Situation des moyens humains et matériels des Juridictions Supérieures en 2016.....	41
Tableau 10: Situation des moyens humains et matériels des Parquets et Parquets généraux en 2015	42
Tableau 11: Situation des moyens humains et matériels des Parquets et Parquet généraux en 2016.....	43
Tableau 12: Optimisation des ressources humaines des juridictions (Cour Suprême, C.A. et les juridictions spécialisées) suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2015	45
Tableau 13 : Optimisation des ressources humaines des juridictions (Cour Suprême, C.A. et les juridictions spécialisées) suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2016	45
Tableau 14 : Optimisation des ressources humaines des TGI suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2015.....	46
Tableau 15: Optimisation des ressources humaines des TGI suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2016.....	47
Tableau 16: Evolution de la situation des dossiers à la Cour Suprême de 2011 à 2016.....	50
Tableau 17: Evolution du nombre d'Audiences tenues devant la Cour Suprême de 2011 à 2016	50
Tableau 18 : Evolution du nombre de dossiers en cassation auprès de la Cour Suprême de 2011 à 2016	51
Tableau 19: Etat des dossiers au niveau des Cours d'Appel et Tribunaux de Grande Instance en 2014.....	54
Tableau 20: Etat des dossiers au niveau des Cours d'Appel et Tribunaux de Grande Instance en 2015.....	55
Tableau 21: Etat des dossiers au niveau des Cours d'Appel et Tribunaux de Grande Instance en 2016.....	56
Tableau 22 : Etat de l'Activité des Cours d'Appel et des TGI de 2011 à 2016	57
Tableau 23: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2013.....	59
Tableau 24: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2014.....	60
Tableau 25: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2015.....	61
Tableau 26: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2016.....	62
Tableau 27: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2013	64
Tableau 28: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2014	65
Tableau 29: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2015	66
Tableau 30: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2016	67
Tableau 31 : Evolution de l'activité du Tribunal de Commerce de 2011 à 2016	68
Tableau 32: Evolution de l'activité de la Cour Anti-Corruption de 2011 à 2016	70
Tableau 33: Evolution de l'activité des tribunaux du Travail de 2011 à 2016.....	71
Tableau 34: Evolution de l'activité des Cours administratives de 2011 à 2016	73
Tableau 35: Etat de l'activité des Parquets et des Parquets généraux en 2014.....	75
Tableau 36: Etat de l'activité des Parquets et des Parquets généraux en 2015.....	76

<i>Tableau 37: Etat de l'activité des Parquets et des Parquets généraux en 2016.....</i>	<i>77</i>
<i>Tableau 38: Evolution de l'activité du Parquet Général près la Cour Anti-Corruption de 2011 à 2016</i>	<i>78</i>
<i>Tableau 39: Evolution de l'activité du Parquet Général la République de 2011 à 2016.....</i>	<i>78</i>
<i>Tableau 40: Evolution de la population pénitentiaire de 2012 à 2016</i>	<i>81</i>
<i>Tableau 41: Evolution mensuelle des effectifs des prisonniers de catégories spécifiques de 2015 à 2016.....</i>	<i>84</i>
<i>Tableau 42: Evolution du nombre de détenus spécifiques par prison de 2013 à 2014</i>	<i>85</i>
<i>Tableau 43: Evolution du nombre de détenus spécifiques par prison de 2015 à 2016</i>	<i>85</i>
<i>Tableau 44: Evolution mensuelle des effectifs des sorties des prisons selon le motif de janvier 2014 à décembre 2016.....</i>	<i>87</i>
<i>Tableau 45: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2013</i>	<i>89</i>
<i>Tableau 46: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2014.....</i>	<i>90</i>
<i>Tableau 47: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2015.....</i>	<i>91</i>
<i>Tableau 48: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2016.....</i>	<i>92</i>
<i>Tableau 49: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2013</i>	<i>93</i>
<i>Tableau 50: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2014</i>	<i>93</i>
<i>Tableau 51: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2015</i>	<i>94</i>
<i>Tableau 52: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2016</i>	<i>95</i>
<i>Tableau 53: Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2013.....</i>	<i>96</i>
<i>Tableau 54: Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2014.....</i>	<i>98</i>
<i>Tableau 55: Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2015.....</i>	<i>99</i>
<i>Tableau 56 : Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2016.....</i>	<i>100</i>
<i>Tableau 57 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2013</i>	<i>101</i>
<i>Tableau 58 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2014</i>	<i>102</i>
<i>Tableau 59 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2015</i>	<i>103</i>
<i>Tableau 60 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2016</i>	<i>104</i>

SIGLES ET ABREVIATIONS

AOJ	: Agent de l'Ordre Judiciaire
BIF	: Franc Burundais
CA	: Cour d'Appel
CAC	: Cour Anti-Corruption
CAD	: Cour Administrative
CC	: Cour Constitutionnelle
CEDJ	: Centre d'Etudes et de Documentations Juridiques
CFPJ	: Centre de Formation Professionnelle de la Justice
COCJ	: Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaires
CP	: Code Pénal
CPC	: Code de Procédure Civile
CPP	: Code de Procédure Pénale
CS	: Cour Suprême
CSLP	: Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté
CSM	: Conseil Supérieur de la Magistrature
D15	: Dossier d'Information
DG	: Direction Générale
DGAP	: Direction Générale des Affaires Pénitentiaires
DI	: Dossier inscrit
DR	: Décision rendue
DTF	: Direction des Titres Fonciers
IGJ	: Inspection Générale de la Justice
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
LFI	: Loi des Finances Initiale
LFR	: Loi des Finances Rectificative
MJ	: Ministère de la Justice
Na	: Non applicable
Nd	: Non disponible
PJ	: Police Judiciaire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PR	: Parquet de la République
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitation
RMP	: Registre du Ministère Public
ROI	: Règlement d'Ordre Intérieur
SIISE	: Système Intégré d'Information et de Suivi-Evaluation
SNL	: Service National de Législation
SP	: Secrétariat Permanent
TCo	: Tribunal de Commerce
TCR	: Toutes Chambres Réunies
TGI	: Tribunal de Grande Instance
TR	: Tribunal de Résidence
TTv	: Tribunal du Travail

INDICATEURS CLES DU SECTEUR DE LA JUSTICE

Définitions et méthodes

1. **Nombre de dossiers pendants devant les juridictions à la fin de l'année** : nombre de dossiers inscrits au rôle devant une juridiction et non encore clôturés au dernier jour de l'année.
2. **Nombre de dossiers inscrits (DI) au rôle durant l'année** : nombre d'affaires nouvellement arrivées et enregistrées au Tribunal ou à la Cour pendant l'année considérée.
3. **Nombre de décisions rendues (DR) durant l'année** : nombre d'affaires qui ont fait l'objet d'un procès devant une juridiction et pour lesquelles une décision a été prononcée sur l'objet du litige pendant l'année considérée.
4. **Rendement mensuel des magistrats** : rapport entre le nombre de dossiers jugés/clôturés et le nombre de magistrats ayant exercé pendant le mois.
5. **Pourcentage du nombre de décisions rendues sur le nombre de dossiers inscrits au rôle** : rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de dossiers inscrits au cours de la période multiplié par 100. Cet indicateur équivaut au taux d'évacuation du stock judiciaire établissant le rapport entre les sorties et les entrées du stock pendant une période considérée.

Commentaires

Le tableau 1 porte sur l'évolution des indicateurs clés de la Justice durant ces seize dernières années pour les données des Cours d'Appel et des TGI et durant les quatre dernières années pour celles de la Cour Suprême ainsi que les Juridictions spécialisées. Les données utilisées ont été collectées au moyen des fiches envoyées mensuellement à l'Inspection Générale de la Justice. Ces indicateurs sont considérés comme clés car portant sur la demande et l'offre de justice ainsi que le rapport entre les deux.

Tableau 1: Evolution annuelle des indicateurs clés de la Justice de 2001 à 2016

Juridictions	Année	Indicateurs				
		Nombre de dossiers pendants devant les juridictions à la fin de l'année	Nombre de dossiers inscrits (DI) au rôle durant l'année	Nombre de décisions rendues (DR)	Rendement mensuel des magistrats	% du nombre de DR sur le nombre de DI
Cour Suprême	2013	11 315	2 812	239	9,6	8,5
	2014	4 336	1 699	243	10,5	14,3
	2015	3 899	2 201	232	8,7	10,5
	2016	2 353	1 346	235	8,6	17,5
Juridictions spécialisées	2013	5 921	1 756	1 409	1,7	80,2
	2014	5 224	1 772	2 246	2,9	126,7
	2015	5 652	1 359	1 422	2,0	104,6
	2016	5 078	1 882	1 516	1,6	80,6
Cours d'Appel	2001	1 664	684	450	2,2	65,8
	2002	1 964	806	462	2,5	57,3
	2003	1 159	527	357	1,9	67,7
	2004	1 348	553	455	1,7	82,3
	2005	1 955	635	352	1,3	55,4
	2006	2 054	1 423	562	1,8	39,5
	2007	2 536	897	395	1,6	44,0
	2008	3 676	1 256	517	1,4	41,2
	2009	3 599	922	543	1,3	58,9
	2010	3 803	1 314	880	1,7	67,0
	2011	4 374	937	559	1,5	59,7
	2012	4 684	1 515	1 240	1,9	83,2
	2013	3 524	1 671	1 547	3,2	92,6
	2014	10 039	6 875	1 887	4,0	91,6
	2015	10 246	3 950	3 591	5,0	90,9
	2016	10 566	4 114	3 121	3,7	75,9
Tribunaux de Grande Instance	2001	9 657	5 616	4 298	3,5	76,5
	2002	12 412	5 322	4 575	3,2	86,0
	2003	14 194	4 550	3 742	2,4	82,2
	2004	15 303	6 571	3 907	1,9	59,5
	2005	17 183	5 025	3 553	1,6	70,7
	2006	20 488	9 946	6 715	2,7	67,5
	2007	23 298	9 686	6 188	2,2	63,9
	2008	25 759	11 174	7 792	2,6	69,7
	2009	31 006	14 141	8 205	2,3	58,0
	2010	36 091	14 547	10 658	3,1	73,3
	2011	41 068	14 500	10 428	3,1	71,9
	2012	43 517	15 774	14 208	4,4	90,1
	2013	47 725	19 547	16 640	9,0	85,1
	2014	46 882	20 104	25 065	8,2	124,7
2015	41 126	17 183	25 991	9,8	151,3	
2016	39 150	19 697	22 945	7,3	116,5	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Indicateurs Clés du Secteur de la Justice

Tableau 2: Evolution trimestrielle des indicateurs clés de la Justice de 2014 à 2016

Indicateurs	Année	2 014				2 015				2 016			
		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Arriérés judiciaires (Juridictions sup.)		66 979	69 485	66 965	66 481	64 806	63 202	60 364	60 619	58 859	58 571	57 400	59 984
Rendement des Magistras		5,2	5,0	4,9	6,3	7,6	7,1	5,7	5,5	6,4	5,6	4,6	5,6
Population Carcérale		8 075	8 190	8 714	7 526	7 163	7 844	8 459	7 593	8 306	8 773	9 381	5 856
Taux d'évacuation du rôle		112,2	87,2	77,3	124,0	154,1	150,2	132,4	86,2	112,8	107,6	95,5	99,5
Nb de Détenus préventifs		3 834	3 492	4 017	3 920	3 768	4 097	4 544	4 648	5 058	4 857	5 140	2 324
Part des prévenus dans la Pop. Carc.		47,5	42,6	46,1	52,1	52,6	52,2	53,7	61,2	60,9	55,4	54,8	39,7
Nombre de Nourrisons		67	62	71	38	44	50	51	53	56	62	66	26

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Evolution des indicateurs du CSLPII dans le secteur de la justice

Définitions et Méthodes

1. **Taux d'exécution des jugements** : rapport entre le nombre de jugements exécutés pour une période considérée sur le nombre de décisions rendues sur la même période. Il est présenté en pourcentage.
2. **Dossiers répressifs clôturés par rapport aux dossiers ouverts** : rapport entre le nombre de dossiers clôturés et le nombre de dossiers ouverts par le parquet durant une période donnée multiplié par 100. Si le rapport est égal à 100, cela signifie que le nombre de dossiers clôturés est égal au nombre de dossiers ouverts pendant la période considérée.
3. **Arriéré judiciaire de la Cour Suprême** : nombre de dossiers pendants devant la Cour Suprême au 31 décembre de chaque année.
4. **Taux d'occupation des prisons**: rapport entre le nombre de détenus et le nombre de places théoriques disponibles dans le parc pénitentiaire (capacité d'accueil) pour une période considérée. Ce taux est également présenté en pourcentage.
5. **Nombre de mineurs dans les prisons** : somme totale du nombre de mineurs en prison pour une période considérée.

Commentaires

- A. Le tableau 3 reprend les indicateurs retenus dans le CSLPII. Ils ont vocation à permettre le suivi des stratégies de réformes du secteur de la Justice.
- B. La capacité d'accueil des établissements pénitentiaires burundais est de 4500 places selon les normes définies par les architectes de l'époque.
- C. La population totale du Burundi est issue des projections de l'ISTEEBU basées sur les données de base du RGPH réalisé en 2008.

Indicateurs Clés du Secteur de la Justice

Tableau 3: Evolution des Indicateurs du CSLPII de 2005 à 2016

Indicateurs	Année	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Taux d'exécution/vérification des Jugements (en%)		Nd	1,5	1,4									
Dossiers répressifs clôturés par rapport aux dossiers ouverts (%)		89,0	93,0	112,0	70,0	90,0	98,0	93,0	107,0	120,0	130,0	136,8	120,2
Arriéré Judiciaire à la Cour Suprême		2 379,0	2 379,0	3 515,0	3 515,0	4 080,0	4 646,0	6 835,0	7 756,0	10 053,0	4 336,0	3 899,0	2 335,0
Arriéré judiciaire (nombre)		24 448,0	27 195,0	30 990,0	34 980,0	45 511,0	51 310,0	58 787,0	63 214,0	67 223,0	66 692,0	60 619,0	59 984,0
Nombre de magistrats pour 100 000 habitants (Population=Projections de l'ISTEEBU)		16,0	16,0	16,0	17,0	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	48,9	56,3
Population carcérale		7 679,0	8 040,0	8 163,0	9 917,0	10 816,0	9 895,0	10 432,0	6 369,0	7 854,0	7 566,0	7 593,0	8 482,0
Nombre de détenus pour 100 000 habitants (Population=Projections de l'ISTEEBU)		107,0	107,0	106,0	123,0	132,0	17,5	118,0	73,0	82,6	75,8	77,3	83,9
Personnes en détention préventives (%) par rapport à la population carcérale		60,9	65,7	71,1	65,2	63,0	59,0	51,2	60,2	51,4	53,0	61,2	40,0
Taux d'occupation des prisons (en%)		193,0	215,0	208,0	245,0	268,0	244,0	258,0	160,0	193,7	186,8	187,5	209,4
Nombre de mineurs dans les prisons		419,0	419,0	461,0	484,0	451,0	372,0	392,0	148,0	219,0	158,0	20,0	1,0
Rendement des magistrats (TGI)		1,6	2,7	2,2	2,6	2,3	3,1	3,1	4,4	4,9	8,2	7,2	6,5

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU MINISTERE DE LA JUSTICE

1. Introduction

Les missions du ministère de la Justice sont fixées par le décret n°100/122 du 28 novembre 2005 portant réorganisation du ministère de la Justice. Il est complété par le Décret n°100/29 du 18 septembre 2015 portant Révision du Décret n° 100/125 du 19 avril 2012 portant Structure, Fonctionnement et Missions du Gouvernement de la République du Burundi.

Le ministère de la Justice a donc pour missions de :

- concevoir, élaborer et exécuter la politique du Gouvernement en matière de justice ;
- procéder à l'unification, à la modernisation, à la publication et à la diffusion de la législation nationale ;
- assurer la gestion du contentieux de l'Etat en étroite collaboration avec les services publics concernés ;
- promouvoir la coopération judiciaire ;
- procéder à la traduction des textes législatifs en kirundi ;
- concourir à l'éclosion d'une justice saine visant la consolidation de la paix sociale, de la sécurité et de l'ordre public ;
- promouvoir et garantir le respect des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales de tous les citoyens en collaboration avec les autres ministères concernés ;
- assurer l'inspection de toutes les institutions judiciaires du pays ;
- assurer l'appui logistique aux institutions judiciaires ;
- assurer l'enregistrement et la gestion des Titres Fonciers ainsi que la gestion de la succession abandonnée ;
- élaborer et assurer le suivi des programmes d'investissement du ministère ;
- veiller à la formation et au renforcement des compétences des magistrats et des auxiliaires de justice à travers le Centre de Formation Professionnelle de la Justice ;
- Elaborer des mécanismes de répression des crimes en vue d'éradiquer l'impunité ;
- actualiser, adapter la législation actuelle avec l'évolution de la société burundaise et appliquer les réformes prévues par l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et d'autres Accords de cessez-le feu ;
- rapprocher la Justice des justiciables ;
- assurer un suivi rapproché et immédiat des cas de violations physiques et morales des mineurs ainsi que des violences basées sur le genre ;
- redynamiser le Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- élaborer et assurer le suivi des projets d'investissement du Ministère.

Dans sa mission, le ministère de la Justice est assisté par les services centraux, les administrations personnalisées ainsi que les services judiciaires tels que définis dans l'organisation du Ministère de la Justice.

2. L'administration centrale

2.1. Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre est composé d'une coordination au Cabinet constituée d'une équipe de collaborateurs du Ministre ayant à sa tête un assistant du Ministre, autant de Conseillers politiques que de besoin et un secrétariat.

Il est également constitué d'un Secrétariat Permanent.

a) Le Bureau de l'Assistant du Ministre

L'Assistant du Ministre a pour missions de¹ :

- assister le Ministre dans l'accomplissement de ses missions politiques et protocolaires ;
- participer à la préparation des décisions du Ministre, contrôler et présenter à la signature les actes qui doivent être signés par le Ministre ;
- suivre, conformément aux instructions du Ministre, l'exécution des décisions prises par le Gouvernement dans le domaine des missions du Ministère ;
- assurer la liaison avec les services de la Présidence de la République, des Vice- présidences de la République et des autres départements ministériels ;
- appuyer le Secrétariat Permanent dans l'élaboration de la politique sectorielle du Ministère ;
- participer à l'étude de toutes les questions relatives à l'organisation des structures du Ministère et à l'amélioration de la qualité de leurs activités ;
- assurer le suivi des relations du Ministre avec les organismes nationaux et internationaux en collaboration avec les institutions concernées ;
- participer à la promotion de bonnes relations du ministère avec le public en général et avec la presse en particulier ;
- préparer et mettre en forme définitive les dossiers du ministère, notamment les projets d'actes à soumettre au Conseil des Ministres ;
- assurer le secrétariat du Ministre.

b) Le Secrétariat du Cabinet du Ministre

Le Secrétariat fait partie de l'équipe de coordination du Cabinet ministériel. Sous l'autorité du Ministre et sous la coordination de l'Assistant du Ministre, le secrétariat du Cabinet du Ministre est chargé notamment de² :

- recevoir les correspondances et en assurer la ventilation conformément aux instructions de l'Assistant du Ministre ;
- dactylographier, enregistrer et expédier les correspondances ;
- exécuter toute autre tâche réglementaire lui confiée par l'Assistant du Ministre.

¹ Décret n° 100/126 du 23 janvier 2012 portant Révision du Décret n°100/136 du 16 mai 2011 portant Missions, Organisation et Fonctionnement d'une Coordination d'un Cabinet ministériel.

² Décret n°100/127 du 23 avril 2012 portant Révision du Décret n°100/137 du 16 mai 2011 portant Missions, Organisation et Fonctionnement d'un Secrétariat Permanent.

c) Le Secrétariat Permanent

Le Bureau du Secrétaire Permanent fait aussi partie de l'équipe de coordination du ministère.

Ses missions consistent notamment à³ :

- assurer la bonne marche quotidienne du ministère ;
- planifier, programmer, coordonner et animer les activités des différentes Directions Générales et de l'Inspection Générale de la Justice ;
- élaborer les documents des politiques sectorielles, conformément aux orientations du ministère ;
- s'assurer que toutes les missions du ministère sont correctement remplies et prendre toutes les dispositions à cet effet ;
- en collaboration avec le Cabinet du Ministre, élaborer et assurer le suivi des Programmes d'Investissements Publics (PIP), des Dépenses Publiques (DP) et des programmes de Coopération Technique (PCT) ;
- en collaboration avec le Cabinet du Ministre, élaborer et assurer le suivi de l'exécution des budgets ;
- assurer le suivi de toutes les questions relatives à l'organisation des différentes Directions Générales et de l'Inspection Générale de la Justice et l'amélioration de la qualité de leurs activités ;
- assurer, conformément aux instructions du ministère, le suivi des relations techniques du ministère avec les organismes nationaux et internationaux en collaboration avec les institutions concernées ;
- assurer l'intérim en cas d'absence du Ministre.

2.2. Le Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature (SP/CSM)

Le Conseil Supérieur de la Magistrature trouve son fondement légal dans la loi n°1/07 du 30 juin 2007 et plus particulièrement en son article 2 : « Le Conseil Supérieur de la Magistrature est la plus haute instance chargée de la bonne administration de la Justice et la discipline des Magistrats. Il est garant du respect de l'indépendance des Magistrats du siège dans l'exercice de leurs fonctions ».

Aussi, la loi n°1/610 du 18 mars 2005 portant promulgation de la Constitution de la République en son article 11 dispose que : « Le Conseil Supérieur de la Magistrature est la plus haute instance disciplinaire de la Magistrature. Il connaît des plaintes des particuliers ou de l'Ombudsman concernant le comportement professionnel des magistrats ainsi que des recours des Magistrats contre des mesures disciplinaires ou des réclamations concernant leur carrière ».

A ce titre, le SP/CSM est chargé notamment de :

- préparer les dossiers à soumettre au Conseil ;
- envoyer les convocations des réunions ordinaires et extraordinaires du Conseil ;
- établir le projet de l'ordre du jour des réunions du Conseil ;
- formuler des avis et considérations à l'attention du Conseil sur des correspondances lui adressées ;
- rédiger des procès-verbaux, des avis et des décisions du Conseil ;
- délivrer des copies certifiées conformes des avis et décisions du Conseil à toute autorité et toute personne intéressée ;

³ Décret n°100/127 du 23 avril 2012 portant Révision du Décret N°100/137 du 16 mai 2011 portant Missions, Organisation et Fonctionnement d'un Secrétariat Permanent.

- tenir et conserver les dossiers du Conseil ;
- enregistrer et assurer l’instruction préliminaire des plaintes des particuliers ou de l’Ombudsman, à charge des magistrats ;
- préparer le projet du rapport sur l’état de la justice dans le pays.

Le SP/CSM exerce ses attributions en étroite collaboration avec les autres services intéressés, en l’occurrence l’Inspection Générale de la Justice et la Direction de l’Organisation Judiciaire.

2.3. L’Inspection Générale de la Justice (IGJ)

Selon l’article 10 du décret n° 100/122 du 28 novembre 2005 portant Organisation du ministère de la Justice, l’Inspection Générale de la Justice a pour principales missions de :

- assurer le contrôle administratif des Cours et Tribunaux, des Parquets et Parquets Généraux ;
- recevoir les doléances des justiciables et leur donner une suite appropriée ;
- détecter les mauvaises pratiques judiciaires ;
- rechercher les cas de déni de justice et les dénoncer à l’autorité compétente ;
- dresser régulièrement les statistiques judiciaires et proposer des stratégies de redressement ;
- s’assurer du respect des règlements intérieurs des Cours et Tribunaux des Parquets et Parquets Généraux ;
- procéder régulièrement à la vérification du respect de la loi en matière de garde à vue et de détentions préventives ;
- instruire et examiner les recours en matière de révision des décisions judiciaires devenues irrévocables et proposer des mesures de régularisation compatibles avec la loi et les principes d’une bonne administration de la Justice ;
- assurer le service de communication et d’information ;
- faire des propositions tendant à améliorer le fonctionnement et l’administration de la Justice ;
- participer à l’élaboration de rapports sur l’état de la Justice dans le pays.

Pour ses investigations, l’IGJ a accès à toutes les pièces de procédures, aux archives judiciaires, aux registres, fichiers et documents des services judiciaires. Elle procède à toutes auditions ou confrontations utiles.

Elle comprend deux services et un secrétariat :

- ❖ le service d’Inspection ;
- ❖ le Service Statistique.

L’Inspection Générale de la Justice compte actuellement trois inspections régionales réparties selon les régions judiciaires.

2.4. La Direction Générale de la Justice (DG)

La DG de la Justice est notamment chargée de :

- ❖ participer à l’élaboration de la politique sectorielle et à en assurer le suivi ;

- ❖ coordonner, contrôler et évaluer toutes les activités des directions et des services qui lui sont rattachés ;
- ❖ proposer les réformes indispensables au bon fonctionnement des directions ;
- ❖ préparer les prévisions budgétaires et concevoir des mécanismes rationnels d'exécution du budget du ministère ;
- ❖ faire parvenir pour décision au Ministre, accompagnés de ses avis et considérations, les dossiers mis en état par les Directions et à l'égard desquels les Directeurs et le Directeur Général ne disposent pas de pouvoir propre de décision.

Dans l'accomplissement de ses missions, la Direction Générale de la Justice s'appuie sur deux Directions :

- ❖ la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux ;
- ❖ la Direction de l'Organisation Judiciaire.

1°. La Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux est chargée notamment de :

- ❖ assurer le suivi du contentieux de l'Etat ;
- ❖ procéder à l'unification et à la modernisation de la législation nationale ;
- ❖ interpréter la législation étrangère ;
- ❖ délivrer des attestations de changement de nom ;
- ❖ régler les questions relatives à la nationalité burundaise ;
- ❖ procéder aux formalités préalables à l'exhumation et au transfert des restes mortels ;
- ❖ gérer la succession abandonnée.

2°. La Direction de l'Organisation Judiciaire est chargée de :

- ❖ assurer la gestion de la carrière du personnel judiciaire ;
- ❖ planifier le recrutement du personnel, concevoir et mettre en œuvre les programmes de leur formation initiale ou continue ;
- ❖ assurer le contrôle des caisses de toutes les institutions judiciaires ;
- ❖ initier des actions préventives contre le détournement des recettes judiciaires et déclencher des sanctions administratives et/ou des poursuites judiciaires contre les auteurs présumés de détournement ;
- ❖ assurer l'appui logistique aux institutions judiciaires, y compris la documentation juridique.

3. Les administrations personnalisées

3.1. La Direction Générale des Affaires Pénitentiaires (DGAP)

La DGAP a pour mission la mise en application de la politique arrêtée par le Gouvernement en matière pénitentiaire. Dans ce cadre, elle assure l'administration des établissements pénitentiaires et l'organisation d'ateliers, de boutiques d'exploitations agricoles, ainsi que d'autres activités socio-économiques ayant pour objet similaire.

Elle gère onze établissements pénitentiaires implantés à : Bujumbura (Mpimba), Bubanza, Bururi, Gitega, Ngozi (une pour hommes et une autre pour femmes), Muramvya, Muyinga, Rumonge, Rutana et Ruyigi.

La DGAP est régie par le Décret N°100/071/90 du 14 mai 1990 portant modification des statuts de la Direction Générale des Affaires Pénitentiaires et par la loi n°1/026 du 22 septembre 2003 portant Régime pénitentiaire. Elle est organisée autour de trois départements dont :

- ❖ Le Département des Affaires Juridiques et Administratives, qui comprend le Service Juridique et le Service du Personnel ;
- ❖ Le Département des Affaires Economiques, Financières et Sociales, qui comprend le service chargé de la comptabilité et des approvisionnements, le service des travaux et productions pénitentiaires ainsi que le service social ;
- ❖ Le Service d'Inspection des établissements pénitentiaires.

3.2. Direction des Titres Fonciers

La Direction des Titres Fonciers, autrefois appelée « Direction des Titres Fonciers et du Cadastre National » est une administration personnalisée, basée sur le Décret N° 100/065 du 9 avril 2003 portant Création d'une Administration personnalisée de l'État dénommée *Direction des Titres Fonciers et du Cadastre National*.

Les missions de la Direction sont les suivantes :

- ❖ enregistrer, délivrer et conserver les titres fonciers ;
- ❖ coordonner et centraliser les travaux cadastraux ;
- ❖ prévenir et constater les infractions en matière d'occupation des terres en collaboration avec les autres ministères techniques concernés ;
- ❖ veiller à la bonne application de la loi sur le mesurage et le bornage des terres, en collaboration avec les autres ministères techniques concernés.

La gestion quotidienne de la Direction des Titres Fonciers est assurée par un Directeur assisté d'autant de chefs de services que de besoin. Dans l'accomplissement de ses missions, la Direction s'appuie sur :

- ❖ le service de contrôle interne ;
- ❖ le service administratif et financier ;
- ❖ les circonscriptions foncières.

3.3. Centre d'Etudes et de Documentation Juridiques (CEDJ)

Le CEDJ est une administration personnalisée de l'Etat, basée sur le Décret N° 100/082 du 28 juin 2004 portant Création et organisation d'une administration personnalisée de l'Etat dénommée Centre d'Etudes et de Documentation Juridiques.

Les missions du Centre sont les suivantes :

- ❖ rassembler et mettre sous forme de base ou banque de données en vue de leur consultation, leur publication et leur diffusion sous tout support, les traités, les lois et règlements, les décisions des cours et tribunaux et tous autres textes à caractère juridique ;
- ❖ réaliser les travaux de mise à jour régulière des Codes et Lois ;
- ❖ publier le Bulletin Officiel du Burundi ;

- ❖ recueillir, commenter et publier la jurisprudence ;
- ❖ gérer la revue de droit et de jurisprudence ;
- ❖ gérer les bibliothèques et les archives du ministère de la Justice ;
- ❖ assurer la formation du personnel des administrations fournisseurs d'informations ;
- ❖ participer à toute action d'assistance technique, de recherche et de coopération internationale ;
- ❖ entreprendre toute étude juridique en vue de la promotion du droit.

Les administrations, les juridictions et autres organismes relevant de l'Etat sont tenus de fournir au Centre tout document et toute information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Les organes du Centre d'Etudes et de Documentation Juridiques sont :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction ;
- le service administratif et financier ;
- le service d'études juridiques et documentations ;
- le service informatique.

3.4. Service National de Législation (SNL)

Le SNL est une administration personnalisée de l'Etat, basée sur le Décret n°100/135 du 6 juin 2006 portant Création et Organisation d'une Administration personnalisée de l'Etat dénommée Service National de Législation.

Le Service National de Législation a pour missions de :

- examiner les propositions et les projets de lois ainsi que les projets de règlements qui lui sont soumis par le Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre de la Justice ;
- harmoniser les textes législatifs et réglementaires ;
- procéder à la traduction des textes législatifs et réglementaires en kirundi ;
- actualiser et adapter la législation en vigueur avec l'évolution de la société burundaise.

La gestion quotidienne du Service National de Législation est assurée par un Directeur assisté d'un Directeur-Adjoint et d'un Secrétariat. La Direction du Service National de Législation comprend trois services :

- le Service de Législation ;
- le Service de Traduction ;
- le Service Administratif et Financier.

3.5. Centre de Formation Professionnelle de la Justice (CFPJ)

Le CFPJ est une Administration Personnalisée de l'Etat, sa base légale est le Décret n° 100/178 du 8 décembre 2003 portant création d'une Administration Personnalisée de l'Etat dénommée « Centre de Formation Professionnelle de la Justice ». Le CFPJ a pour missions de :

Organisation et Fonctionnement du ministère de la Justice

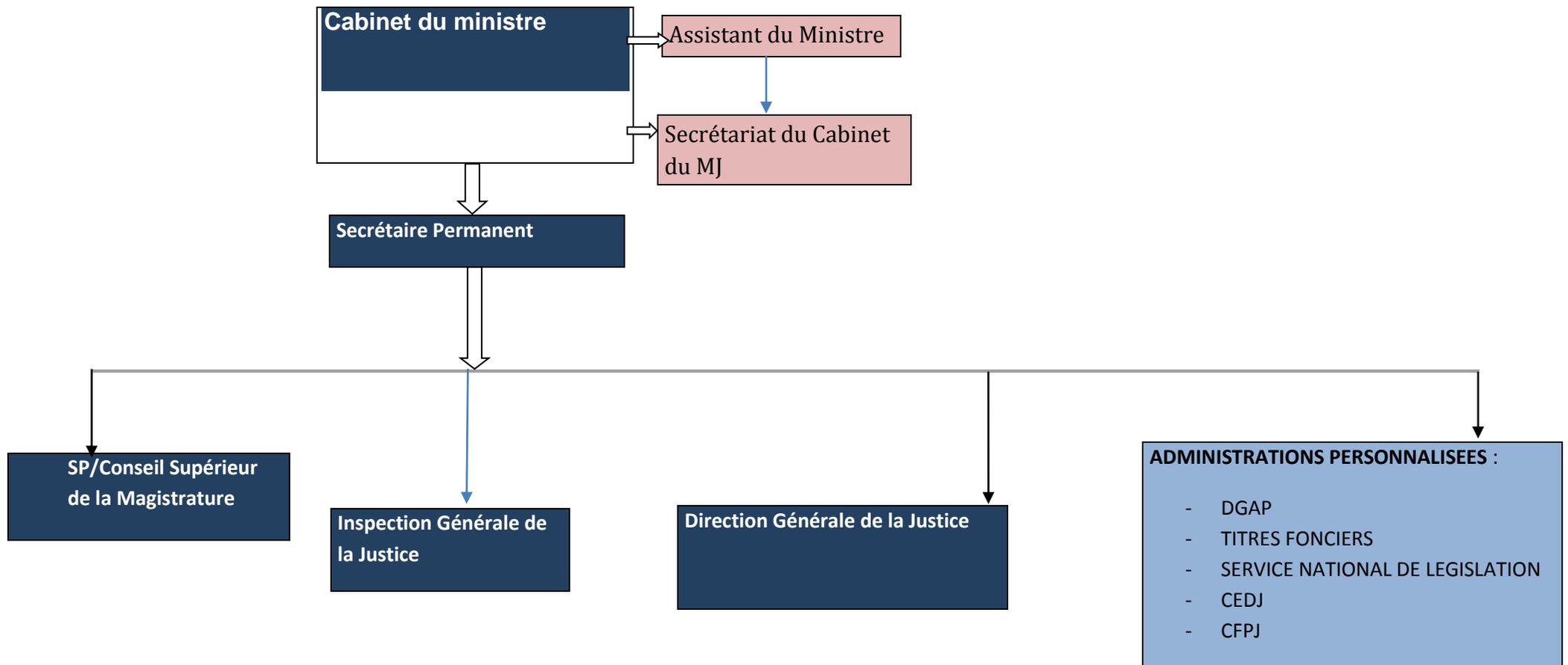
- dispenser une formation professionnelle initiale aux magistrats stagiaires et aux candidats magistrats des tribunaux de Résidence, greffiers, huissiers, secrétaires des Parquets et du personnel pénitentiaire;
- dispenser une formation continue aux magistrats, huissiers, greffiers, secrétaires des Parquets et personnel pénitentiaire ;
- élaborer et diffuser la documentation juridique et judiciaire ;
- servir de cadre de formation initiale ou continue et de perfectionnement pour les avocats et les notaires ;
- servir de cadre de formation continue et de perfectionnement pour la police judiciaire.

Dans l'accomplissement de ses missions, le CFPJ doit concourir à l'objectif de la correction des déséquilibres ethniques et de genre constatés dans les secteurs judiciaires et pénitentiaires.

La gestion pédagogique, administrative et financière quotidienne du CFPJ est du ressort d'un Directeur nommé pour un mandat de quatre ans renouvelables. Le Directeur est assisté par le Chef de Service chargé des études et le Chef de Service chargé de la gestion administrative et financière.

ORGANISATION DU MINISTERE DE LA JUSTICE

ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTERE DE LA JUSTICE



1. Les services judiciaires

Les services judiciaires comprennent les juridictions ordinaires, les juridictions spécialisées et le Ministère Public.

1.1. Les juridictions ordinaires

La Loi n°1/08 du 17 mars 2005 portant Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaires (COCJ), définit clairement la compétence matérielle et territoriale des juridictions.

La Cour Suprême, la Cour Constitutionnelle, la Cour Spéciale des Terres et Autres Biens, la Cour Anti-Corruption et les juridictions militaires sont régies par des lois spécifiques.

1.1.1. Tribunaux de Résidence (Articles 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13 & 14 COCJ et article 48 alinéa 2 CPP)

A la date du 31 décembre 2016, il existe 135 Tribunaux de Résidence au Burundi. Il y a en principe un Tribunal de Résidence par commune, bien que certaines communes soient dotées de plus d'un Tribunal de résidence. Ce sont les Communes de Matongo, Rusaka, Musigati, Musongati et Busiga qui disposent de deux tribunaux de résidence ou plus tandis qu'en Mairie de Bujumbura, les Tribunaux de résidence sont du ressort administratif de chaque zone.

Chaque Tribunal de Résidence est composé d'un Président, d'un Vice-président et d'autant de juges et de greffiers que de besoin.

En principe, le siège du Tribunal de Résidence en matière civile se compose d'un Président et de deux juges, assistés d'un greffier. Cependant, les Tribunaux de Résidence peuvent siéger à juge unique en matière de contraventions et des infractions au Code de la Route, sauf si compte tenu de la complexité des faits, le Président du Tribunal, d'office ou à la demande de l'une quelconque des parties au procès, décide de renvoyer l'affaire devant une formation collégiale. Le Président statue par ordonnance non susceptible de recours.

Les Tribunaux de Résidence sont des juridictions dites ordinaires, des juridictions de droit commun.

Les Tribunaux de Résidence connaissent en matière répressive des infractions punissables au maximum de deux ans de servitude pénale, indépendamment du montant de l'amende.

Depuis la promulgation de la loi 1/10 du 03 avril 2013 portant Révision du Code de Procédure Pénale, le siège du Tribunal de Résidence en matière répressive se compose d'un Président, et de deux juges assistés du Ministère Public et d'un Greffier.

Sans préjudice de dispositions particulières, les Tribunaux de résidence connaissent en matière civile:

- des contestations entre personnes privées dont la valeur n'excède pas 1.000.000 BIF ;
- des actions relatives à la liquidation des successions sous réserve des dispositions du litéra précédent ;

- des questions relatives au droit des personnes et de la famille dont la compétence n'est pas attribuée à une autre juridiction ;
- des actions relatives à l'expulsion du locataire défaillant ou de tous ceux qui occupent les lieux sans titre ni droit.

Toutefois, le Tribunal de Résidence n'est pas compétent si l'action en déguerpissement est relative à un bail commercial.

Les Tribunaux de Résidence connaissent, à juge unique, assisté d'un greffier :

- des contestations ou demandes dont le montant ne dépasse pas 300.000 BIF ;
- des matières gracieuses ;
- des litiges découlant de l'exécution des jugements qu'ils ont rendus.

Les jugements rendus par les Tribunaux de Résidence sont susceptibles d'opposition et d'appel

1.1.2. Tribunaux de Grande Instance (art.17 – 27 COCJ)

Les Tribunaux de Grande Instance sont des juridictions ordinaires de droit commun. Les TGI ont un droit de surveillance et de contrôle sur les activités menées par les Tribunaux de Résidence de leur ressort. De la même manière, les Cours d'Appel disposent de ce droit de surveillance et de contrôle sur les activités menées par les TGI de leur ressort (Art.81 COCJ).

Là où il n'existe pas de Tribunaux du Travail et de Commerce, les Tribunaux de Grande Instance sont compétents pour statuer sur des litiges relevant de la compétence de ces derniers.

A la date du 31 décembre 2016, il existe 20 Tribunaux de Grande Instance. Les Tribunaux de Grande Instance sont situés au niveau des provinces, à l'exception de la Mairie de Bujumbura qui dispose d'un Tribunal de Grande Instance par Commune Urbaine (Muha, Mukaza et Ntahangwa).

Chaque Tribunal de Grande Instance comprend un Président, un Vice- président, autant de juges et de greffiers que de besoin. Le siège du Tribunal de Grande Instance est composé d'un Président et de deux juges, assistés d'un Officier du Ministère Public et d'un greffier, sauf lorsqu'il siège en matière criminelle pour les infractions passibles de servitude pénale à perpétuité. Dans ce cas, la Loi n° 1/015 du 22 septembre 2003 dispose que le siège est composé de cinq juges, assistés d'un Officier du Ministère Public et d'un Greffier.

Bien plus, il peut siéger à juge unique dans des cas particuliers.

En cas de besoin, le Président de la juridiction désigne des juges des Tribunaux de Résidence du ressort du TGI pour compléter le siège.

Les Tribunaux de Grande Instance connaissent de toutes les infractions dont la compétence matérielle ou territoriale n'est pas attribuée à une autre juridiction.

Ils connaissent à juge unique, assisté d'un Officier du Ministère Public et d'un Greffier, des infractions de vol simple et d'émission de chèques sans provision, sauf si compte tenu de la complexité de

l'affaire, le Président de la juridiction, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties, décide par ordonnance non susceptible de recours, de renvoyer l'affaire devant une formation collégiale.

En matière répressive, les Tribunaux de Grande Instance connaissent de l'appel des jugements rendus par les Tribunaux de Résidence de leur ressort.

Les jugements répressifs rendus par les Tribunaux de Grande Instance sont susceptibles d'opposition, d'appel et de cassation.

Les Tribunaux de Grande Instance connaissent de toutes les actions dont la compétence matérielle ou territoriale n'est pas attribuée à une autre juridiction.

Au premier degré, les Tribunaux de Grande Instance connaissent, à juge unique assisté d'un Greffier, de toutes contestations ou demandes relatives au contrat de bail, des affaires civiles où il y a titre authentique, promesse reconnue ou jugement antérieur coulé en force de chose jugée, des matières gracieuses et des litiges nés de l'exécution des jugements qu'ils ont rendus.

En matière civile, ils connaissent de l'appel des jugements rendus par les Tribunaux de Résidence de leur ressort.

Les mesures d'exécution des jugements prises au premier degré par les Tribunaux de Résidence sont susceptibles d'appel devant une formation collégiale du Tribunal de Grande Instance. Le Tribunal statue toutes affaires cessantes par un jugement non susceptible de recours.

Les jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance sont susceptibles d'opposition, d'appel ou de cassation.

1.1.3. Cours d'Appel (Art. 28 – 38 COCJ)

Le Burundi dispose, à la date du 31 décembre 2016, de quatre Cours d'Appel. Celles-ci sont situées à Bujumbura, à Ngozi, à Gitega et à Bururi.

Les Cours d'Appel sont des juridictions ordinaires de droit commun. Elles sont hiérarchiquement situées au-dessus des Tribunaux de Grande Instance, et ont un droit de surveillance et de contrôle sur les activités des Tribunaux de Grande Instance de leur ressort.

La Cour d'Appel est composée d'un Président, d'un Vice-président, d'autant de conseillers et de greffiers que de besoin. Le siège de la Cour d'Appel est composé d'un Président et de deux conseillers assistés d'un Officier du Ministère Public et d'un greffier, sauf dans les cas des infractions passibles de servitude pénale à perpétuité où la Loi n° 1/015 du 22 septembre 2003 dispose que le siège est composé d'un Président, quatre conseillers, assistés d'un Officier du Ministère Public et d'un greffier.

En cas de besoin, le Président de la Cour assume des juges des Tribunaux Grande Instance du ressort de la Cour pour compléter le siège.

Les Cours d'Appel connaissent de l'appel des jugements rendus au premier degré par les Tribunaux Grande Instance.

Les Cours d'Appel connaissent au premier degré des infractions commises par les personnes ci-après:

- un magistrat de carrière autre qu'un magistrat de la Cour Suprême ou de la Cour Constitutionnelle, du Parquet Général de la République, de la Cour d'Appel, de la Cour Administrative ou du Parquet Général près la Cour d'Appel ;
- un Administrateur communal ;
- tout fonctionnaire public nommé par décret.

Les arrêts répressifs rendus par la Cour d'Appel sont susceptibles d'opposition, d'appel et de cassation.

En cas d'appel et de pourvoi en cassation, c'est la Cour Suprême qui est compétente pour connaître de ces recours.

Les Cours d'Appel connaissent de l'appel des jugements rendus au premier degré par les Tribunaux de Grande Instance, les Tribunaux du travail de leur ressort et le Tribunal de commerce.

Les Cours d'Appel connaissent en premier et dernier ressort des prises à partie dirigées contre les magistrats à l'exception de ceux qui sont justiciables devant la Cour Suprême.

Les mesures provisoires et les mesures d'exécution des jugements prises au premier degré par les Tribunaux de Grande Instance, les Tribunaux du Travail et le Tribunal de Commerce sont susceptibles d'appel devant une formation collégiale de la Cour d'Appel statuant toutes affaires cessantes.

Aussi, dans les ressorts des Cours d'Appel où il n'est pas établi une Cour Administrative, les actions relevant de la compétence de celle-ci sont jugées par les Cours d'Appel statuant en matière administrative.

Depuis l'année 2014, les Cours d'Appel sont également compétentes pour juger les affaires anciennement portées devant la Chambre de Cassation de la Cour Suprême en ce qui concerne les terres rurales⁴.

1.1.4. Cour Suprême

La Cour Suprême est la plus haute juridiction ordinaire de la République du Burundi.

Elle constitue, à ce titre, la référence pour la place du pouvoir judiciaire au sein des Institutions de la République. Elle veille à la bonne application de la loi par les Cours et Tribunaux. Son ressort s'étend sur tout le territoire de la République et son siège ordinaire est à Bujumbura.

Il peut être néanmoins fixé par décret en tout autre endroit de la République (art. 1er de la Loi N° 1/07 du 25 février 2005 régissant la Cour Suprême).

⁴ Loi n°1/17 du 15 mai 2014, portant Suppression du pourvoi en cassation devant la Cour Suprême et Attribution de compétence aux Cours d'Appel pour les affaires relatives aux terres rurales.

La Cour Suprême exerce un pouvoir administratif et/ou juridictionnel sur les autres juridictions autres que la Cour Constitutionnelle (Article 29 de la loi n° 1/07 du 25 février 2005 régissant la Cour Suprême).

La Cour Suprême comprend trois chambres: une Chambre de Cassation, une Chambre Administrative et une Chambre Judiciaire. Cette dernière comporte deux sections, la section de premier degré et la section d'appel (art.2 de la Loi № 1/07 du 25 février 2005 régissant la Cour Suprême). Les compétences des chambres sont les suivantes :

- la Chambre Judiciaire (art. 30 – 33) comporte deux sections et ne statue qu'en matière juridictionnelle. La section du premier degré de la Chambre Judiciaire statue sur les poursuites pénales dirigées contre certaines personnalités occupant de hautes fonctions de l'Etat. La section judiciaire d'appel connaît de l'appel formé contre les arrêts rendus par la section judiciaire du premier degré et ceux rendus au premier degré par les Cours d'Appel, la Cour anti-corruption et la Cour Militaire en matière répressive.
- la Chambre Administrative (art.34 – 36) de la Cour Suprême statue en appel sur les recours contre les décisions rendues par les Cours Administratives et les cours d'appel siégeant en matière administrative. Elle connaît en premier et dernier ressort des recours dirigés contre les actes réglementaires et individuels du Président de la République. Elle statue sur les autres recours prévus par des lois particulières, notamment la loi sur les partis politiques. Les décisions et les arrêts de la Chambre Administrative sont susceptibles d'opposition et de cassation.
- La Chambre de Cassation (art. 37– 40) connaît des pourvois formés contre les jugements et arrêts ou contre toutes autres décisions à caractère juridictionnel rendus en dernier ressort par les Cours et Tribunaux et les autres Chambres instituées en son sein statuant au fond ou en préjugant. Elle ne connaît pas du fond de l'affaire mais, en tout état de cause, elle s'assure que le juge du fond a correctement et juridiquement qualifié les faits. Elle se prononce sur les pourvois en cassation pour incompétence, absence, contrariété ou insuffisance de motivation, violation ou mauvaise interprétation de la loi, violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, de la coutume et des principes généraux du droit.

La Chambre de cassation est également compétente pour statuer sur la procédure en annulation des jugements et arrêts pour lesquels les juges ont excédé leurs pouvoirs (article 79 de la loi sur la Cour Suprême).

La Cour Suprême siège toutes chambres réunies (art.41– 44) et est compétente pour statuer sur le pourvoi en cassation lorsque, après cassation d'un premier jugement ou arrêt en dernier ressort rendu dans une même affaire entre les mêmes parties, le second arrêt sur renvoi est attaqué (2ème pourvoi en cassation).

En matière juridictionnelle, la Cour statue en premier et dernier ressort sur les prises à partie dirigées contre les hauts magistrats. Elle connaît aussi de la révision des jugements et arrêts coulés en force de chose jugée rendus par toutes les juridictions de la République.

Le règlement des juges est une exception soulevée au cours de l'instance lorsque deux ou plusieurs juridictions statuant en dernier ressort se déclarent toutes compétentes pour connaître d'une même

demande mue entre les mêmes parties (art.168. de la Loi № 1/07 du 25 février 2005 régissant la Cour Suprême).

1.2. Les Juridictions Spécialisées

1.2.1. Tribunaux du Travail (Art. 39 – 45COCJ)

Les Tribunaux du Travail sont des juridictions spécialisées. Ils sont hiérarchiquement situés sous les Cours d'Appel.

Au 31 décembre 2016, le Burundi dispose de deux Tribunaux du Travail, l'un à Gitega et l'autre à Bujumbura.

Chaque Tribunal du Travail comprend un Président, un Vice-président et autant de juges, d'assesseurs et de greffiers que de besoin. Le siège du Tribunal du Travail se compose d'un Président, magistrat de carrière, d'un assesseur travailleur et d'un assesseur employeur, assistés d'un greffier et avec le concours d'un Officier du Ministère Public, s'il est expressément requis par le Président de la juridiction. Les assesseurs des Tribunaux du Travail sont nommés par Ordonnance du Ministre de la Justice sur proposition des organisations les plus représentatives des travailleurs et employeurs après avis du Ministre ayant le travail dans ses attributions.

Les Tribunaux du Travail connaissent :

- des contestations individuelles ou collectives nées à l'occasion du travail entre les travailleurs et leurs employeurs relatives aux contrats de travail ou d'apprentissage, aux conventions collectives ou aux décisions administratives qui en tiennent lieu ;
- des contestations nées entre les établissements de sécurité sociale, les travailleurs et les employeurs, concernant l'exécution de la législation sur la sécurité sociale sans préjudice, toutefois, des dispositions de cette législation en ce qu'elles portent institution de commissions spécialement compétentes.

Les jugements rendus par les Tribunaux du Travail sont susceptibles d'appel devant la Cour d'Appel de leur ressort.

Le juge statuant en matière sociale connaît également des infractions à la législation du travail, à la législation sur la sécurité sociale et à leurs mesures d'exécution.

1.2.2. Tribunal de Commerce (Art. 46 – 57COCJ)

Le Tribunal de Commerce est une juridiction spécialisée. Il est situé au même niveau que les Tribunaux de Grande Instance et sous l'autorité hiérarchique de la Cour d'Appel de Bujumbura.

Au 31 décembre 2016, le Burundi dispose d'un seul Tribunal de Commerce, situé à Bujumbura.

Le Tribunal de Commerce se compose d'un Président, d'un Vice-président, d'autant de juges, d'assesseurs et de greffiers que de besoin.

Le siège du Tribunal de Commerce est composé d'un Président, magistrat de carrière et de deux assesseurs, assistés d'un greffier et d'un Officier du Ministère Public près le Tribunal de Grande Instance s'il est expressément requis par le Président de la juridiction.

Les assesseurs du Tribunal de Commerce sont nommés par ordonnance du Ministre de la Justice sur proposition de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi « CFCIB » et après avis du Ministre ayant le commerce dans ses attributions.

Le Tribunal de Commerce connaît en premier ressort :

- des contestations entre commerçants relatives aux actes commerciaux ou réputés commerciaux par la loi et qui ne sont pas de la compétence d'autres tribunaux ;
- des contestations relatives aux effets de commerce.

Même lorsque les parties ne sont pas commerçantes, le Tribunal de Commerce connaît :

- des contestations entre associés, entre administrateurs, entre administrateurs et associés, entre commissaires et administrateurs, entre commissaires et associés, entre liquidateurs, entre liquidateurs et associés, entre associés, administrateurs, commissaires ou liquidateurs et réviseurs d'entreprise ;
- de tout ce qui concerne les faillites et les concordats y relatifs conformément aux dispositions du Code de commerce ;
- des demandes relatives aux appellations d'origine ;
- des actions en rectification ou en radiation d'inscription au registre de commerce ;
- des demandes aux fins de nomination de commissaires ayant pour mission de vérifier les livres et les comptes des sociétés commerciales ;
- des demandes en matière maritime et fluviale, notamment de l'examen des créances à l'occasion d'une répartition des deniers provenant de l'adjudication d'un bâtiment saisi ;
- des contestations liées au bail commercial.

Les jugements rendus par le Tribunal de Commerce sont susceptibles d'opposition et d'appel.

Le juge statuant en matière commerciale connaît également des infractions liées à la législation commerciale ainsi qu'à leurs mesures d'exécution.

1.2.3. Cours Administratives (Art.58 – 66 COCJ)

Les Cours Administratives sont des juridictions spécialisées situées hiérarchiquement en-dessous de la Cour Suprême.

A la date du 31 décembre 2016, il existe deux Cours Administratives au Burundi, l'une étant située à Bujumbura et l'autre à Gitega.

Chaque juridiction administrative comprend un Président, un Vice-président, autant de conseillers et de greffiers que de besoin.

Le siège de la juridiction administrative se compose d'un Président, de deux Conseillers assistés d'un Officier du Ministère Public près la Cour d'Appel et d'un greffier.

Les juridictions administratives connaissent :

- des recours en annulation pour excès de pouvoir dirigés contre les décisions des autorités administratives ;
- des recours en interprétation, en appréciation de la légalité des décisions, des conventions ou actes de l'administration qui leur sont déférés dans le cadre de leur compétence telle que définie au *literna* précédent. Elles peuvent éventuellement annuler ou accorder des dommages et intérêts en réparation du préjudice qui en a résulté;
- des recours en validité, exécution, nullité, résolution ou résiliation des contrats administratifs;
- des recours contre les notations des fonctionnaires et les sanctions disciplinaires prévues par le statut de la fonction publique ;
- des actions en réintégration ou en dommages et intérêts résultant de la violation du statut de la fonction publique ;
- des recours contre les décisions prises en matière fiscale et douanière dans les conditions fixées par la réglementation en la matière ;
- des actions relatives aux incompatibilités attachées aux fonctions et mandats publics.

Dans les limites des dispositions précédentes, le juge administratif peut adresser des injonctions à l'administration et spécialement lui prescrire ou interdire de faire un acte ou une opération déterminée.

Le juge administratif peut, dans le dispositif de sa décision, offrir à l'administration le choix entre une réparation en nature qu'il détermine et une réparation pécuniaire.

Le juge administratif peut encore énoncer un certain nombre d'indications relatives à la conduite que devra suivre tel responsable de l'administration pour se conformer à ladite décision sous peine d'être personnellement condamné à des dommages et intérêts.

Tous les litiges d'ordre individuel intéressant les fonctionnaires ou autres agents de l'administration, notamment ceux relatifs à des questions pécuniaires, relèvent de la Cour Administrative dans le ressort de laquelle se trouve le lieu d'affectation du fonctionnaire ou agent concerné, sous réserve des dispositions suivantes :

- ❖ si la décision à l'origine du litige entraîne un changement d'affectation, la compétence est déterminée par le lieu de la nouvelle affectation ;
- ❖ si la décision prononce une révocation, une mise à la retraite ou toute autre mesure entraînant une cessation définitive d'activité ou si elle concerne un ancien fonctionnaire ou agent sans affectation à la date de la décision, la compétence est déterminée par le lieu de la dernière affectation de ce fonctionnaire ou agent ou, à son choix, par le lieu de résidence au moment de la présentation de la requête introductive d'instance ou de la réception de la décision attaquée ;
- ❖ si la décision a un caractère collectif et si elle concerne des agents affectés dans le ressort de plusieurs juridictions administratives, l'affaire relève de la compétence de celle dans le ressort de laquelle siège l'auteur de ladite décision.

1.2.4. Cour Anti-Corruption

La Cour Anti-corruption est une juridiction spécialisée. Il existe une Cour Anti-corruption sur le territoire Burundais. La Cour Anti-Corruption siège à Bujumbura et exerce sa compétence sur l'ensemble du territoire de la République du Burundi. Elle est régie par la loi N° 1/36 du 13 décembre 2006 portant création de la Cour Anti-Corruption (LCAC) et la loi N°1/12 du 18 avril 2006 portant Mesures de Prévention et de Répression de la Corruption et des Infractions Connexes (MPRCIC).

La Cour Anti-Corruption est composée d'un Président, d'un Vice-Président et d'autant de conseillers et de greffiers que de besoin. Le siège de la Cour est composé d'un Président et de deux conseillers assistés d'un Officier du Ministère Public et d'un greffier.

La Cour Anti-Corruption est seule compétente pour connaître des infractions de corruption et des infractions connexes à la corruption.

Les arrêts rendus par la Cour Anti-Corruption sont susceptibles d'opposition, d'appel, de cassation et de révision.

1.2.5. Cour Constitutionnelle

La Cour Constitutionnelle est régie par la loi n° 1/018 du 19 décembre 2002 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle.

La Cour Constitutionnelle est composée de sept membres, et ne peut valablement siéger que si au moins cinq de ses membres sont présents. De plus, il est attaché à la Cour Constitutionnelle, un greffier principal assisté d'autant de greffiers que de besoin, afin d'assister la Cour en séance publique. Les décisions de la Cour Constitutionnelle sont prises à la majorité absolue de ses membres. En cas d'égalité des voix, la voix du Président de la Cour est prépondérante.

La Cour Constitutionnelle est la juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle. Elle juge de la constitutionnalité des lois et elle interprète la Constitution.

La Cour Constitutionnelle est notamment compétente pour :

- ❖ statuer sur la constitutionnalité des lois et des actes réglementaires pris dans les matières autres que celles relevant du domaine de la loi ;
- ❖ assurer le respect de la Constitution par les organes de l'Etat et les autres institutions ;
- ❖ interpréter la Constitution, à la demande du Président de la République, du Président de l'Assemblée Nationale, du Président du Sénat, d'un quart des députés ou d'un quart des sénateurs ;
- ❖ statuer sur la régularité des référendums, des élections présidentielles et législatives, et en proclamer les résultats définitifs ;
- ❖ recevoir le serment du Président de la République, des Vice-Présidents de la République et des membres du Gouvernement avant leur entrée en fonction ;
- ❖ constater la vacance du poste de Président de la République.

De plus, les lois organiques avant leur promulgation, les règlements d'ordre intérieur de l'Assemblée Nationale et du Sénat avant leur mise en application, sont soumises obligatoirement au contrôle de constitutionnalité.

Les décisions de la Cour Constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours.

1.2.6. Cour Spéciale des Terres et Autres Biens (CSTB)

La Cour Spéciale des Terres et autres biens est régie par la loi N°1/26 du 15 septembre 2014 portant Organisation, Composition, Fonctionnement et Compétence de la Cour Spéciale des Terres et autres Biens ainsi que la procédure suivie devant elle.

La Cour Spéciale des Terres et autres Biens est un cadre juridique ayant pour mission de connaître en dernière instance les recours contre les décisions prises par la Commission Nationale des Terres et autres Biens et a été établie pour une durée de 7 ans. Elle est la seule juridiction compétente pour connaître, en premier et dernier ressort, des recours contre les décisions prises par la Commission Nationale des Terres et Autres Biens.

Les décisions de cette Cour sont exécutoires et ne peuvent être attaquées que par voie d'opposition et de tierce opposition. Les arrêts de la Cour sont revêtus d'un caractère exécutoire d'après la même loi.

1.3. Le Ministère Public (Art. 124 – 141 COCJ) + article 17 de la loi n° 1/12 du 18 avril 2006 portant répression de la corruption et des infractions connexes

Le Ministère Public est constitué :

- ❖ du Parquet Général de la République dirigé par le Procureur Général de la République, assisté d'un ou plusieurs Premiers Substituts Généraux et Substituts Généraux ;
- ❖ d'un Parquet Général près chaque Cour d'Appel et près la Cour Anticorruption dirigé par un procureur général près la Cour d'Appel et près la Cour Anticorruption, assisté d'un ou plusieurs Premiers Substituts Généraux et Substituts Généraux ;
- ❖ d'un Parquet près chaque Tribunal de Grande Instance dirigé par un procureur de la République assisté d'un premier substitut et substituts ;
- ❖ de l'Auditorat Général près la Cour Militaire dirigé par l'Auditeur Général assisté d'un ou plusieurs Premiers Substituts Généraux et Substituts Généraux ;
- ❖ d'un Auditorat Militaire près chaque Conseil de Guerre dirigé par un Auditeur assisté d'un ou plusieurs premiers substituts et substituts.

1°. Le Parquet Général de la République

Le Parquet Général de la République exerce un pouvoir de contrôle sur tous les Officiers du Ministère Public.

A l'égard de ses magistrats, il a les prérogatives que celles du Ministre ayant la Justice dans ses attributions.

Il peut les charger de recueillir tous les renseignements ou de procéder à toutes les enquêtes qu'il estime utile à une bonne administration de la justice. Il est institué auprès de la Cour Suprême. Il veille à l'application de la loi pénale sur toute l'étendue de la République.

2°. Le Parquet Général près la Cour d'Appel

Le Ministère Public est présent au sein des Parquets Généraux près chaque Cour d'Appel, dirigés par un Procureur Général près la Cour d'Appel assisté d'un ou plusieurs premiers Substituts Généraux et Substituts Généraux. Le Parquet Général près la Cour d'Appel est chargé de la recherche, de l'instruction et de la poursuite des infractions relevant de la compétence de la Cour d'Appel. En outre, le Parquet Général près la Cour d'Appel donne les avis sur toutes les affaires civiles, commerciales, sociales et administratives lui communiquées par la Cour d'Appel ou la Cour Administrative ainsi que sur toutes procédures autres que celles relatives à l'exercice de l'action publique.

Le Procureur Général près la Cour d'Appel est le supérieur hiérarchique de tous les magistrats du Parquet Général près la Cour d'Appel et tous les magistrats des Parquets de la République près les Tribunaux de Grande Instance de son ressort. Il assure l'ordre intérieur au sein du Parquet Général près la Cour d'Appel et veille à la discipline de tous les magistrats du Parquet Général près la Cour d'Appel et de tous les Agents de l'ordre judiciaire y attachés.

Il supervise les activités de tous les magistrats du Ministère Public et de tous les OPJ du ressort de la Cour d'Appel.

Il reçoit également les avis d'ouverture et notes de fin d'instruction ainsi que les rapports des Parquets de la République près les Tribunaux de Grande Instance de son ressort et donne les directives utiles pour le bon exercice de l'action publique.

3°. Le Parquet Général près la Cour Anti-Corruption

Sous la supervision du Procureur Général de la République, le Ministère Public près la Cour Anti-Corruption recherche des infractions à charge des personnes qui ne bénéficient pas du privilège de juridiction prévu par l'article 32 de la loi régissant la Cour Suprême et l'article 28 de la loi portant mesure de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes.

Il recherche les infractions de corruption et les infractions connexes à la corruption, reçoit les dénonciations y relatives, fait tous les actes d'instruction et saisit la Cour lorsqu'il ne décide pas du classement sans suite.

A cet effet, il reçoit, entre autres, les dossiers provenant de la Brigade Spéciale Anti-Corruption, de la Cour des Comptes ou de toute autre institution de contrôle des finances publiques, ainsi que les rapports d'audit contenant des infractions prévues par la loi portant mesure de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes.

4°. Le Parquet de la République

Le Ministère Public est présent dans les Parquets près chaque Tribunal de Grande Instance, dirigés par un Procureur de la République assisté d'un ou plusieurs premiers substitués et substitués. Le Parquet de la République est chargé de la recherche, de l'instruction et de la poursuite des infractions relevant de la compétence du Tribunal de Grande Instance.

Il procède au moins une fois par mois à l'inspection des cachots de toutes les polices de son ressort.

Il donne les avis sur les affaires civiles, commerciales et sociales qui lui sont communiquées par les Tribunaux de Grande Instance, le Tribunal de Commerce, le Tribunal du Travail ou les Tribunaux de Résidence, ainsi que sur toute procédure autre que celles relatives à l'exercice de l'action publique.

Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance est le supérieur hiérarchique de tous les magistrats du Parquet de la République près le Tribunal de Grande Instance ; il assure l'ordre au sein du Parquet.

Il veille à la discipline de tous les magistrats, de tous les OPJ de son ressort et de tous les AOJ attachés au Parquet. Le Procureur de la République supervise les activités de tous les magistrats du Ministère Public et de tous les OPJ du ressort du Tribunal de Grande Instance.

Il reçoit les plaintes, les dénonciations et les procès-verbaux d'OPJ.

5°. L'Auditorat Général

L'Auditeur Général près la Cour Militaire exerce les attributions du Ministère Public près la Cour Militaire sous la surveillance du Procureur Général de la République.

6°. L'Auditorat Militaire

L'Auditeur Militaire près le Conseil de Guerre exerce les attributions du Ministère Public près le Conseil de Guerre sous la surveillance de l'Auditeur Général.

Sous la surveillance du Procureur Général de la République, le Ministère Public près les juridictions militaires est chargé spécialement de la recherche, de l'instruction et de la poursuite des infractions de la compétence des Conseils de Guerre et de la Cour Militaire.

Toutefois, lorsqu'il l'estime nécessaire au bon déroulement de l'action publique, le Procureur Général de la République, en concertation avec l'Auditeur Général, peut décider que la recherche, l'instruction ou la poursuite d'une ou plusieurs infractions visées au paragraphe ci-dessus sera assurée par un ou plusieurs magistrats du Ministère Public près les juridictions ordinaires.

Le Ministère Public est un, indivisible et hiérarchisé. Les Officiers du Ministère Public sont placés sous la direction et le contrôle de leurs supérieurs hiérarchiques.

Le Ministère Public est placé sous l'autorité du Ministre de la Justice qui peut enjoindre d'instruire et de poursuivre au Procureur Général de la République, aux procureurs généraux près les Cours d'Appel et aux procureurs.

Toutefois, il ne peut s'opposer ni aux instructions, ni aux poursuites intentées par le Ministère Public. Il peut réclamer l'état d'avancement d'une enquête, en consulter le dossier ou demander des renseignements.

Le personnel judiciaire du Ministère Public comprend les magistrats du Ministère Public et les Agents de l'ordre judiciaire. Les magistrats du Ministère Public sont des magistrats de carrière.

Les compétences du Ministère Public portent sur les matières répressives, civiles et sur l'exécution des jugements.

Le Ministère Public surveille l'exécution des lois, des règlements, des décisions de justice et des autres titres exécutoires. Il poursuit d'office cette exécution s'il s'agit des dispositions qui intéressent l'ordre public. Il a la surveillance de tous les OPJ.

A la requête des huissiers agissant sous la supervision du juge d'exécution des décisions de justice, des ordonnances, des mandats ou de toute autre acte revêtu de la formule exécutoire, il défère à la réquisition de la force publique.

Les Officiers du Ministère Public peuvent agir au civil par voie d'action principale, au nom et dans l'intérêt de toute personne physique ou morale lésée qu'ils estiment être, pour quelque cause que ce soit, dans l'incapacité ou dans l'impossibilité d'assurer elle-même la défense de ses intérêts, sous réserve d'autres attributions qui leur sont conférées par des lois particulières.

En matière répressive, le Ministère Public recherche les infractions commises sur le territoire de la République, reçoit les dénonciations, fait tous les actes d'instruction et saisit les juridictions lorsqu'il ne décide pas du classement sans suite.

L'exercice de l'action publique dans toute sa plénitude et devant toutes les juridictions appartient au Procureur Général de la République.

Celui-ci peut exercer les fonctions d'Officier du Ministère Public auprès de toutes les juridictions ou y déléguer ses Premiers Substituts Généraux ou ses Substituts Généraux. Les mêmes pouvoirs appartiennent aux Procureurs Généraux près les Cours d'Appel et aux Procureurs près les juridictions qui ont leurs sièges ordinaires dans leurs ressorts respectifs. Moyennant l'autorisation de leur supérieur hiérarchique, les Officiers du Ministère Public peuvent également exercer leurs fonctions devant les juridictions sises en dehors de leur ressort.

Chaque Parquet coordonne l'ensemble des activités de la police judiciaire de son ressort et en rend compte régulièrement. Sans préjudice d'autres dispositions, les juridictions jugent les affaires de leur compétence avec l'assistance et le concours du Ministère Public lorsque l'ordre public est intéressé. Toutefois, le Ministère Public n'est tenu d'assister à l'audience que dans les cas où il est partie principale, dans ceux où il représente autrui, ou lorsque sa présence est rendue obligatoire par la loi, ou lorsque l'ordre public est intéressé. Le Ministère Public concourt à la défense des intérêts de l'Etat, des Communes, des Etablissements Publics à caractère administratif. Il intervient par voie de conclusions ou par avis écrits.

MOYENS DE LA JUSTICE

Définitions et méthodes

1. **Lois des finances** : elles déterminent, pour un exercice (une année civile généralement), la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'État, ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte. Ce sont des lois ordinaires, mais qui sont adoptées selon une procédure de vote spéciale. Il existe plusieurs types de lois des finances, qui font toutes l'objet d'un vote du parlement, en tant qu'autorité budgétaire: la Loi des Finances Initiale (LFI) autorisant notamment la perception des ressources de l'État et des impositions de toutes natures attribuées à des personnes morales autres que l'État et les Lois des Finances Rectificatives (LFR) ou "correctifs budgétaires" modifiant en cours d'année les dispositions de la LFI.
2. **Part (en %) du budget du Ministère de la Justice dans le budget de l'Etat** : rapport entre le montant total des dotations budgétaires du Ministère de la Justice et le montant total du budget de l'Etat multiplié par 100.
3. **Taux de croissance annuelle du budget du Ministère de la Justice** : taux d'évolution de la masse du crédit alloué au Ministère de la Justice.

Commentaires d'ordre méthodologique

- A. Les montants repris dans le tableau 4 ont été exprimés en millions de BIF.
- B. Les budgets présentés ici concernent la loi des Finances Initiale (**voir la définition ci-dessus**). Il existe une exception pour les années 2009 et 2013 où il s'agit d'une loi des finances rectificative.
- C. Budget et sa répartition : les lois des finances de 2015 et 2016 sont aussi publiées sur le site internet du Ministère des Finances (www.finances.gov.bi).

Tableau 4: Evolution du Budget du Ministère de la Justice par rapport au Budget National de 2005 à 2016 en millions de BIF

Indicateur	Année	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016
Budget national total		326 195	417 805	445 345	520 412	848 553	863 060	1 026 170	1 211 742	1 389 902	1 411 410	1 541 952	1 260 658
Budget du Ministère de la Justice		4 959	5 330	9 465	12 567	15 593	16 784	15 984	18 076	22 241	21 998	19 276	17 211
Part du budget du MJ dans le budget national (en%)		1,5	1,3	2,1	2,4	1,8	1,9	1,6	1,5	1,6	1,6	1,3	1,4
Taux de croissance du Budget du MJ (en %)		Na	7,5	77,6	32,8	24,1	7,6	-4,8	13,1	23,0	-1,1	-12,4	-10,7
Taux de croissance du Budget National		Na	28,1	6,6	16,9	63,1	1,7	18,9	18,1	14,7	1,5	9,2	-18,2

Source : www.finances.gov.bi, pour les budgets des années 2015 et 2016, l'Annuaire 2013-2014 pour les budgets des années antérieures.

Définitions et méthodes

1. **Exécution budgétaire** : dépense effective du crédit alloué au Ministère de la Justice.
2. **Taux d'exécution** : le taux d'exécution du budget des Ministères est calculé en rapportant les réalisations de dépenses du budget du Ministère (base liquidation) aux prévisions de dépenses de la loi de finances initiales (éventuellement les lois de finances rectificatives). Le calcul s'effectue avec les données au terme de la journée complémentaire (au 1^{er} janvier de l'année suivante). Les sources de données pour le calcul de cet indicateur sont le Circuit Informatisé de la Dépense et les lois de finances de l'année.
3. **Ventilation du budget** : répartition du Budget des Ministères dans les différentes rubriques de dépenses.

Tableau 5: Evolution du taux d'exécution du Budget du Ministère de la Justice de 2008 à 2016 (montants en million de BIF)

Rubriques	Année		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Libellé										
I. Fonctionnement	Montant de crédits alloués		11 265, 0	13 148, 1	15 667, 0	15 168, 3	15 649, 4	20 219,1	17 263,4	18 299,5	17 103,8
	Exécution		12 558,0	14 068, 7	15 667, 0	13 747, 8	15 673, 2	20 819,1	17 263,4	18 299,5	17 103,8
	Taux d'exécution		111,5%	107,0%	100,0%	90,6%	100,2%	100,0%	100,0%	100,0%	100,00%
• Salaires et rémunérations	Montant de crédits alloués		4 767,4	5 531, 8	8 437, 7	7 562, 3	8 543, 8	9 812,4	9 821,8	10 009,5	10 009,5
	Exécution		6 395, 2	7 108, 0	8 437, 7	6 570, 3	8 594, 7	9 812,4	9 821,8	10 009,5	10 009,5
	Taux d'exécution		134,10%	128,50%	100,00%	86,90%	100,60%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
• Biens et services	Montant de crédits alloués		1 522, 0	2 645, 8	2 312, 5	2 520, 0	1 827, 2	4 422,5	2 127,6	2 239,8	1 811,5
	Exécution		1 464, 4	2 118, 9	2 312, 5	2 470, 8	1 825, 0	4 422,5	2 127,6	2 239,5	1 811,5
	Taux d'exécution		96,20%	80,10%	100,00%	98,00%	99,90%	100,00%	100,00%	100,0%	100,0%
• Transferts	Montant de crédits alloués		4 975,6	4 970,6	4 916, 8	5 086, 0	5 278, 3	5 984,1	5 314,0	6 050,1	5 282,8
	Exécution		4 698, 3	4 841, 7	4 916, 8	4 706,7	5 253,5	5 984,1	5 314,0	6 050,1	5 282,8
	Taux d'exécution		94,40%	97,40%	100,00%	92,50%	99,50%	100,00%	100,00%	100%	100%
II. Investissement	Montant de crédits alloués		2 870, 0	2 445, 0	1 116, 8	815, 3	157, 9 (B)	1 265,5	904	977,0	107,0
	Exécution		2 718, 6	1 713, 8	602, 7	678, 5	128, 2	1 202,2	858,8	977,0	107,0
	Taux d'exécution		94,70%	70,10%	54,00%	83,20%	81,20%	95,00%	95,00%	100,00%	100%
Total Général (I+II)	Montant de crédits alloués		14 135, 0	15 593, 1	16 783, 8	15 983, 7	15 807, 2	21 484,6	18 122,3	19 276,5	17 210,8
	Exécution		15 276, 6	15 782, 5	16 269, 8	14 426, 3	15 801, 5	21 421,3	18 077,1	19 276,1	17 210,8
	Taux d'exécution		108,10%	101,20%	96,90%	90,30%	100,00%	99,70%	99,00%	100,00%	100,00%

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 6 : Evolution de l'exécution du Budget d'Investissement de 2008 à 2016

Année	Libellé	Allocations (en BIF)	Exécution (en BIF)	Taux d'exécution (en BIF)
2008	Construction, réhabilitation et équipement des Tribunaux de Résidence	1 800 000 000	1 682 260 409	93,50%
	Construction du bloc administratif et équipement prison de Gitega	80 000 000	80 000 000	100,00%
	Construction de la salle d'archive (titres fonciers)	30 000 000	0	0,00%
	Equipement des locaux pour la coordination des appuis extérieurs en faveur de la justice au Burundi	100 000 000	98 096 310	98,10%
	Acquisition d'un coffre-fort	10 000 000	8 424 000	84,20%
	Contrepartie au projet «Appui à la deuxième édition des codes et lois»	50 000 000	50 000 000	100,00%
	Contrepartie au projet «Appui institutionnel à la justice au Burundi»	400 000 000	399 831 974	100,00%
2009	Programme d'exécution des jugements	400 000 000	399 998 500	100,00%
	Réhabilitation du palais n°1 de la justice	65 000 000	796 496	1,20%
	Construction, réhabilitation et équipement des Tribunaux de Résidence	1 000 000 000	842 283 858	84,20%
	Construction du Tribunal de Grande Instance et du Parquet de Mwaro	450 000 000	168 502 888	37,40%
	Construction du Tribunal de Grande Instance de Bujumbura-Rural	450 000 000	223 670 685	49,70%
	Contrepartie au projet «Appui à la deuxième édition des Codes et Lois»	80 000 000	80 000 000	100,00%
	Contrepartie au projet «Appui institutionnel à la Justice au Burundi»	100 000 000	99 341 857	99,30%
2010	Programme national d'exécution des jugements, de constat et de renforcement des capacités	300 000 000	299 227 550	99,70%
	Réhabilitation du palais n°1 de la justice	29 703 674	28 172 153	94,80%
	Construction d'une salle d'audience n°2 parmi les bâtiments judiciaires du quartier INSS	20 000 000	15 400 000	77,00%
	Construction Cour Suprême	100 000 000	41 314 110	41,30%
	Construction du Tribunal de Grande Instance et du Parquet de Bujumbura-Mairie	50 000 000	10 477 625	21,00%
	Equipement salle d'archive des titres fonciers	50 000 000	49 970 640	99,90%
	Construction, réhabilitation et équipement des Tribunaux de Résidence	136 493 476	60 400 088	44,30%
2011	Construction du Tribunal de Grande Instance et du Parquet de Mwaro	272 694 132	162 807 245	59,70%
	Construction du Tribunal de Grande Instance de Bujumbura-Rural	357 873 096	134 202 411	37,50%
	Contrepartie au projet «Appui institutionnel à la Justice au Burundi»	100 000 000	99 996 616	100,00%
	Construction Cour Suprême	58 030 360	58 030 360	100,00%
	Construction, réhabilitation et équipement des Tribunaux de Résidence	82 312 556	1 640 925	2,00%
	Construction du Tribunal de Grande Instance et du Parquet de Mwaro	75 500 533	66 062 966	87,50%
	Construction du Tribunal de Grande Instance de Bujumbura-Rural	89 467 954	84 784 739	94,80%
2012	Contrepartie au projet «Appui institutionnel à la Justice au Burundi»	100 000 000	97 990 711	98,00%
	Acquisition de 2 camions pour le transport des détenus	260 000 000	220 000 000	84,60%
	Equipement de la direction générale des affaires pénitentiaires	100 000 000	100 000 000	100,00%
	Equipement centre de formation professionnelle de la justice	50 000 000	49 995 263	100,00%
	Indemnisation EMUGECO	2 242 200 000	2 242 200 000	100,00%
	Equipement du Tribunal de Grande Instance et du Parquet de Mwaro	7 861 493	7 859 980	100,00%
	Contrepartie au projet «Appui institutionnel à la justice au Burundi»	50 000 000	48 755 871	97,50%
2013	Equipement de la Direction Générale des Affaires Pénitentiaires	100 000 000	71 616 720	71,60%
	Construction Cour Suprême	49 000 000	49 000 000	100%
	Construction, réhabilitation et équipement des Tribunaux de Résidence	525 000 000	525 000 000	100%
	Equipement et Réhabilitation des TGI et leurs parquets	315 000 000	315 000 000	100%
	Contrepartie au projet «Appui institutionnel à la justice au Burundi»	10 500 000	10 500 000	100%
	Acquisition de 2 camions pour le transport des détenus	8 955 240	10 500 000	100%
	Equipement de la direction générale des affaires penitentiaires	70 000 000	70 000 000	100%
2014	Réhabilitation des TGI et leurs Parquets	265 000 000	265 000 000	100%
	Construction, réhabilitation et équipement des Tribunaux de Résidence	509 000 000	509 000 000	100%
	Etude pour la construction des prisons à Mwaro, Karuzi et Cibitoke	60 000 000	60 000 000	100%
	Réhabilitation de la toiture de la prison de Mpimba	100 000 000	100 000 000	100%
2015	Construction et réhabilitation des TR Gihanga, Buhinyuza, Mwakiro, Muramvya, Rumonge et Ndava	674 000 000	674 000 000	100%
	Etude pour la construction des prisons à Mwaro, Karuzi et Cibitoke	200 000 000	200 000 000	100%
	Equipement de la DGAP	70 000 000	70 000 000	100%
	Etude pour la Réhabilitation de la Cour d'Appel de Gitega	16 500 000	16 500 000	100%
	Etude pour la Construction de la Cour d'Appel de Bururi	16 500 000	16 500 000	100%
2016	Construction, réhabilitation et équipement des Tribunaux de Résidence	15 000 000	15 000 000	100%
	Etude pour la Construction des prisons de Mwaro, Karuzi et Cibitoke	50 000 000	50 000 000	100%
	Equipement de la DGAP	42 000 000	42 000 000	100%

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 7: Evolution de l'Allocation Budgétaire en millions de BIF et en % de 2013 à 2016

Direction/Service	Année	2013	2014	2015	2016
Ensemble		22 241	18 122	19 574	17 210
Secrétariat Permanent, ex-cabinet du Ministre		5 923	4 014	803	4 054
% Du budget total		26,60%	22,10%	24,50%	23,50%
Direction Générale de la Justice		63	82,7	91,7	90,9
% Du budget total		0,30%	0,50%	0,40%	0,50%
Direction de l'organisation Judiciaire		9 052	8 653	8 875	8 884,7
% Du budget total		40,70%	47,20%	45%	51,60%
Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux		725	1 097	1 102	440,1
% Du budget total		3,30%	6,00%	5,60%	2,50%
Inspection Générale de la Justice		169	187,5	179	178,9
% Du budget total		0,80%	1,00%	0,90%	1,00%
Direction des Titres Fonciers		717	681,7	849,3	730,4
% Du budget total		3,20%	3,70%	4,30%	4,20%
Cour Suprême et Parquet Général de la République		437	493,7	551,3	547
% Du budget total		2,00%	2,70%	2,80%	3,10%
Direction Générale des Affaires Pénitentiaires		3 813	3 631	400	344
% Du budget total		17,10%	19,80%	2%	1,90%
Centre D'études et de Documentation Juridiques		286	249,8	3 392,50	3 009,5
% Du budget total		1,30%	1,40%	17,30%	17,10%
Service National de Législation		479	469,7	275,4	236,8
% Du budget total		2,20%	2,60%	1,40%	1,30%
Centre de Formation Professionnelle de la Justice		109	90,7	524,5	451,1
% Du budget total		0,50%	0,50%	2,60%	2,60%
Cour Anti-corruption		461	413,6	105,8	91
% Du budget total		2,10%	2,30%	0,50%	0,50%
Contrepartie au Projet d'Appui Institutionnel à la Justice		9	8,5	416,10%	399,5
% Du budget total		0,04%	0,04%	2,10%	2,30%

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et Méthodes

1. **Magistrat:** sont considérés comme magistrats dans le présent Annuaire, tous les magistrats de carrière, qu'ils soient du siège ou du Parquet.
2. **Agent de l'Ordre Judiciaire:** toute personne nommée titulaire ou stagiaire d'un emploi permanent de Greffier, Huissier, Commis-Greffier des Cours et Tribunaux, Secrétaire et Commis-Secrétaire des Parquets et Parquets Généraux (Art. 1 de la loi n°1/006 – statut des agents de l'ordre judiciaire). En vertu de l'article 6 de l'ordonnance n°3 du 12/06/2013 portant règlement d'ordre intérieur des greffes et du service des huissiers des juridictions, les greffiers et leurs collaborateurs sont chargés d'assister les magistrats du siège dans l'exécution de tous les actes de procédure tels que la loi le prescrit. Ils veillent en particulier à la tenue des registres, des dossiers, des procès-verbaux d'audiences, des correspondances et autres documents administratifs ainsi qu'à l'exécution des décisions judiciaires.
3. **Nombre de magistrats ayant exercé:** nombre de magistrats ayant travaillé au moins 10 jours au cours du mois sous examen.
4. **Nombre de magistrats étant affectés durant l'année :** nombre de magistrats ayant été nommés dans le service judiciaire. Ceci concerne le nombre total de magistrats officiellement affectés à ce service, qu'ils soient présents ou non au cours de la période considérée.
5. **Nombre de magistrats ayant exercé sur le nombre de magistrats affectés :** rapport entre le nombre de magistrats ayant exercé sur le nombre de magistrats affectés. Ce rapport exprime, mais sans évoquer les motifs, le taux d'absentéisme dans un service.
6. **Nombre d'outils de dactylographie pour un AOJ :** les outils de dactylographie sont composés de machines à écrire mécaniques et des ordinateurs. C'est un rapport entre le total du nombre de machines en bon état sur le nombre d'AOJ affectés.

Commentaires d'ordre méthodologique

- A. Les données relatives au Tribunal de Grande Instance de Bujumbura-Mairie pour l'année 2016 concernent uniquement la période de janvier à mai (avant la création des Tribunaux de Grande Instance dans chaque commune : Muha, Mukaza et Ntakangwa).
- B. Les Tribunaux de Grande Instance cités entre parenthèses sont devenus fonctionnels à partir du mois de septembre 2016.
- C. Les données en provenance de la Cour Spéciale des Terres et Autres Biens n'étaient pas présentées dans les Annuaire antérieurs mais le sont dans le présent Annuaire suite à la création du code de cette Juridiction dans le logiciel de traitement de données utilisé. Il en est de même pour le Tribunal de Grande Instance de Rumonge et son Parquet.

Tableau 8 : Situation des moyens humains et matériels des Juridictions Supérieures en 2015

Indicateurs	Nbre total de magistrats ayant exercé dans l'année	Nbre total de magistrats affectés en début de l'année	Nbre total d'AOJ ayant exercé dans l'année	Nbre de magistrats ayant exercé sur Nbre de magistrats affectés	Nbre de magistrat pour un AOJ	Nbre d'ordinateurs utilisés pendant l'année	Nbre de magistrats et AOJ pour un ordinateur	Nbre de machines à écrire	Nbre de magistrats et AOJ pour une machine à écrire
ENSEMBLE	386	431	301	0,90	1,71	138	6,51	34	7,96
Cour Suprême	23	27	19	0,85	1,43	5	0,55	0	0,00
Cour d'appel de Bujumbura	31	32	28	0,96	1,17	7	9,06	0	0,00
TGI de Bujumbura Mairie	34	36	37	0,93	0,97	7	10,02	2	39,50
TGI de Bujumbura Rural	18	26	16	0,68	1,61	4	10,55	4	10,55
TGI de Bubanza	16	17	13	0,93	1,28	4	6,95	2	14,33
TGI de Cibitoke	13	13	16	0,98	0,79	4	7,35	0	0,00
TGI de Muramvya	14	17	8	0,86	2,11	4	6,81	3	10,96
TGI de Mwaro	13	12	11	0,85	1,09	3	10,66	2	14,30
Cour d'appel de Gitega	12	12	8	0,93	1,59	2	13,51	2	10,15
TGI de Gitega	19	22	18	0,90	1,23	7	5,56	1	26,77
TGI de Cankuzo	8	11	3	0,78	3,53	7	2,13	3	4,78
TGI de Karuzi	7	9	4	0,72	2,19	4	3,29	2	8,16
TGI de Ruyigi	9	13	6	0,66	2,15	2	9,45	1	16,10
Cour d'appel de Ngozi	10	11	5	0,92	2,32	2	7,71	0	0,00
TGI de Ngozi	17	18	6	0,97	2,97	6	3,36	0	0,00
TGI de Kayanza	10	11	8	0,92	1,44	7	2,75	1	19,27
TGI de Kirundo	11	11	7	1,00	1,49	4	5,19	2	14,94
TGI de Muyinga	11	16	8	0,71	1,97	3	7,61	2	13,14
Cour d'Appel de Bururi	11	12	5	0,92	2,45	3	5,00	0	1,17
TGI de Bururi	17	17	7	1,00	2,41	3	9,02	1	1,64
TGI de Makamba	8	8	9	0,96	0,93	4	4,94	1	10,00
TGI de Rutana	12	13	8	0,88	1,66	2	16,12	0	0,00
Juridictions spécialisées	64	66	51	0,96	1,29	46	2,58	4	26,93
Cour Anticorruption	10	10	8	0,96	1,28	22	0,82	0	0,00
Cour Administrative de Bujumbura	16	16	11	0,99	1,46	5	5,91	0	0,00
Cour Administrative de Gitega	7	7	6	0,92	1,29	3	4,25	0	0,00
Chambre Administrative à la C.A. de Ngozi	3	3	2	0,97	2,33	1	4,50	0	0,00
Tribunal de Travail de Bujumbura	12	13	11	0,95	1,23	3	7,46	3	8,79
Tribunal de Travail de Gitega	4	4	2	0,95	1,88	1	6,18	1	6,18
Tribunal de Commerce de Bujumbura	12	13	13	0,94	1,28	12	2,01	0	0,00

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice

Tableau 9: Situation des moyens humains et matériels des Juridictions Supérieures en 2016

Indicateurs	Nbre total de magistrats ayant exercé dans l'année	Nbre total de magistrats affectés en début de l'année	Nbre total d'AOJ ayant exercé dans l'année	Nbre de magistrats ayant exercé sur Nbre de magistrats affectés	Nbre de magistrat pour un AOJ	Nbre d'ordinateurs utilisés pendant l'année	Nbre de magistrats et AOJ pour un ordinateur	Nbre de machines à écrire	Nbre de magistrats et AOJ pour une machine à écrire
Juridictions									
ENSEMBLE	425	479	300	0,89	1,88	150	6,67	34	7,57
Cour Suprême	21	27	19	0,78	1,45	15	1,73	0	0,00
Cour d'appel de Bujumbura	41	42	28	0,97	1,46	6	11,14	0	0,00
TGI de Bujumbura Mairie	39	43	37	0,90	1,16	7	12,66	3	34,05
TGI de Bujumbura Rural	20	28	18	0,71	1,57	3	16,05	4	10,85
TGI de Bubanza	14	16	12	0,87	1,35	4	7,00	2	20,08
TGI de Cibitoke	15	15	17	0,98	0,89	5	5,68	0	0,00
TGI de Muramvya	17	20	8	0,86	2,46	4	7,31	2	20,63
TGI de Mwaro	12	14	11	0,92	1,28	3	6,43	0	7,63
TGI de Muha	17	17	11	0,96	1,49	1	28,25	1	28,25
TGI de Mukaza	18	24	18	0,77	1,32	2	20,63	0	0,00
TGI de Ntahangwa	25	27	17	0,92	1,63	1	44,00	1	33,50
Cour d'appel de Gitega	13	15	7	0,86	1,98	2	11,00	2	11,00
TGI de Gitega	16	18	17	0,89	1,09	7	5,42	0	0,00
TGI de Cankuzo	9	10	4	0,92	2,85	8	1,83	3	5,85
TGI de Karuzi	10	12	5	0,83	2,50	6	3,01	6	3,03
TGI de Ruyigi	9	13	6	0,68	2,13	1	13,08	1	12,83
Cour d'appel de Ngozi	12	13	5	0,91	2,65	4	5,04	0	0,00
TGI de Ngozi	18	18	6	1,00	3,06	7	3,43	0	0,00
TGI de Kayanza	12	13	8	0,96	1,68	7	3,05	1	20,75
TGI de Kirundo	11	11	7	1,00	1,56	5	4,05	1	17,02
TGI de Muyinga	15	17	8	0,87	2,04	3	9,33	1	25,42
Cour d'Appel de Bururi	10	11	4	0,94	2,48	3	5,17	0	0,00
TGI de Bururi	17	17	6	1,00	2,68	4	5,96	0	2,00
TGI de Makamba	10	11	9	0,94	1,32	5	4,30	1	13,63
TGI de Rumonge	11	11	5	0,95	2,14	2	7,25	2	7,97
TGI de Rutana	13	14	8	0,92	1,77	2	12,13	0	0,00
Juridictions Supérialisées	84	94	56	0,89	1,67	58	2,59	8	19,63
Cour Anticorruption	9	10	7	0,90	1,44	19	0,62	4	0,13
Cour Speciale Terres et Autres Biens	12	13	7	0,95	1,86	18	1,12	0	0,00
Cour Administrative de Bujumbura	19	20	11	0,97	1,82	4	6,86	1	0,23
Cour Administrative de Gitega	6	7	5	0,71	1,45	2	4,71	0	0,00
Cour Administrative de Ngozi	3	3	1	1,00	3,00	1	3,67	0	0,07
Tribunal de Travail de Bujumbura	17	21	12	0,79	1,84	3	12,13	1	6,70
Tribunal de Travail de Gitega	6	6	2	0,96	2,48	1	8,09	1	7,55
Tribunal de Commerce de Bujumbura	13	14	12	0,93	1,19	10	2,55	1	0,19

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 10: Situation des moyens humains et matériels des Parquets et Parquets généraux en 2015

Indicateurs Parquet	Nbre total de magistrats ayant exercé dans l'année	Nbre total de magistrats affectés en début de l'année	Nbre total d'AOJ ayant exercé dans l'année	Nbre de magistrats ayant exercé sur Nbre de magistrats affectés	Nbre de magistrat pour un AOJ	Nbre d'ordinateurs utilisés pendant l'année	Nbre de magistrats et AOJ pour un ordinateur	Nbre de machine à écrire	Nbre de magistrats et AOJ pour une machine à écrire
ENSEMBLE	222	246	133	0,91	2,01	91	6,31	28	4,85
PQ Général de la République	11	11	6	1,00	1,73	16	1,06	0	0,00
PQ Général près la CA de Bujumbura	19	23	9	0,85	2,69	5	6,28	0	0,00
PQ PRES TGI DE BUJA MAIRIE	33	37	18	0,89	2,11	5	10,23	0	0,00
PQ PRES TGI BUJA RURAL	10	10	10	0,93	1,09	1	15,92	3	7,99
PQ PRES TGI BUBANZA	10	13	5	0,77	2,70	3	8,46	2	10,88
PQ PRES TGI CIBITOKI	7	7	10	1,00	0,70	3	4,77	0	0,00
PQ PRES TGI DE MURAMVYA	8	8	4	0,98	2,11	4	3,59	3	3,67
PQ PRES TGI DE MWARO	7	9	5	0,78	1,72	4	3,54	3	4,17
PQ Général près la CA de Gitega	9	10	4	0,99	2,20	1	11,21	0	0,67
PQ PRES TGI DE GITEGA	11	13	9	0,87	1,41	1	18,25	3	6,67
PQ PRES TGI DE CANKUZO	7	7	4	0,99	1,71	2	4,75	1	9,67
PQ PRES TGI DE KARUZI	7	7	4	1,00	2,00	3	3,32	1	10,33
PQ PRES TGI DE RUYIGI	7	9	2	0,80	3,98	1	11,10	0	0,00
PQ Général près la CA de Ngozi	9	9	3	0,98	3,06	5	2,70	0	0,00
PQ PRES TGI DE NGOZI	11	11	4	0,98	2,84	5	3,43	1	8,27
PQ PRES TGI KAYANZA	6	7	5	0,85	1,43	3	4,06	3	4,06
PQ PRES TGI KIRUNDO	8	10	6	0,83	1,60	4	4,40	0	0,00
PQ PRES TGI MUYINGA	9	9	4	0,96	2,19	6	2,18	1	13,08
PQ Général près la CA de Bururi	5	5	4	0,91	1,45	3	3,88	2	4,42
PQ PRES TGI DE BURURI	8	8	4	0,89	1,93	1	11,30	1	8,60
PQ PRES TGI MAKAMBA	7	8	6	0,98	1,38	2	10,07	1	13,17
PQ PRES TGI DE RUTANA	7	9	5	0,83	1,78	3	4,64	2	5,89
PQ Général près la Cour Anti-Corruption	7	7	3	1,00	2,55	15	0,68	0	0,00

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 11: Situation des moyens humains et matériels des Parquets et Parquet généraux en 2016

Indicateurs	Nbre total de magistrats ayant exercé dans l'année	Nbre total de magistrats affectés en début de l'année	Nbre total d'AOJ ayant exercé dans l'année	Nbre de magistrats ayant exercé sur Nbre de magistrats affectés	Nbre de magistrat pour un AOJ	Nbre d'ordinateurs utilisés pendant l'année	Nbre de magistrats et AOJ pour un ordinateur	Nbre de machine à écrire	Nbre de magistrats et AOJ pour une machine à écrire
ENSEMBLE	245	259	130	0,98	2,20	92	6,11	29	6,33
PQ Général de la République	12	12	6	1,00	1,98	15	1,20	0	0,00
PQ Général près la CA de Bujumbura	24	28	8	0,88	3,32	5	7,22	0	0,00
PQ PRES TGI DE BUJA MAIRIE	32	35	18	0,92	1,96	4	13,77	2	3,00
PQ PRES TGI BUJA RURAL	9	9	8	0,93	1,12	1	14,58	2	10,25
PQ PRES TGI BUBANZA	11	12	5	0,87	2,51	2	8,03	1	13,96
PQ PRES TGI CIBITOKÉ	8	8	9	1,00	1,38	3	4,35	0	0,00
PQ PRES TGI DE MURAMVYA	8	8	4	0,99	2,06	4	3,06	4	3,06
PQ PRES TGI DE MWARO	9	10	5	0,89	2,07	4	3,77	2	7,47
PQ PRES TGI MUHA	16	16	6	1,00	2,61	1	21,67	0	0,00
PQ PRES TGI MUKAZA	12	13	11	0,88	1,24	2	10,75	0	0,00
PQ PRES TGI NTAHANGWA	16	17	10	0,90	1,72	1	27,20	0	0,00
PQ Général près la CA de Gitega	11	12	4	0,98	2,88	2	6,10	0	0,00
PQ PRES TGI DE GITEGA	12	14	9	0,92	1,48	2	14,06	4	7,97
PQ PRES TGI DE CANKUZO	9	10	3	0,93	3,28	2	8,79	1	12,83
PQ PRES TGI DE KARUZI	8	8	4	0,99	2,03	3	3,53	1	11,33
PQ PRES TGI DE RUYIGI	9	10	3	0,93	4,08	3	6,08	0	0,59
PQ Général près la CA de Ngozi	10	10	3	1,00	3,39	6	2,30	0	1,08
PQ PRES TGI DE NGOZI	14	14	6	0,97	2,45	5	4,59	3	14,78
PQ PRES TGI KAYANZA	7	7	5	0,92	1,46	3	5,24	3	5,24
PQ PRES TGI KIRUNDO	9	9	6	0,93	1,54	5	3,53	0	0,00
PQ PRES TGI MUYINGA	9	9	4	0,97	2,60	7	1,94	1	13,00
PQ Général près la CA de Bururi	5	6	4	0,89	1,72	2	6,50	1	9,50
PQ PRES TGI DE BURURI	9	9	4	1,00	2,37	1	12,08	1	12,71
PQ PRES TGI MAKAMBA	8	7	5	1,58	1,43	2	6,41	1	9,64
PQ PRES TGI DE RUTANA	6	6	5	1,00	1,25	1	2,56	1	9,21
PQ PRES TGI RUMONGE	7	7	3	0,99	2,32	2	4,79	0	0,00
PQ Général près la Cour Anti-Corruption	6	6	3	0,94	2,15	13	0,74	0	0,00

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et Méthodes

Pour définir la notion d'arriéré judiciaire, Laminouc se réfère à Ernest Krings, Magistrat belge. Selon lui :

«Pour les affaires civiles, il y aura arriéré judiciaire à partir du moment où les parties ayant échangé leurs pièces et leurs conclusions, ne peuvent obtenir une date d'audience dans un délai de quatre mois (norme belge).

Au pénal, c'est à partir du moment où des affaires, dont l'information ou l'instruction est complètement terminée, restent au parquet car elles ne peuvent être fixées dans le même délai de quatre mois ».

Dans le cas du présent annuaire, on parle d'arriéré judiciaire, pour faire référence à tous les dossiers en attente de jugement devant une juridiction. En d'autres termes, il s'agit du nombre total (au pénal comme au civil) de dossiers en attente d'une décision judiciaire.

La méthode d'optimisation des ressources humaines est la suivante :

1. calcul du nombre de magistrats nécessaires pour absorber la demande mensuelle moyenne de justice en fonction du rendement de dix dossiers par mois par Magistrat, définie dans le règlement d'ordre intérieur des juridictions ;
2. la différence entre le nombre de magistrats affectés et le nombre de magistrats nécessaires à l'absorption de la demande de justice donne un solde de magistrats à affecter ;
3. le solde des magistrats est affecté en proportion de l'arriéré judiciaire de chaque juridiction ;
4. le nombre de magistrats nécessaires est composé de ceux affectés théoriquement à la résorption de la demande de justice et de ceux affectés à la résorption de l'arriéré judiciaire ;
5. l'affectation proportionnelle des AOJ se fait en répartissant le total des AOJ en fonction de la distribution optimale des magistrats ;
6. la différence entre le nombre de magistrats affectés et le nombre de magistrats nécessaires constitue l'optimisation des ressources humaines pour chaque juridiction.

Commentaires

Les tableaux 12 à 15 ont pour objet de calculer le déploiement optimal des magistrats et des greffiers des juridictions ordinaires et spécialisées dans les différentes juridictions pour les années 2015 et 2016.

Tableau 12: Optimisation des ressources humaines des juridictions (Cour Suprême, C.A. et les juridictions spécialisées) suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2015

Juridictions	Indicateurs	Nombre magistrats affectés (31/12/2015)	Nombre d'AOJ affectés (31/12/2015)	Demande Judiciaire mensuelle (moyenne par mois calculée sur deux ans)	Nombre théorique magistrats affectés à l'absorption demande moyenne (A)	Nombre de magistrats restant à affecter à l'arriéré judiciaire (B)	Arriéré Judiciaire (31/12/2015)	Nombre de magistrats restant en fonction de l'arriéré judiciaire (c)	Délais théorique de résorption de l'arriéré judiciaire (en mois)	Nombre de magistrats (optimal) nécessaires (D)	Affectation proportionnelle des AOJ (E)	Différence entre l'existant et l'optimisation des magistrats (F)	Différence entre l'existant et l'optimisation des AOJ (F)
Cour Suprême		29	19	163	17,0	12	3 899	21	47	38	24	-9	-5
Cour d'Appel de Bujumbura		38	25	220	22,0	16	5 859	31	47	53	34	-15	-9
Cour d'Appel de Gitega		16	7	61	6,0	10	1440	8	47	14	9	2	-2
Cour d'Appel de Ngozi		12	5	111	12,0	0	1212	6	47	18	12	-6	-7
Cour Anti-corruption		10	7	14	2,0	8	106	1	47	3	2	7	5
Cour Administrative de Bujumbura		20	11	40	4,0	16	2 768	15	47	19	12	1	-1
Cour Administrative de Gitega		5	5	4	1,0	4	71	0	47	1	1	4	4
Chambre Administrative à la Cour d'Appel de Ngozi		3	1	2	1,0	2	52	0	47	1	1	2	0
Tribunal du Travail de Bujumbura		18	12	41	5,0	13	1 554	8	47	13	9	5	3
Tribunal de Commerce de Bujumbura		13	14	25	3,0	10	699	4	47	7	4	6	10
Tribunal du Travail de Gitega		4	3	3	1,0	3	39	0	47	1	1	3	2
Moyenne/Total		168	109	742	74,0	94	17699	94	47	168	109	0	0

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 13: Optimisation des ressources humaines des juridictions (Cour Suprême, C.A. et les juridictions spécialisées) suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2016

Juridictions	Indicateurs	Nombre magistrats affectés (31/12/2016)	Nombre d'AOJ affectés (31/12/2016)	Demande Judiciaire mensuelle (moyenne par mois calculée sur deux ans)	Nombre théorique magistrats affectés à l'absorption demande moyenne (A)	Nombre de magistrats restant à affecter à l'arriéré judiciaire (B)	Arriéré Judiciaire (31/12/2016)	Nombre de magistrats restant en fonction de l'arriéré judiciaire (c)	Délais théorique de résorption de l'arriéré judiciaire (en mois)	Nombre de magistrats (optimal) nécessaires (D)	Affectation proportionnelle des AOJ (E)	Différence entre l'existant et l'optimisation des magistrats (F)	Différence entre l'existant et l'optimisation des AOJ (F)
Cour Suprême		27	19	148	15	12	3 899	26	47	41	24	-14	-5
Cour d'Appel de Bujumbura		45	28	159	16	29	6 228	41	47	57	34	-12	-6
Cour d'Appel de Bururi		12	6	56	6	6	1 735	12	47	17	10	-5	-4
Cour d'Appel de Gitega		15	10	61	6	9	1419	9	47	16	9	-1	1
Cour d'Appel de Ngozi		12	5	60	6	6	1184	8	47	14	8	-2	-3
Cour Anti-corruption		10	7	13	1	9	131	1	47	2	1	8	6
Cour Spéciale Terres et Autres Biens		13	7	18	2	11	2353	16	47	17	10	-4	-3
Cour Administrative de Bujumbura		21	11	29	3	18	2 851	19	47	22	13	-1	-2
Cour Administrative de Gitega		6	5	3	0	6	52	0	47	1	0	5	5
Chambre Administrative à la Cour d'Appel de Ngozi		3	1	1	0	3	54	0	47	0	0	3	1
Tribunal du Travail de Bujumbura		23	11	47	5	18	1 034	7	47	12	7	11	4
Tribunal de Commerce de Bujumbura		13	11	28	3	10	706	5	47	8	4	5	7
Tribunal du Travail de Gitega		7	3	3	0	7	33	0	47	1	1	6	-1
Moyenne/Total		207	121	626	63	144	21679	144	47	207	121	0	0

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 14 : Optimisation des ressources humaines des TGI suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2015

Indicateurs	Nombre magistrats affectés (31/12/2015)	Nombre d'AOJ affectés (31/12/2015)	Demande Judiciaire mensuelle (moyenne par mois calculée sur deux ans)	Nombre théorique magistrats affectés à l'absorption demande moyenne (A)	Nombre de magistrats restant à affecter à l'arriéré judiciaire (B)	Arriéré Judiciaire (31/12/2015)	Distribution du nombre de magistrats restant en fonction de l'arriéré judiciaire (C)	Délais théorique de résorption de l'arriéré judiciaire (en mois)	Nombre de magistrats (optimal) nécessaires (D)	Affectation proportionnelle des AOJ (E)	Différence entre l'existant et l'optimisation des magistrats (F)	Différence entre l'existant et l'optimisation des AOJ (G)
Juridictions												
TGI de Bujumbura-Mairie	45	37	197	20	25	8 728	30	123	49	31	-4	6
TGI de Bujumbura rural	33	17	84	8	25	2 138	7	123	16	10	17	7
TGI de Bubanza	16	12	86	9	7	1 127	4	123	12	8	4	4
TGI de Bururi	17	7	95	10	8	3 129	11	123	20	12	-3	-5
TGI de Cibitoke	15	17	69	7	8	2 145	7	123	14	9	1	8
TGI de Makamba	10	8	103	10	0	1 947	7	123	17	10	-7	-2
TGI de Muramvya	20	8	101	10	10	768	3	123	13	8	7	0
TGI de Mwaro	15	11	67	7	8	1 264	4	123	11	7	4	4
TGI de Cankuzo	10	3	39	4	6	289	1	123	5	3	5	0
TGI de Gitega	20	18	137	14	6	6 378	22	123	35	22	-15	-4
TGI de Karuzi	13	4	136	14	-1	1599	5	123	19	12	-6	-8
TGI de Rutana	15	8	56	6	9	904	3	123	9	5	6	3
TGI de Ruyigi	13	6	57	6	7	1 015	3	123	9	6	4	0
TGI de Ngozi	20	6	98	10	10	1 699	6	123	16	10	4	-4
TGI de Kayanza	13	8	105	11	3	1 900	6	123	17	10	-4	-2
TGI de Kirundo	9	7	86	9	0	2 491	8	123	17	11	-8	-4
TGI de Muyinga	15	8	92	9	6	3 206	11	123	20	12	-5	-4
Moyenne/Total	299	185	1608	161	138	40 727	138	123	299	185	0	0

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 15: Optimisation des ressources humaines des TGI suivant les critères de la demande de Justice et de l'arriéré judiciaire en 2016

Juridictions	Indicateurs	Nombre magistrats affectés (31/12/2016)	Nombre d'AOJ affectés (31/12/2016)	Demande Judiciaire mensuelle (moyenne par mois calculée sur deux)	Nombre théorique magistrats affectés à l'absorption demande moyenne (A)	Nombre de magistrats restant à affecter à l'arriéré judiciaire	Arriéré Judiciaire (31/12/2016)	Distribution du nombre de magistrats restant en fonction de l'arriéré judiciaire (C)	Délais théorique de résorption de l'arriéré judiciaire (en mois)	Nombre de magistrats (optimal) nécessaires (D)	Affectation proportionnelle des AOJ (E)	Différence entre l'existant et l'optimisation des magistrats (F)	Différence entre l'existant et l'optimisation des AOJ (G)
TGI de Bujumbura rural		27	16	76	8	19	1 332	4	123	12	8	15	8
TGI de Bubanza		14	12	86	9	5	849	3	123	11	7	3	5
TGI de Bururi		15	7	80	8	7	2 627	8	123	16	10	-1	-3
TGI de Cibitoke		15	17	73	7	8	1 775	5	123	13	8	2	9
TGI de Makamba		14	9	100	10	4	2 132	6	123	16	11	-2	-2
TGI de Muramvya		18	8	98	10	8	867	3	123	12	8	6	0
TGI de Mwaro		11	10	71	7	4	993	3	123	10	7	1	3
TGI de Cankuzo		10	4	39	4	6	159	0	123	4	3	6	1
TGI de Gitega		19	17	126	13	6	8 094	25	123	37	24	-18	-7
TGI de Karuzi		9	5	58	6	3	1 589	5	123	11	7	-2	-2
TGI de Rutana		13	8	49	5	8	1 012	3	123	8	5	5	3
TGI de Ruyigi		10	6	65	7	4	1 020	3	123	10	6	0	0
TGI de Ngozi		17	6	114	11	6	2 080	6	123	18	11	-1	-5
TGI de Kayanza		14	9	108	11	3	1 785	5	123	16	10	-2	-1
TGI de Kirundo		9	6	80	8	1	2 715	8	123	16	10	-7	-4
TGI de Muyinga		14	9	79	8	6	2 713	8	123	16	10	-2	-1
TGI de Rumonge		11	5	131	13	-2	2 109	6	123	20	13	-9	-8
TGI de Muha		21	12	224	22	-1	526	2	123	24	15	-3	-3
TGI de Mukaza		25	19	100	10	15	3 429	10	123	20	13	5	6
TGI de Ntahangwa		27	17	141	14	13	2 685	8	123	22	14	5	3
Moyenne Total		313	202	1898	190	123	40 491	123	123	313	202	0	0

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

ACTIVITE DE LA JUSTICE

Définitions et Méthodes

1. **Dossiers pendants:** dossiers régulièrement inscrits au rôle d'une juridiction et dont le jugement n'a pas encore été prononcé.
2. **Chambre de Cassation :** la Cour Suprême, siégeant en Chambre de Cassation, connaît des pourvois formés contre les jugements et arrêts ou contre toute autre décision à caractère juridictionnel rendue en dernier ressort par les Cours, tribunaux et autres chambres instituées en son sein et statuant au fond ou en préjugant. Elle connaît également de la procédure en règlement des juges. La Cour Suprême se prononce sur les pourvois en cassation, pour incompetence, absence, contrariété ou insuffisance de motivation, violation ou mauvaise interprétation de la loi, violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, de la coutume et des principes généraux du droit (Art. 38-40 LRCS 2005). Au cours de l'année 2014, une réforme au Ministère de la Justice a supprimé le pourvoi en cassation contre les jugements rendus dans les affaires relatives aux terres rurales. Ce sont désormais les Cours d'Appel qui connaissent en dernier recours contre les jugements rendus au second degré par les TGI dans ces Affaires.
3. **Chambre Judiciaire :** compétente uniquement en matière juridictionnelle (Procédure, principes généraux).
4. **Chambre Administrative:** statue en appel sur les recours contre les décisions rendues par les Cours Administratives et les Cours d'Appel siégeant en matière administrative. La Chambre Administrative connaît au premier et dernier ressort des recours dirigés contre les actes réglementaires et individuels du Président de la République, et elle statue sur les autres recours prévus par des lois particulières, notamment la loi sur les partis politiques. Les décisions et arrêts de la Chambre Administrative sont susceptibles d'opposition et de cassation. (Art. 34-36, LRCS 2005).
5. **Toutes chambres réunies:** chambre qui statue sur les pourvois en cassation lorsque, après cassation d'un premier arrêt en dernier ressort rendu dans la même affaire, entre les mêmes parties, le second arrêt sur renvoi est attaqué.
6. **Audience Publique:** Séance au cours de laquelle une juridiction prend connaissance des prétentions des parties, instruit le procès, entend les plaidoiries et rend son jugement.
7. **Chambre de Conseil:** statue sur la détention préventive dans les quinze jours qui suivent la délivrance du mandat d'arrêt conformément aux articles 110 à 118 du CPP.

Tableau 16: Evolution de la situation des dossiers à la Cour Suprême de 2011 à 2016

Indicateurs	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre de dossiers pendants devant la chambre de cassation à la fin de l'année		5 999	6 883	10 230	3 169	2 762	1 248
Nbre de dossiers reçus pour avis dans l'année		1 265	2 302	1 709	1 410	1 971	779
Nbre de dossiers pendants devant la chambre administrative à la fin de l'année		344	358	504	527	510	487
Nbre de dossiers reçus à la chambre administratives dans l'année		2	1	3	4	5	6
Nbre de dossiers pris en délibéré à la chambre administratives dans l'année		396	38	38	99	21	63
Nbre de décisions rendues à la chambre administratives dans l'année		12	20	52	89	84	54
Nbre de dossiers de premier degré pendants devant la chambre judiciaire à la fin de l'année		10	1	3	3	3	4
Nbre de dossiers de premier degré reçus à la chambre judiciaire dans l'année		20	15	20	20	1	1
Nbre de dossiers de premier degré pris en délibéré à la chambre judiciaire dans l'année		6	18	3	0	3	0
Nbre de dcisions rendues au premier degré à la chambre judiciaire dans l'année		2	102	5	0	1	9
Nbre de dossiers en appel pendants devant la chambre judidiaire à la fin de l'année		267	267	339	293	340	341
Nbre de dossiers en appel reçus à la chambre judiciaires à la fin de l'année		34	99	414	104	64	396
Nbre de dossiers en appel pris en délibéré à la chambre judiciaire dans l'année		42	487	53	61	58	82
Nbre de décisions rendues en appel à la chambre judiciaire dans l'année		10	167	139	74	68	53
Nbre de dossiers pendants devant la CS siégeant TCR à la fin de l'année		215	238	242	344	284	273
Nbre de dossiers reçus à la CS siégeant TCR dans l'année		115	48	65	87	82	108
Nbre de dossiers pris en délibéré par la CS siégeant TCR dans l'année		27	65	43	58	91	180
Nbre de décisions rendues par la CS siégeant TCR dans l'année		1	42	43	80	79	119
Nbre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans l'année		2139	1656	1242	2652	0	0

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 17: Evolution du nombre d'Audiences tenues devant la Cour Suprême de 2011 à 2016

Indicateurs	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nbre d'audiences publiques à la chambre de cassation dans l'année		100	124	68	94	90	53
Nbre d'audiences publiques en chambre administrative dans l'année		30	38	42	53	43	43
Nbre d'audiences publiques à la chambre judiciaire dans l'année		19	20	60	40	48	74
Nbre d'audiences publiques tenues en TCR dans l'année		28	35	28	20	45	49
Nbre de chambres de conseils tenues dans l'année		39	24	18	9	10	11
Nbre de personnes mises en detention préventive dans l'année		8	10	14	4	29	9

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Annuaire Statistique de la Justice au Burundi, Edition 2015-2016

Tableau 18 : Evolution du nombre de dossiers en cassation auprès de la Cour Suprême de 2011 à 2016

Indicateurs	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dossiers civils en cassation		177 527	4 166	5 818	7 934	6 642	3 771
Dossier civils en cassation reçus dans l'année		174911	1434	2050	1 575	598	635
Dossiers civils en cassation cassés dans l'année		75	168	347	481	367	473
Dossiers civils en cassation décisions rendues dans l'année		1061	1264	1500	2 213	2 159	979
Dossiers civils en cassation non cassés dans l'année		579	923	861	1 717	1 899	754
Dossiers civils en cassation pris en délibéré dans l'année		901	377	1060	1 948	1 619	930
Dossiers pénaux en cassation		287	1173	458	803	856	588
Dossiers pénaux en cassation cassées dans l'année		3	2	24	52	20	67
Dossiers pénaux en cassation non cassés dans l'année		8	37	25	164	177	91
Dossiers pénaux en cassation pris en délibéré dans l'année		80	51	44	177	198	147
Dossiers pénaux en cassation reçus dans l'année		176	1037	298	203	199	159
Dossiers pénaux en cassation rendues dans l'année		20	46	67	207	262	124
Dossiers toutes chambres réunies en cassation		75	308	398	283	363	473
Dossiers TCR cassés dans l'année		0	0	13	22	10	20
Dossiers TCR non cassés dans l'année		0	4	19	51	87	52
Dossiers TCR pris en délibéré dans l'année		18	37	59	51	105	174
Dossiers TCR recus dans l'année		56	259	281	86	82	108
Dossiers TCR rendues en cassation dans l'année		1	8	26	73	79	119

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et méthodes

1. Nombre de dossiers saisis dans l'année : nombre de dossiers déjà jugés et dactylographiés durant l'année. Les dossiers dactylographiés par le greffe mais non encore corrigés par les magistrats ne sont pas compris dans cette rubrique.

2. Taux de décisions rendues sur les dossiers inscrits : rapport entre le nombre de décisions rendues sur le nombre de dossiers inscrits.

3. Taux de décisions saisies sur les décisions rendues : rapport entre le nombre de décisions saisies sur le nombre de décisions rendues.

4. Indice de Cappeleti Clarck : rapport entre les affaires en stock à la fin d'une période (affaires pendantes, en attente de jugement) et les affaires clôturées au cours de la même période. Ce n'est pas un rapport d'entrées-sorties, mais plutôt, un rapport stock-flux.

Commentaires : La procédure commune devant les juridictions

Dès réception de la requête et des frais de consignation, le greffier inscrit le dossier dans un registre spécial appelé « rôle », par ordre de date de réception. Cette formalité **d'enrôlement des affaires** introduit l'instance. Une fois la juridiction valablement saisie, la procédure se déroule en plusieurs phases : **l'instruction, les débats, et le jugement** proprement dit. La **phase d'instruction** se nomme en matière civile la mise en état : elle consiste à faire vérifier périodiquement, par un magistrat, que les parties procèdent à l'échange de leurs pièces et conclusions (qui récapitulent leurs prétentions et arguments).

Le juge de la mise en état peut également ordonner certaines mesures d'instruction, comme des expertises, paraissant utiles à la solution du litige. Il est également chargé de sanctionner les parties trop lentes ou qui ne respecteraient pas le principe du contradictoire. Après un ultime échange d'arguments et de pièces, c'est-à-dire quand l'affaire paraît prête à être jugée, le juge renvoie l'affaire en audience publique pour plaidoiries.

Sauf lorsque la loi le prévoit (par exemple en matière familiale), les audiences civiles du TGI sont publiques. Après échange des plaidoiries et quand le siège s'estime assez éclairée sur les prétentions des parties, il prend l'affaire en délibéré.

À l'issue du **délibéré, qui ne peut dépasser un mois**, le Tribunal rend un jugement résumant les faits du litige ainsi que les demandes et arguments des parties, et disposant une solution motivée en faits et en droit.

Au sens large, le mot **jugement** désigne toute décision de justice. Les décisions de justice se distinguent selon l'auteur de la décision. Ainsi, on entend par:

- **jugement:** décision d'un Tribunal ;
- **arrêt:** décision émanant d'une Cour ;
- **sentence:** décision rendue par un arbitre ;
- **ordonnance:** décision rendue, le plus souvent, par un juge unique.

Une fois la **décision de justice** prononcée, elle est envoyée au greffe pour dactylographie ou saisie. Après correction et signature par les membres du siège ayant rendu la décision, une copie peut être remise à la partie qui en fait la demande.

L'appel, voie de recours ordinaire contre les décisions des juridictions du premier degré, tend à faire **réformer**

et **annuler** par le juge d'appel, la décision du premier juge (art.184 du CPC). Dans l'hypothèse où le juge ne trouve aucun reproche au jugement contre lequel l'appel a été formé, il **confirme** le premier jugement. Le délai d'appel est de trente jours francs s'il n'est autrement disposé (art.197 du CPC). Une décision de justice acquiert **force de chose jugée** lorsqu'elle est intervenue sur le fond du litige et qu'elle n'est plus susceptible d'aucun recours soit parce qu'elle a été rendue en dernier ressort, soit parce que les délais de recours ont déjà expiré. Les jugements ne sont exécutoires qu'à partir du moment où, n'étant plus susceptibles de recours suspensif, ils passent en force de chose jugée, à moins que l'exécution provisoire n'ait été ordonnée (art.233 du CPC).

Chacune des parties a la faculté de se faire délivrer une copie de jugement comportant la formule exécutoire. Cette copie s'appelle **grosse**. L'huissier instrumentant y porte la mention « **grosse** » avant sa remise à la partie à la requête de laquelle la signification a été faite (art.131 CPC).

Tableau 19: Etat des dossiers au niveau des Cours d'Appel et Tribunaux de Grande Instance en 2014

INDICATEURS JURIDICTIONS	Nbre de dossiers pendants à la fin de l'année	Nbre de dossiers enrôlés dans l'année	Nbre de décisions rendues dans l'année	Nbre de décisions saisies/ dactylographiées dans l'année	Nbre moyen de décisions rendues par mois par magistrat	Nbre moyen de décisions saisies par mois par AOJ	Nbre de dossiers rendus sur dossiers inscrits	Nbre de décisions saisies pour 100 rendues	Nbre de décisions rendues pour 100 dossiers enrôlés	Indice de Cappelletti Clarck
ENSEMBLE	56 921	26 979	26 952	20 568	6,4	9,7	1,3	98,5	128,0	2,1
Cour d'appel de Bujumbura	5 163	3 472	1 203	713	3,5	2,7	0,6	63,3	61,8	4,3
TGI de Bujumbura Mairie	8 642	2 874	3 035	1 415	6,3	3,6	1,2	52,1	119,1	2,8
TGI de Bujumbura Rural	2 041	1 040	2 263	598	6,4	2,9	2,7	60,6	270,1	0,9
TGI de Bubanza	1 604	971	1 075	772	6,7	5,7	1,2	74,3	115,6	1,5
TGI de Cibitoke	2 447	915	1 363	1 621	6,9	8,8	1,6	126,8	157,8	1,8
TGI de Muramvya	1 104	1 221	2 434	2 252	11,1	23,8	2,0	97,1	199,7	0,5
TGI de Mwaro	1 836	788	1 154	1 558	7,5	12,2	1,5	142,5	152,2	1,6
Cour d'appel de Gitega	1 286	666	234	600	1,5	8,4	0,6	360,8	57,6	5,5
TGI de Gitega	5 097	1 795	1 961	824	7,8	4,8	1,2	42,6	118,3	2,6
TGI de Cankuzo	676	540	525	636	4,8	15,4	1,1	118,9	105,3	1,3
TGI de Karuzi	1 778	1 366	593	524	5,1	9,3	0,6	94,7	63,3	3,0
TGI de Ruyigi	1 120	634	1 018	1 061	6,1	15,3	2,6	94,7	256,4	1,1
Cour d'appel de Ngozi	2 000	1 959	384	95	2,7	3,3	0,9	26,5	85,6	5,2
TGI de Ngozi	3 649	1 159	1 551	999	7,8	13,7	1,4	92,1	137,8	2,4
TGI de Kayanza	2 379	1 230	1 639	1 723	10,5	16,9	1,6	108,7	155,4	1,5
TGI de Kirundo	2 815	1 152	1 368	820	9,2	7,6	1,2	73,4	116,2	2,1
TGI de Muyinga	3 512	1 255	1 144	1 893	6,5	19,1	0,9	184,3	94,8	3,1
Cour d'Appel de Bururi	1 590	778	66	8	1,4	0,5	0,2	16,8	20,9	24,1
TGI de Bururi	4 505	1 206	1 948	914	9,3	10,0	1,6	62,3	159,2	2,3
TGI de Makamba	2 654	1 230	975	347	7,9	3,2	0,9	35,7	91,2	2,7
TGI de Rutana	1 023	728	1 019	1 195	6,0	16,0	1,5	141,0	150,8	1,0

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 20: Etat des dossiers au niveau des Cours d'Appel et Tribunaux de Grande Instance en 2015

INDICATEURS JURIDICTIONS	Nbre de dossiers pendants à la fin de l'année	Nbre de dossiers enrôlés dans l'année	Nbre de décisions rendues dans l'année	Nbre de décisions saisies dans l'année	Nbre moyen de décisions rendues par mois par magistrat	Nbre moyen de décisions saisies par mois par AOJ	Nbre de dossiers rendus sur dossiers inscrits	Nbre de décisions saisies pour 100 rendues	Nbre de décisions rendues pour 100 dossiers enrôlés	Indice de Cappelletti Clarck
ENSEMBLE	51 372	21 133	29 582	18 397	8,3	10,3	1,6	78,3	160,9	1,7
Cour d'appel de Bujumbura	5 859	1 801	1 012	724	2,9	2,6	0,6	74,3	58,8	5,8
TGI de Bujumbura Mairie	8 728	1 859	2 840	1 348	6,6	3,2	1,9	50,1	187,2	3,1
TGI de Bujumbura Rural	1 950	887	1 255	739	4,4	4,7	1,5	81,2	152,9	1,6
TGI de Bubanza	1 352	1 058	1 672	1 169	9,2	13,8	1,8	73,6	183,2	0,8
TGI de Cibitoke	2 145	623	867	1 014	6,7	7,3	1,6	130,5	155,9	2,5
TGI de Muramvya	768	1 193	1 566	1 288	7,9	15,9	1,3	99,6	133,6	0,5
TGI de Mwaro	1 264	706	1 253	1 104	8,3	11,1	1,9	88,0	189,7	1,0
Cour d'appel de Gitega	1 440	793	583	644	3,9	7,2	0,8	117,3	75,5	2,5
TGI de Gitega	6 330	1 370	2 853	1 022	11,7	5,8	2,0	48,8	197,8	2,2
TGI de Cankuzo	289	404	792	841	6,2	24,6	2,0	107,3	203,9	0,4
TGI de Karuzi	1 889	1 701	550	356	5,9	9,9	0,8	68,6	76,1	3,4
TGI de Ruyigi	1 138	619	891	167	7,0	4,0	1,9	19,5	193,4	1,3
Cour d'appel de Ngozi	1 212	699	1 482	709	11,0	12,5	2,2	47,7	216,7	0,8
TGI de Ngozi	1 699	1 204	3 404	1 116	16,1	15,5	3,1	32,4	307,2	0,5
TGI de Kayanza	1 899	1 185	1 567	1 406	12,5	16,4	1,4	92,9	144,5	1,2
TGI de Kirundo	2 489	676	1 301	864	14,1	13,1	2,1	88,3	212,6	1,9
TGI de Muyinga	3 195	880	1 227	1 280	7,0	16,0	1,4	104,3	143,8	2,6
Cour d'Appel de Bururi	1 735	657	514	161	3,7	2,9	0,9	34,3	86,9	3,4
TGI de Bururi	3 129	986	1 585	709	8,2	9,2	1,6	55,6	161,7	2,0
TGI de Makamba	1 947	1 247	1 534	521	15,8	4,8	1,4	63,4	140,6	1,3
TGI de Rutana	915	585	834	1 215	5,7	15,0	1,6	166,2	156,4	1,1

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 21: Etat des dossiers au niveau des Cours d'Appel et Tribunaux de Grande Instance en 2016

INDICATEURS JURIDICTIONS	Nbre de dossiers pendants à la fin de l'année	Nbre de dossiers enrôlés dans l'année	Nbre de décisions rendues dans l'année	Nbre de décisions saisies dans l'année	Nbre moyen de décisions rendues par mois par magistrat	Nbre moyen de décisions saisies par mois par AOJ	Nbre de dossiers rendus sur dossiers inscrits	Nbre de décisions saisies pour 100 rendues	Nbre de décisions rendues pour 100 dossiers enrôlés	Indice de Cappeleti Clarck
ENSEMBLE	51 167	20 597	23 898	18 263	6,2	9,6	1,3	86,9	134,6	2,1
Cour d'appel de Bujumbura	6 228	2 009	1 161	901	2,5	3,0	0,6	79,2	58,3	5,4
TGI de Bujumbura Mairie	8 881	910	1 621	496	7,6	2,8	2,1	31,9	208,7	5,5
TGI de Bujumbura Rural	1 310	843	1 492	942	4,9	5,6	1,9	61,4	186,3	0,9
TGI de Bubanza	849	918	1 489	1 210	7,6	9,4	1,7	83,4	169,4	0,6
TGI de Cibitoke	1 775	1 008	1 222	1 138	6,8	6,0	1,5	77,0	154,4	1,5
TGI de Muramvya	867	1 151	1 452	1 213	6,2	15,4	1,3	83,8	131,0	0,6
TGI de Mwaro	993	836	1 089	1 661	6,8	14,5	1,4	223,0	139,9	0,9
TGI de Muha	526	672	158	88	2,0	2,0	0,2	0,5	18,2	3,3
TGI de Mukaza	3 429	401	451	97	4,7	1,5	1,3	0,2	125,8	7,6
TGI de Ntahangwa	2 685	564	430	87	3,9	1,4	0,9	0,2	87,1	6,2
Cour d'appel de Gitega	1 419	667	723	619	4,2	7,6	1,1	96,4	110,9	2,0
TGI de Gitega	8 094	1 536	1 789	1 493	8,1	12,2	1,2	89,1	121,5	4,5
TGI de Cankuzo	159	541	653	712	5,3	18,8	1,6	136,6	157,1	0,2
TGI de Karuzi	1 589	653	689	484	4,7	9,0	1,2	75,5	115,1	2,3
TGI de Ruyigi	1 020	811	1 079	131	7,2	2,3	1,7	13,6	167,0	0,9
Cour d'appel de Ngozi	1 184	742	792	821	5,0	13,9	1,2	119,4	120,5	1,5
TGI de Ngozi	2 080	1 473	1 150	580	5,8	9,1	1,0	53,2	96,2	1,8
TGI de Kayanza	1 785	1 287	1 632	1 566	10,5	17,7	1,4	98,3	139,8	1,1
TGI de Kirundo	2 715	1 044	899	1 811	7,0	23,9	1,1	211,0	111,2	3,0
TGI de Muyinga	2 713	932	1 691	674	8,3	7,2	2,0	43,3	202,1	1,6
Cour d'Appel de Bururi	1 735	696	445	210	3,5	4,1	0,7	47,8	65,8	3,9
TGI de Bururi	2 627	840	1 167	527	5,7	7,0	1,5	49,3	152,3	2,3
TGI de Makamba	2 132	1 143	1 014	545	8,1	5,3	1,0	64,1	95,2	2,1
TGI de Rutana	1 012	557	649	529	3,8	6,5	1,2	87,0	123,3	1,6
TGI de Rumonge	2 109	1 577	1 112	591	8,8	10,3	0,8	1,1	77,0	1,9

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 22 : Etat de l'Activité des Cours d'Appel et des TGI de 2011 à 2016

Indicateurs	2011		2012		2013		2014		2015		2016	
	TGI	C.A.	TGI	C.A.	TGI	C.A.	TGI	C.A.	TGI	C.A.	TGI	C.A.
Nbre total de dossiers pendants devant les juridictions à la fin de l'année	41 068	4 374	43 517	4 684	47 725	3 524	46 882	10 039	41 126	10 246	47 793	10 439
Nbre total de nouveaux dossiers inscrits au rôle	14 500	937	19 590	1 515	19 547	1 671	20 104	6 875	17 183	3 950	9 029	1 435
Nbre total de dossiers pris en délibéré au cours de l'année	11 281	547	15 846	1 344	16 765	1 400	23 506	1 790	22 099	3 738	9 887	1 029
Nbre total de décisions (jugements) rendues	10 428	559	14 208	1 240	16 640	1 547	25 065	1 887	25 991	3 591	10 481	1 219
Nbre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées	8 941	301	9 883	1 441	14 566	828	19 152	1 416	16 159	2 238	7 380	891
Nbre de décisions non encore exécutées à la fin de l'année	20 599	2 983	30 502	2 089	23 020	2 065	9 687	2 075	3 627	2 272	5 947	2 308
Nbre de décisions exécutées partiellement	628	14	525	32	531	25	538	11	412	16	207	0
Nbre de décisions exécutées totalement	3 018	25	792	58	1 305	48	2 087	21	1 600	134	693	110

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et Méthodes

On parle de **litige** lorsqu'une personne ne peut obtenir amiablement la reconnaissance d'une prérogative qu'elle croit avoir et saisit un Tribunal pour lui soumettre sa prétention.

Les différents types de litiges repris dans le présent Annuaire sont les suivants:

- ✓ **foncier** : litige portant sur les droits reconnus ou pouvant être reconnus sur l'ensemble des terres et des eaux situées sur le territoire Burundais, ainsi que tout ce qui s'y unit et s'y incorpore, soit naturellement, soit officiellement.
- ✓ **succession** : litige portant sur la transmission des biens d'une personne décédée.
- ✓ **droits des personnes et de la famille** : litige portant sur le statut des personnes physiques et morales et sur le mariage et la filiation.
- ✓ **matière sociale** : l'ensemble des affaires portant sur les relations du travail entre employeur et salarié et régissant les rapports d'emploi et les rapports professionnels, qui présentent une dimension collective.
- ✓ **matière commerciale** : l'ensemble des affaires portant sur des contestations entre commerçants ou leurs établissements.
- ✓ **contrat de bail** : litige portant sur les contrats de bail.
- ✓ **autres affaires civiles** : autres affaires que celles énumérées ci-haut.

Tableau 23: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2013

Type de litige Nom du TGI	Fonciers	Autres affaires civiles	Succession	Droits des personnes et de la famille	Matière sociale	Matière commerciale	Contrat de bail	Nombre total des Jugements Civils rendus par TGI	% par TGI
TGI de Bubanza	230	56	29	41	19	25	6	406	5,0%
TGI de Bujumbura-Mairie	587	152	299	183	0	0	282	1503	18,7%
TGI de Bujumbura-Rurale	316	56	88	59	18	9	1	547	6,8%
TGI de Bururi	683	132	1	2	3	0	0	821	10,2%
TGI de Cankuzo	131	16	3	3	2	0	5	160	2,0%
TGI de Cibitoke	190	197	0	0	0	0	0	387	4,8%
TGI de Gitega	342	210	4	35	10	4	3	608	7,6%
TGI de Karuzi	321	15	2	30	1	2	0	371	4,6%
TGI de Kayanza	273	123	212	46	1	0	0	655	8,1%
TGI de Kirundo	233	49	18	36	5	15	1	357	4,4%
TGI de Makamba	241	88	11	21	2	2	3	368	4,6%
TGI de Muramvya	525	61	29	42	2	2	2	663	8,2%
TGI de Muyinga	223	49	1	23	1	3	2	302	3,8%
TGI de Mwaro	237	86	0	9	12	0	0	344	4,3%
TGI de Ngozi	237	129	14	30	2	0	0	412	5,1%
TGI de Rutana	306	77	4	17	4	0	5	413	5,1%
TGI de Ruyigi	232	61	2	5	9	3	0	312	3,9%
Nombre total des Jugements civils par type de litige	5307	1557	717	230	101	84	53	8049	100,0%
% par type de litige	65,9%	19,3%	8,9%	2,9%	1,3%	1,0%	0,7%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 24: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2014

Type de litige Nom du TGI	Fonciers	Autres affaires civiles	Succession	Droits des personnes et de la famille	Matière sociale	Matière commerciale	Contrat de bail	Nombre total des Jugements Civils rendus	% par TGI
TGI de Bubanza	325	95	32	47	15	21	4	539	4,9%
TGI de Bujumbura-Mairie	488	180	163	200	0	0	214	1 245	11,4%
TGI de Bujumbura-Rurale	873	154	69	56	66	2	2	1 222	11,2%
TGI de Bururi	1101	95	0	26	1	0	0	1 223	11,2%
TGI de Cankuzo	142	9	4	15	5	0	0	175	1,6%
TGI de Cibitoke	228	275	0	0	0	0	0	503	4,6%
TGI de Gitega	402	466	5	39	10	2	24	948	8,7%
TGI de Karuzi	61	16	1	9	0	0	0	87	0,8%
TGI de Kayanza	448	221	147	63	1	1	2	883	8,1%
TGI de Kirundo	457	171	36	21	8	10	2	705	6,4%
TGI de Makamba	233	138	4	12	3	2	1	393	3,6%
TGI de Muramvya	732	80	2	13	0	4	1	832	7,6%
TGI de Muyinga	175	29	7	28	0	1	5	245	2,2%
TGI de Mwaro	291	81	0	12	13	0	1	398	3,6%
TGI de Ngozi	647	208	49	94	2	0	0	1 000	9,1%
TGI de Rutana	199	39	7	11	0	1	3	260	2,4%
TGI de Ruyigi	226	25	2	15	5	0	0	273	2,5%
Nombre total de Jugements civils par type de litige	7 028	2 282	528	661	129	44	259	10 931	100,0%
% par type de litige	64,3%	20,9%	4,8%	6,0%	1,2%	0,4%	2,4%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 25: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2015

Type de litige Nom du TGI	Fonciers	Autres affaires civiles	Succession	Droits des personnes et de la famille	Matière sociale	Matière commerciale	Contrat de bail	Nombre total des Jugements Civils rendus.	% par TGI
TGI de Bubanza	351	64	36	60	50	21	29	611	6,4%
TGI de Bujumbura-Mairie	315	152	100	289	0	0	122	978	10,2%
TGI de Bujumbura-Rurale	630	96	38	14	15	9	0	802	8,4%
TGI de Bururi	807	5	0	0	8	0	0	820	8,6%
TGI de Cankuzo	152	15	11	25	2	0	0	205	2,1%
TGI de Cibitoke	185	160	2	0	0	0	0	347	3,6%
TGI de Gitega	450	436	0	37	5	3	17	948	9,9%
TGI de Kayanza	310	102	132	38	5	2	1	590	6,2%
TGI de Kirundo	366	442	132	15	7	1	5	968	10,1%
TGI de Makamba	207	137	2	6	6	6	2	366	3,8%
TGI de Muramvya	599	238	14	25	5	0	5	886	9,2%
TGI de Muyinga	234	33	10	59	10	17	16	379	4,0%
TGI de Mwaro	570	0	0	12	7	0	16	605	6,3%
TGI de Ngozi	361	149	39	80	5	0	0	634	6,6%
TGI de Rutana	159	55	2	3	0	0	0	219	2,3%
TGI de Ruyigi	185	20	2	16	1	0	0	224	2,3%
Nombre total de Jugements civils par type de litige	5881	2104	520	679	126	59	213	9582	100,0%
% par type de litige	61,4%	22,0%	5,4%	7,1%	1,3%	0,6%	2,2%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 26: Nombre de Jugements civils rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type de litige en 2016

Type de litige Nom du TGI	Fonciers	Autres affaires civiles	Succession	Droits des personnes et de la famille	Matière sociale	Matière commerciale	Contrat de bail	Nombre total des Jugements Civils rendus	% par TGI
TGI de Bubanza	208	77	34	47	29	22	5	422	2,8%
TGI de Bujumbura-Mairie	182	62	55	114	0	0	75	488	3,2%
TGI de Bujumbura-Rurale	475	48	19	6	0	0	5	553	3,6%
TGI de Bururi	6 732	17	20	10	1	1	1	6 782	44,3%
TGI de Cankuzo	140	6	18	27	6	0	0	197	1,3%
TGI de Cibitoke	266	120	0	0	0	0	0	386	2,5%
TGI de Gitega	446	324	8	50	10	5	18	861	5,6%
TGI de Kayanza	366	181	188	54	25	2	0	816	5,3%
TGI de Kirundo	156	104	57	24	1	0	5	347	2,3%
TGI de Makamba	304	175	12	11	7	6	6	521	3,4%
TGI de Muramvya	442	308	28	33	2	0	0	813	5,3%
TGI de Muyinga	401	97	17	51	12	23	4	605	4,0%
TGI de Mwaro	544	0	0	21	8	0	5	578	3,8%
TGI de Ngozi	366	117	66	70	9	0	0	628	4,1%
TGI de Rutana	182	53	4	6	0	1	1	247	1,6%
TGI de Ruyigi	183	34	0	17	4	0	0	238	1,6%
TGI de Muha	11	15	12	17	0	0	5	60	0,4%
TGI de Mukaza	25	42	17	21	4	0	0	109	0,7%
TGI de Ntahangwa	67	13	77	62	0	0	25	244	1,6%
TGI de Rumonge	234	53	38	49	21	15	10	420	2,7%
Nombre total de Jugements civils par type de litige	11 730	1 846	670	690	139	75	165	15 315	100,0%
% par type de litige	76,6%	12,1%	4,4%	4,5%	0,9%	0,5%	1,1%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et Méthodes

L'**infraction** est une action ou une omission qui se manifeste comme une atteinte à l'ordre social et que la loi sanctionne par une peine (Article 1 de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code Pénal).

Selon leur degré de gravité, les infractions sont qualifiées de **crimes**, **délits** ou **contraventions**. Les infractions punissables au plus de deux mois de servitude pénale sont des contraventions. Les infractions punissables au plus de cinq ans de servitude pénale sont des délits. Les infractions punissables de plus de cinq ans de servitude pénale sont des crimes (Article 12 de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code Pénal).

Les types d'infractions reprises dans le présent Annuaire sont les suivantes :

- ✓ **vol simple** : quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol (art. 258 – 261 CP) ;
- ✓ **vol à main armée** : vol commis avec l'usage ou la menace de l'usage d'une arme (article 262, alinéa 4, deuxième tiret du CP) ;
- ✓ **autres vols qualifiés** : vol simple commis avec l'une ou l'autre des circonstances aggravantes spécifiées à l'article 262 du Code Pénal ;
- ✓ **meurtre et assassinat** : tout acte par lequel une personne donne volontairement la mort à autrui est qualifié de meurtre (art. 211 CP). Le meurtre commis avec préméditation est qualifié d'assassinat (art. 213 CP) ;
- ✓ **viol**: acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise. L'état vulnérable de la personne (grossesse, maladie, infirmité, déficience mentale), la menace par arme, la commission en réunion, la qualité d'ascendant de la victime de l'auteur, la survenance d'une infirmité permanente ou d'une mutilation, constituent des circonstances aggravantes ;
- ✓ **Viol sur mineur** : est réputé viol avec violences tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature que ce soit, commis par une personne adulte sur un mineur de moins de dix-huit ans, même consentant;
- ✓ **autres violences faites aux enfants** : autres violences faites aux enfants que celles cités ci-dessus ;
- ✓ **autres violences faites aux femmes** : autres violences faites aux femmes que celles citées ci-dessus ;
- ✓ **autres infractions pénales** : autres infractions incriminées par le droit pénal général et le droit pénal spécial que celles citées ci-dessus.

Tableau 27: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2013

Type d'infraction Nom du TGI	Viol sur adulte	Viol sur mineur	Autres violences faites aux femmes	Autres violences faites aux enfants	Meurtre et assassinat	Vol à mains armées	Vol simple	Autres vols qualifiés	Autres infractions pénales	Nombre total des Jugements Pénaux rendus.	% par TGI
TGI de Bubanza	15	27	11	19	25	57	23	43	57	277	4,3%
TGI de Bujumbura-Mairie	0	52	1	0	14	1	39	82	87	276	4,2%
TGI de Bujumbura-Rurale	7	3	3	1	13	20	26	41	75	189	2,9%
TGI de Bururi	8	15	0	0	12	1	12	60	136	244	3,8%
TGI de Cankuzo	8	3	5	2	20	3	58	249	102	450	6,9%
TGI de Cibitoke	23	4	0	0	4	0	4	26	109	170	2,6%
TGI de Gitega	32	43	0	0	30	15	66	208	175	569	8,8%
TGI de Karuzi	4	9	0	1	12	1	7	47	78	159	2,4%
TGI de Kayanza	9	22	3	0	9	0	24	160	327	554	8,5%
TGI de Kirundo	6	33	2	0	61	0	49	130	166	447	6,9%
TGI de Makamba	4	17	8	10	45	15	146	222	86	553	8,5%
TGI de Muramvya	6	9	2	0	5	0	23	120	196	361	5,6%
TGI de Muyinga	17	54	3	1	39	2	28	188	207	539	8,3%
TGI de Mwaro	0	1	0	0	17	40	120	160	182	520	8,0%
TGI de Ngozi	4	27	0	5	32	1	7	121	182	379	5,8%
TGI de Rutana	10	22	3	0	22	1	66	174	161	459	7,1%
TGI de Ruyigi	8	18	3	0	42	10	10	182	83	356	5,5%
Nombre total de Jugements pénaux par type d'infraction	161	359	44	39	402	167	708	2 213	2 409	6 502	100,0%
% par type d'infraction	2,5%	5,5%	0,7%	0,6%	6,2%	2,6%	10,9%	34,0%	37,1%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 28: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2014

Type d'infraction Nom du TGI	Viol sur adulte	Viol sur mineur	Autres violences faites aux femmes	Autres violences faites aux enfants	Meurtre et assassinat	Vol à mains armées	Vol simple	Autres vols qualifiés	Autres infractions pénales	Nombre total des Jugements Pénaux rendus.	% par TGI
TGI de Bubanza	19	6	19	30	13	46	41	25	70	269	2,4%
TGI de Bujumbura-Mairie	0	142	0	0	20	2	94	212	288	758	6,7%
TGI de Bujumbura-Rurale	33	43	17	6	27	1	82	170	776	1155	10,3%
TGI de Bururi	0	12	1	0	10	2	124	235	58	442	3,9%
TGI de Cankuzo	9	7	0	0	12	8	40	243	42	361	3,2%
TGI de Cibitoke	26	14	0	0	3	0	70	290	482	885	7,9%
TGI de Gitega	20	42	2	0	25	4	100	267	382	842	7,5%
TGI de Karuzi	8	4	25	1	19	0	13	71	68	209	1,9%
TGI de Kayanza	25	23	1	8	8	3	51	286	443	848	7,5%
TGI de Kirundo	4	4	1	0	23	9	169	93	297	600	5,3%
TGI de Makamba	8	22	5	7	37	16	106	177	72	450	4,0%
TGI de Muramvya	0	41	9	17	10	7	118	322	648	1172	10,4%
TGI de Muyinga	25	70	13	4	38	9	38	282	274	753	6,7%
TGI de Mwaro	0	0	0	0	21	75	211	329	105	741	6,6%
TGI de Ngozi	0	39	6	0	9	2	12	107	209	384	3,4%
TGI de Rutana	13	34	4	0	50	5	57	298	288	749	6,6%
TGI de Ruyigi	3	33	1	6	34	13	34	205	320	649	5,8%
Nombre total de Jugements pénaux par type d'infraction	193	536	104	79	359	202	1 360	3 612	4 822	11 267	100,0%
% par type d'infraction	1,7%	4,8%	0,9%	0,7%	3,2%	1,8%	12,1%	32,1%	42,8%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 29: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2015

Type d'infraction Nom du TGI	Viol sur adulte	Viol sur mineur	Autres violences faites aux femmes	Autres violences faites aux enfants	Meurtre et assassinat	Vol à mains armées	Vol simple	Autres vols qualifiés	Autres infractions pénales	Nombre total de Jugements Pénaux rendus	% par TGI
TGI de Bubanza	15	15	32	23	5	117	98	87	81	473	3,9%
TGI de Bujumbura-Mairie	0	166	0	0	26	0	104	199	380	875	7,1%
TGI de Bujumbura-Rurale	27	27	9	11	9	0	33	78	250	444	3,6%
TGI de Bururi	0	6	0	2	7	0	73	137	129	354	2,9%
TGI de Cankuzo	11	14	17	2	13	3	65	441	18	584	4,8%
TGI de Cibitoke	40	10	1	0	1	11	46	127	240	476	3,9%
TGI de Gitega	13	37	3	0	15	1	112	366	449	996	8,1%
TGI de Karuzi	10	4	1	0	3	20	35	45	64	182	1,5%
TGI de Kayanza	14	39	2	0	3	0	93	327	364	842	6,9%
TGI de Kirundo	0	0	1	1	14	4	96	26	226	368	3,0%
TGI de Makamba	17	80	49	63	39	13	174	456	110	1001	8,2%
TGI de Muramvya	0	19	11	2	15	0	79	109	344	579	4,7%
TGI de Muyinga	20	50	26	11	44	6	56	287	238	738	6,0%
TGI de Mwaro	0	0	0	0	15	59	208	322	0	604	4,9%
TGI de Ngozi	0	118	2	15	48	6	387	950	1054	2580	21,0%
TGI de Rutana	4	50	8	0	45	0	55	198	230	590	4,8%
TGI de Ruyigi	6	41	55	2	32	9	20	246	169	580	4,7%
Nombre total de Jugements pénaux par type d'infraction	177	676	217	132	334	249	1 734	4 401	4 346	12 266	100,0%
% par type d'infraction	1,4%	5,5%	1,8%	1,1%	2,7%	2,0%	14,1%	35,9%	35,4%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 30: Nombre de jugements pénaux rendus par les Tribunaux de Grande Instance selon le type d'infraction en 2016

Type d'infraction Nom du TGI	Viol sur adulte	Viol sur mineur	Autres violences faites aux femmes	Autres violences faites aux enfants	Meurtre et assassinat	Vol à mains armées	Vol simple	Autres vols qualifiés	Autres infractions pénales	Nombre total de Jugements Pénaux rendus	% par TGI
TGI de Bubanza	34	26	38	29	5	67	110	58	98	465	4,3%
TGI de Bujumbura-Mairie	0	52	0	0	10	0	85	88	262	497	4,6%
TGI de Bujumbura-Rurale	10	45	7	10	31	1	64	194	467	829	7,6%
TGI de Bururi	2	5	0	2	5	0	47	63	115	239	2,2%
TGI de Cankuzo	21	18	7	2	17	12	64	310	23	474	4,4%
TGI de Cibitoke	24	9	10	0	6	48	122	173	596	988	9,1%
TGI de Gitega	27	39	3	0	21	4	157	371	328	950	8,7%
TGI de Karuzi	11	13	7	2	17	0	47	59	109	265	2,4%
TGI de Kayanza	7	22	6	0	16	0	78	137	403	669	6,2%
TGI de Kirundo	44	35	64	11	51	42	49	45	196	537	4,9%
TGI de Makamba	5	29	6	6	33	37	118	210	96	540	5,0%
TGI de Muramvya	0	43	14	0	18	0	95	103	385	658	6,1%
TGI de Muyinga	30	22	5	3	31	5	62	341	319	818	7,5%
TGI de Mwaro	0	1	0	0	18	32	196	316	0	563	5,2%
TGI de Ngozi	0	19	0	0	31	0	23	125	118	316	2,9%
TGI de Rutana	6	35	18	0	52	6	14	134	121	386	3,5%
TGI de Ruyigi	6	23	59	0	42	12	14	487	195	838	7,7%
TGI de Muha	9	3	0	0	0	0	7	45	62	126	1,2%
TGI de Mukaza	0	8	0	0	2	14	153	167	18	362	3,3%
TGI de Ntahangwa	0	19	0	0	4	0	44	42	114	223	2,1%
TGI de Rumonge	6	10	3	6	14	10	28	30	25	132	1,2%
Nombre total de Jugements pénaux par type d'infraction	242	476	247	71	424	290	1577	3498	4050	10875	100,0%
% par type d'infraction	2,2%	4,4%	2,3%	0,7%	3,9%	2,7%	14,5%	32,2%	37,2%	100,0%	

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 31 : Evolution de l'activité du Tribunal de Commerce de 2011 à 2016

Indicateurs	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		135	108	91	133	80	58
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		1 109	1 161	1 210	1 030	726	740
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		208	213	206	355	244	182
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		171	108	154	206	150	52
Nombre total de décisions rendues dans le mois		121	97	180	462	552	158
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois		3	20	34	23	10	5
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois		5	3	10	12	3	0
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois		18	11	12	16	8	4
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		110	119	156	145	300	97

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et Méthodes

1. Le détournement : le fait pour une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, tout comptable public, tout dépositaire public ou l'un de ses subordonnés, qui détruit, détourne ou soustrait un acte ou un titre, des fonds publics ou privés, des effets, pièces ou titres en tenant lieu, ou tout autre objet qui lui a été remis en raison de ses fonctions ou de sa mission (art.55 de la loi N° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes).

2. La corruption active : le fait pour une personne de proposer, sans droit, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour obtenir d'une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public, ou investie d'un mandat public électif, qu'elle accomplisse, ou s'abstienne d'accomplir un acte de sa fonction ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat (art.48 de la loi N° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes).

3. La corruption passive : le fait pour une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat public électif, qui a sollicité ou agréé, sans droit, directement ou indirectement, pour son propre compte, ou pour le compte d'autrui, des offres, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat (art.42 de la loi N° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes).

4. La concussion : le fait pour une personne dépositaire de l'autorité publique, ou chargée d'une mission de service public, de recevoir ou ordonner de percevoir à titre de droits ou contributions, impôts ou taxes, amende ou cautionnement, revenus ou intérêts, une somme qu'elle sait ne pas être due, ou excéder ce qui est dû (art.50 de la loi N° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes).

5. Le favoritisme : le fait pour une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investi d'un mandat public électif ou exerçant des fonctions déterminées dans les structures étatiques, des administrations publiques, des collectivités locales, des établissements publics, des sociétés à participation publique ou d'économie mixte, des organismes bancaires, des unités autogérées de consommation, de production industrielle ou agricole, de tout organisme de droit privé assurant la gestion d'un service public, qui procure ou tente de procurer à autrui un avantage injustifié par un acte contraire aux dispositions législatives et réglementaires ayant pour objet de garantir l'égalité d'accès et l'égalité des candidats dans les marchés publics et les transferts contractuels de gestion des services publics (art.59 de la loi N° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes).

6. Le trafic d'influence : le fait pour une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investi d'un mandat public électif, de solliciter ou agréer, sans droit, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour user de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou tout autre décision favorable (art.51 de la loi N° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes).

7. Fausse déclaration : déclaration délibérément inexacte, afin d'obtenir un droit auquel on ne peut pas prétendre. Il s'agit d'une présentation en toute connaissance de cause de faits trompeurs (articles 363 et 365 de la loi n° 1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code Pénal).

8. Faux en écriture : toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. C'est aussi le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation (articles 343 à 357 de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code Pénal).

9. Autres infractions assimilées à la corruption : il s'agit de la gestion frauduleuse, de l'enrichissement illicite, de la prise illégale d'intérêt, de l'abus de biens sociaux, du blanchiment, (...), articles 437 à 441 de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code Pénal).

Tableau 32: Evolution de l'activité de la Cour Anti-Corruption de 2011 à 2016

Indicateurs	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Activités de la juridiction							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		138	122	153	158	142	148
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		213	189	194	175	106	131
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		276	187	223	190	135	180
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		219	204	236	239	173	176
Nombre total de décisions rendues dans le mois		213	222	244	254	198	175
Nombre de décisions de condamnation prononcées dans le mois		172	198	203	208	175	152
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois		14	0	0	0	0	0
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois		13	13	0	0	4	2
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois		21	43	32	46	17	70
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		213	184	202	242	162	169
Nombre de Jugements pénaux rendus selon la nature de l'infraction							
Détournement		84	87	97	117	105	78
Corruption		30	27	32	34	19	16
Gestion frauduleuse		8	2	8	8	7	3
Concussion		55	61	36	44	33	49
Favoritisme		0	4	11	4	13	5
Trafic d'influence		2	4	1	3	3	4
Faux en écriture							
Fausse déclaration		2	0	2	0	0	0
Autres infractions assimilées à la corruption		0	1	8	6	1	0
Montant recouvré dans le mois		117 185 965	28 879 364	108 676 152	271 152 776	187 310 610	266 056 601

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 33: Evolution de l'activité des tribunaux du Travail de 2011 à 2016

Indicateurs	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des tribunaux de travail							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		122	127	197	174	159	173
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		2 459	304	1 374	1 203	1 625	1 067
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		389	587	634	486	562	628
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		415	465	648	564	245	500
Nombre total de décisions rendues dans le mois		338	367	644	686	307	375
Nombre de décisions de condamnation prononcées dans le mois							
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois		41	15	13	9	16	960
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois		7	5	0	47	45	0
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois		14	31	0	57	50	0
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		250	248	309	355	278	264
Tribunal de Travail de Bujumbura							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		98	95	165	140	123	137
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		2 432	280	1 348	1 171	1 585	1 034
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		357	554	610	461	525	597
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		365	423	621	541	219	455
Nombre total de décisions rendues dans le mois		291	324	618	663	287	326
Nombre de décisions de condamnation prononcées dans le mois							
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois		40	14	11	8	15	953
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois		6	4	15	42	44	22
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois		11	27	51	54	47	33
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		202	207	284	334	264	219
Tribunal de Travail de Gitega							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		24	32	32	34	36	36
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		27	24	26	32	40	33
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		32	33	24	25	37	31
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		50	42	27	23	26	45
Nombre total de décisions rendues dans le mois		47	43	26	23	20	49
Nombre de décisions de condamnation prononcées dans le mois							
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois		1	1	2	1	1	7
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois		1	1	0	5	1	0
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois		3	4	0	3	3	0
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		48	41	25	21	14	45

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définition et méthodes

Voir les chapitres précédents sur les activités des TGI et CA

Commentaires

Dans tous les ressorts des Cours d'Appel où il n'est pas établi une Cour Administrative, les actions relevant de la compétence de celle-ci sont jugées par les Cours d'Appel statuant en matière administrative (art.66 du COCJ).

Il existe à cet effet des Cours Administratives à Bujumbura et à Gitega tandis que les affaires du ressort de la Cour d'Appel de Ngozi et Cour d'Appel de Bururi relevant de la compétence des juridictions administratives sont traitées à la Chambre Administrative instituée dans ces Cours d'Appel. Dans le cas des statistiques judiciaires, la Chambre Administrative instituée à la Cour d'Appel de Ngozi est considérée comme une juridiction administrative.

Tableau 34: Evolution de l'activité des Cours administratives de 2011 à 2016

Indicateurs	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ensemble des cours administratives							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		154	191	260	273	216	186
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		2 739	3 013	3 143	2 816	2 891	2 957
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		655	584	693	741	377	415
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		741	399	496	927	456	380
Nombre total de décisions rendues dans le mois		570	320	341	844	319	350
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois							41
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois							
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois				35	108	11	7
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		281	167	372	583	367	215
Cour Administrative de Bujumbura							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		79	101	138	140	120	112
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		2 467	2 718	2 931	2 685	2 768	2 851
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		440	476	598	653	318	370
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		645	298	299	765	370	304
Nombre total de décisions rendues dans le mois		495	225	169	666	232	280
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois							3
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois		0	0	1	0	0	0
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois				4	99	4	1
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		206	97	256	454	248	139
Cour Administrative de Gitega							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		41	45	46	59	51	39
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		77	97	76	58	71	52
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		176	56	56	54	43	27
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		72	51	89	74	52	54
Nombre total de décisions rendues dans le mois		59	53	71	81	50	53
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois		7	26	15	11	24	35
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois			0	0	1	7	0
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois		11	0	29	8	5	1
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		55	53	80	78	48	54
Cour Administrative de Ngozi							
Nombre d'audiences publiques tenues dans le mois		34	45	76	74	45	35
Nombre de dossiers pendants devant la juridiction à la fin du mois		195	198	136	73	52	54
Nombre de nouveaux dossiers inscrits au rôle dans le mois		39	52	39	34	16	18
Nombre total de dossiers pris en délibéré dans le mois		24	50	108	88	34	22
Nombre total de décisions rendues dans le mois		16	42	101	97	37	17
Nombre de décisions non encore exécutées à la fin du mois		3	3	2	2	3	3
Nombre de décisions exécutées partiellement dans le mois							
Nombre de décisions exécutées totalement dans le mois		3	1	2	1	2	5
Nombre de décisions saisies ou dactylographiées et corrigées dans le mois		20	17	36	51	71	22

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et Méthodes

1. **Avis du Parquet** : avis donné par un magistrat du Ministère Public sur une affaire soumise à une juridiction, et pour laquelle cette dernière a requis un avis. L'avis du Ministère Public est notamment requis dans toutes les affaires touchant aux intérêts de l'Etat, à l'état et à la capacité des personnes, ainsi qu'en matière sociale. Les avis du ministère public doivent être rédigés et transmis endéans 30 jours à compter de la date de la réception du dossier.
2. **Nombre de dossiers ouverts pour instruction restant à la fin de l'année** : nombre total des affaires qui n'ont pas pu être clôturées à la fin de l'année. Elles peuvent avoir été enregistrées au cours de la même année mais aussi au cours des années antérieures.
3. **Nombre moyen de dossiers clôturés par Officiers du Ministère Public**: voir rendement des Magistrats.

Tableau 35: Etat de l'activité des Parquets et des Parquets généraux en 2014

INDICATEURS PARQUETS	Nbre dossiers civils en attente d'avis du parquet à la fin de l'année	Nbre dossiers ouverts pour instruction restant à la fin de l'année	Nbre de dossiers enregistrés au parquet au cours de l'année	Nbre dossiers clôturés au parquet au cours de l'année	Nbre moyen de dossiers clôturés par magistrats	rapport dossiers clôturés sur dossiers enregistrés	Nbre de dossiers dactylographiés dans l'année	Nbre moyen de dossiers dactylographiés par AOJ	Nbre de dossiers dactylographiés pour un dossier clôturé dans l'année
PQ Général de la République	25	180	180	1 517	12,01	6,13	1 631	19	1,07
PQ Général près la CA de Bujumbura	72	485	1 853	2 660	10,39	1,45	906	8	0,40
PQ PRES TGI DE BUJA MAIRIE	14	211	4 184	6 163	13,66	1,54	1 263	6	0,22
PQ PRES TGI BUJA RURAL	2	37	1 703	1 846	10,34	1,11	1 458	16	0,77
PQ PRES TGI BUBANZA	11	80	1 238	3 046	21,93	2,44	1 331	21	0,66
PQ PRES TGI CIBITOKI	10	55	1 096	1 041	10,10	0,97	1 556	11	1,54
PQ PRES TGI DE MURAMBYA	2	45	842	918	9,62	1,11	660	14	0,73
PQ PRES TGI DE MWARO	9	84	880	729	7,30	0,84	662	12	0,94
PQ Général près la CA de Gitega	2	60	60	152	1,21	3,71	101	2	0,76
PQ PRES TGI DE GITEGA	2	56	1 441	1 613	9,72	1,13	1 648	19	1,04
PQ PRES TGI DE CANKUZO	8	40	832	784	7,88	0,94	649	16	0,88
PQ PRES TGI DE KARUZI	1	120	810	788	11,14	0,97	877	15	1,17
PQ PRES TGI DE RUYIGI	2	35	863	938	8,88	1,10	351	12	0,39
PQ Général près la CA de Ngozi	1	57	57	80	1,03	1,61	77	2	1,01
PQ PRES TGI DE NGOZI	1	148	1 434	1 157	7,39	0,83	1 242	21	1,25
PQ PRES TGI KAYANZA	0	160	1 239	1 500	18,31	1,25	1 072	20	0,83
PQ PRES TGI KIRUNDO	4	79	929	1 185	12,75	1,30	1 137	18	1,05
PQ PRES TGI MUYINGA	9	74	1 152	1 426	13,55	1,22	1 321	23	0,92
PQ Général près la CA Bururi	0	0	1	1	0,03	0,00	1	0	0,00
PQ PRES TGI DE BURURI	2	27	1 116	963	7,36	0,88	858	17	0,95
PQ PRES TGI MAKAMBA	52	94	1 209	1 655	19,01	1,40	1 078	15	0,67
PQ PRES TGI DE RUTANA	2	32	643	679	7,56	1,07	592	11	0,89
PQ Général près la Cour Anti-Corruption	0	0	258	295	3,51	1,44	322	9	1,11

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 36: Etat de l'activité des Parquets et des Parquets généraux en 2015

INDICATEURS	Nbre dossiers civils en attente d'avis du parquet à la fin de l'année	Nbre dossiers ouverts pour instruction restant à la fin de l'année	Nbre de dossiers enregistrés au parquet au cours de l'année	Nbre dossiers clôturés au parquet au cours de l'année	Nbre moyen de dossiers clôturés par magistrats	rapport dossiers clôturés sur dossiers enregistrés	Nbre de dossiers dactylographiés dans l'année	Nbre moyen de dossiers dactylographiés par AOJ	Nbre de dossiers dactylographiés pour un dossier clôturé dans l'année
PARQUETS									
PQ Général de la République	51	236	236	907	7,23	8,96	1 017	14	1,15
PQ Général près la CA de Bujumbura	13	160	904	4 629	17,32	8,09	482	5	0,16
PQ PRES TGI DE BUJA MAIRIE	28	121	2 157	2 156	8,31	1,10	410	3	0,25
PQ PRES TGI BUJA RURAL	1	29	1 010	1 139	9,26	1,17	1 169	11	1,11
PQ PRES TGI BUBANZA	19	62	1 022	2 171	13,89	2,15	1 038	19	0,50
PQ PRES TGI CIBITOKÉ	12	35	853	1 007	11,77	1,21	1 466	12	1,54
PQ PRES TGI DE MURAMVYA	2	56	694	696	7,62	1,00	695	16	1,06
PQ PRES TGI DE MWARO	7	47	755	882	8,66	1,18	665	14	0,80
PQ Général près la CA de Gitega	1	18	130	187	1,32	3,86	107	1	0,47
PQ PRES TGI DE GITEGA	1	51	1 210	1 255	8,29	1,05	1 207	12	0,99
PQ PRES TGI DE CANKUZO	1	27	828	817	10,52	1,02	463	10	0,58
PQ PRES TGI DE KARUZI	1	93	764	740	9,41	0,97	563	13	0,81
PQ PRES TGI DE RUYIGI	3	20	970	900	10,44	0,94	455	23	0,51
PQ Général près la CA de Ngozi	2	32	32	55	0,51	1,52	41	1	0,90
PQ PRES TGI DE NGOZI	3	128	1 129	925	7,48	0,84	643	15	0,75
PQ PRES TGI KAYANZA	0	128	1 231	1 381	16,41	1,13	1 140	23	0,84
PQ PRES TGI KIRUNDO	5	63	767	1 011	9,20	1,32	1 039	16	1,03
PQ PRES TGI MUYINGA	1	87	916	1 072	10,46	1,17	959	19	0,89
PQ Général près la CA Bururi	1	8	10	391	7,00	17,80	19	1	0,12
PQ PRES TGI DE BURURI	6	31	677	547	5,82	0,85	291	7	0,54
PQ PRES TGI MAKAMBA	57	58	960	937	10,39	1,01	865	13	1,14
PQ PRES TGI DE RUTANA	2	35	454	491	5,06	1,08	378	7	0,80
PQ Général près la Cour Anti-Corruption	0	0	227	238	3,09	1,39	311	10	1,54

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 37: Etat de l'activité des Parquets et des Parquets généraux en 2016

INDICATEURS	Nbre dossiers civils en attente d'avis du parquet à la fin de l'année	Nbre dossiers ouverts pour instruction restant à la fin de l'année	Nbre de dossiers enregistrés au parquet au cours de l'année	Nbre dossiers clôturés au parquet au cours de l'année	Nbre moyen de dossiers clôturés par magistrats	rapport dossiers clôturés sur dossiers enregistrés	Nbre de dossiers dactylographiés dans l'année	Nbre moyen de dossiers dactylographiés par AOJ	Nbre de dossiers dactylographiés pour un dossier clôturé dans l'année
PARQUETS									
PQ Général de la République	50	135	135	924	7,09	8,86	1 071	16	1,41
PQ Général près la CA de Bujumbura	30	154	982	2 722	8,96	3,10	358	4	0,15
PQ PRES TGI DE BUJA MAIRIE	22	41	1 385	1 179	11,39	0,88	130	3	0,11
PQ PRES TGI BUJA RURAL	2	47	859	936	8,61	1,10	790	9	0,88
PQ PRES TGI BUBANZA	8	138	1 296	2 399	13,91	2,02	622	11	0,94
PQ PRES TGI CIBITIKE	15	35	892	896	9,77	1,03	985	8	1,09
PQ PRES TGI MUHA	1	5	217	306	6,52	1,75	25	1	0,09
PQ PRES TGI MUKAZA	19	44	495	557	10,71	1,12	67	2	0,13
PQ PRES TGI DE MURAMVYA	5	54	691	724	7,34	1,08	536	14	0,75
PQ PRES TGI DE MWARO	4	69	870	855	7,09	0,99	619	12	0,74
PQ PRES TGI NTAHANGWA	8	36	776	835	9,71	1,09	43	1	0,06
PQ Général près la CA de Gitega	1	30	247	197	1,48	1,09	208	4	2,15
PQ PRES TGI DE GITEGA	4	73	1 049	1 067	6,66	1,03	1 152	12	1,10
PQ PRES TGI DE CANKUZO	1	37	654	625	5,34	0,97	450	13	0,76
PQ PRES TGI DE KARUZI	1	112	795	753	8,31	0,95	666	15	0,92
PQ PRES TGI DE RUYIGI	1	10	856	883	8,12	1,04	421	16	0,47
PQ Général près la CA de Ngozi	4	35	35	67	0,55	1,85	36	1	0,86
PQ PRES TGI DE NGOZI	12	152	905	963	8,62	1,13	621	13	0,64
PQ PRES TGI KAYANZA	0	76	615	647	12,79	1,06	690	22	1,08
PQ PRES TGI KIRUNDO	6	53	672	811	7,82	1,23	722	13	0,94
PQ PRES TGI MUYINGA	1	71	980	958	8,59	1,52	742	18	0,87
PQ Général près la CA Bururi	1	23	27	371	5,75	6,15	145	3	2,12
PQ PRES TGI DE BURURI	7	7	731	637	5,74	0,92	502	11	0,82
PQ PRES TGI MAKAMBA	20	82	982	1 089	18,51	1,14	1 209	21	1,12
PQ PRES TGI DE RUTANA	1	37	461	474	6,59	1,03	402	7	0,84
PQ PRES TGI RUMONGE	4	17	1 662	1 396	17,56	1,16	706	21	0,52
PQ Général près la Cour Anti-Corruption	0	0	299	253	3,64	1,25	314	10	1,28

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 38: Evolution de l'activité du Parquet Général près la Cour Anti-Corruption de 2011 à 2016

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
INDICATEURS						
Nombre de dossiers civils en attent d'avis du parquet à la fin du mois	0	0	0	0	0	0
Nbre d'avis émis par le parquet sur les demandes de libération conditionnelles dans le mois	3	1	1	11	3	4
Nombre de dossiers transmis par la police pour instruction dans le mois	347	350	277	258	227	299
Nombre de dossiers d'information ouverts pour instruction dans le mois	26	65	24	35	20	30
Nombre de dossiers transmis par le parquet au tribunal/cours pour fixation dans le mois	610	342	490	366	206	280
Nombre de dossiers transmis par le parquet en chambre de conseil dans le mois	47	61	37	20	4	41
Nombre de dossiers classés sans suite dans le mois	93	144	146	112	135	113
Nombre de dossiers traités suivant la procédure de flagrant délit dans le mois	9	35	9	14	5	7
Nombre de personnes placées sous mandat d'arrêt dans le mois	66	57	46	43	16	40
Nombre de missions d'inspection des cachots dans le mois	0	48	5	0	0	0
Nombre de dossiers dactylographiés dans le mois	333	269	412	322	311	314
Nombre de décisions exécutées dans le mois	22	36	1	11	5	25

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 39: Evolution de l'activité du Parquet Général la République de 2011 à 2016

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
INDICATEURS						
Nombre de dossiers civils en attent d'avis du parquet à la fin du mois	1 380	62	41	25	51	50
Nombre de dossiers civils transmis pour avis du parquet dans le mois	2 984	1 698	318	360	472	270
Nombre d'avis émis par le parquet sur les dossiers civils dans le mois	1 730	1 409	177	217	224	131
Nbre d'avis émis par le parquet sur les demandes de libération conditionnelles dans le mois	0	74	0	0	0	6
Nombre de dossiers transmis par la police pour instruction dans le mois	25	0	0	0	0	0
Nombre de dossiers d'information ouverts pour instruction dans le mois	121	201	58	79	82	213
Nombre de dossiers transmis par le parquet au tribunal/cours pour fixation dans le mois	17	1	0	1	0	1
Nombre de dossiers transmis par le parquet en chambre de conseil dans le mois	36	17	27	8	4	20
Nombre de dossiers classés sans suite dans le mois	10	475	327	1 299	683	792
Nombre de dossiers traités suivant la procédure de flagrant délit dans le mois	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes placées sous mandat d'arrêt dans le mois	0	3	1	0	3	0
Nombre de missions d'inspection des cachots dans le mois	2	0	0	0	0	0
Nombre de missions d'inspections des parquets par le parquet général dans le mois	3	173	0	2	0	10
Nombre de dossiers dactylographiés dans le mois	1 536	1 861	1 493	1 631	1 017	1 071
Nombre de décisions exécutées dans le mois	0	0	6	7	0	14

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

SERVICES PENITENTIAIRES

Définitions et Méthodes

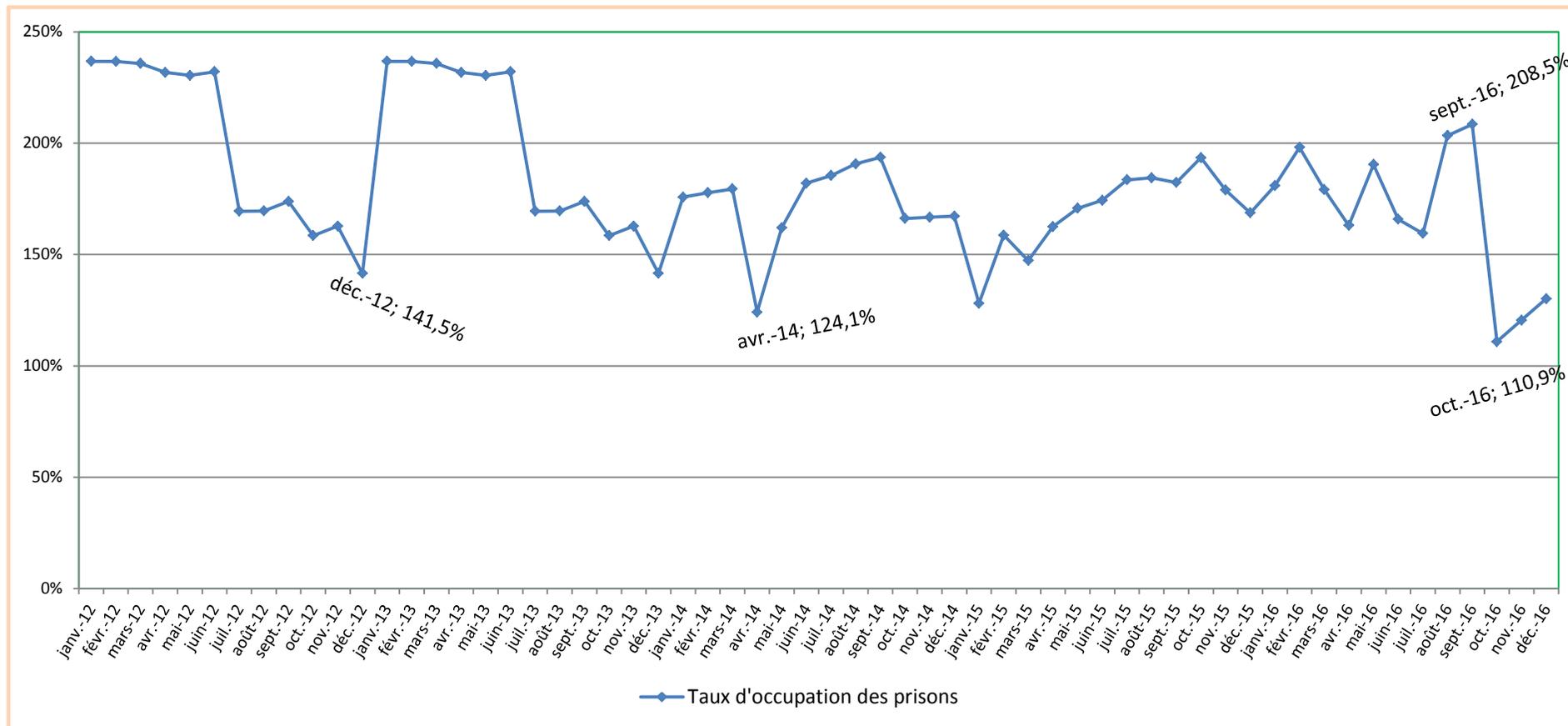
1. **Détenu:** personne maintenue dans une prison ou maison d'arrêt en vertu d'une décision de justice ou d'un mandat délivré par une autorité publique investie d'un tel pouvoir.
2. **Prévenu:** détenu non encore condamné par une instance judiciaire.
3. **Condamné:** personne jugée et reconnue coupable de faits de crime, de délit ou de contravention et à l'égard de qui, une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée par une juridiction.
4. **Taux de prévenu dans la population carcérale totale:** Rapport entre le nombre de détenu en détention préventive et le nombre total de détenu dans les établissements pénitentiaires.
5. **Taux d'occupation:** rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques disponibles (capacité d'accueil). La capacité d'accueil du Burundi est évaluée à la fin de 2012 à 4 500 places.

Tableau 40: Evolution de la population pénitentiaire de 2012 à 2016

INDICATEURS MOIS	Population Pénitentiaire	Détenus préventifs	Femmes détenues	Taux des prévenus dans la population totale	Part des femmes dans la population totale	Taux d'occupation des prisons
janv-12	10 653	5 434	403	51,01%	3,78%	236,7%
févr-12	10 650	5 248	452	49,28%	4,24%	236,7%
mars-12	10 611	5 066	446	47,74%	4,20%	235,8%
avr-12	10 429	4 798	438	46,01%	4,20%	231,8%
mai-12	10 370	4 729	449	45,60%	4,33%	230,4%
juin-12	10 441	4 644	432	44,48%	4,14%	232,0%
juil-12	7 624	4 257	331	55,84%	4,34%	169,4%
août-12	7 631	3 967	331	51,99%	4,34%	169,6%
sept-12	7 823	4 132	331	52,82%	4,23%	173,8%
oct-12	7 132	4 031	284	56,52%	3,98%	158,5%
nov-12	7 324	4 188	292	57,18%	3,99%	162,8%
déc-12	6 369	3 976	146	62,43%	2,29%	141,5%
janv-13	10 653	5 434	403	51,01%	3,78%	236,7%
févr-13	10 650	5 248	452	49,28%	4,24%	236,7%
mars-13	10 611	5 066	446	47,74%	4,20%	235,8%
avr-13	10 429	4 798	438	46,01%	4,20%	231,8%
mai-13	10 370	4 729	449	45,60%	4,33%	230,4%
juin-13	10 441	4 644	432	44,48%	4,14%	232,0%
juil-13	7 624	4 257	331	55,84%	4,34%	169,4%
août-13	7 631	3 967	331	51,99%	4,34%	169,6%
sept-13	7 823	4 132	331	52,82%	4,23%	173,8%
oct-13	7 132	4 031	284	56,52%	3,98%	158,5%
nov-13	7 324	4 188	292	57,18%	3,99%	162,8%
déc-13	6 369	3 976	146	62,43%	2,29%	141,5%
janv-14	7 909	3 957	367	50,03%	4,64%	175,8%
févr-14	7 998	4 304	381	53,81%	4,76%	177,7%
mars-14	8 075	3 834	373	47,48%	4,62%	179,4%
avr-14	5 586	2 372	276	42,46%	4,94%	124,1%
mai-14	7 290	3 519	354	48,27%	4,86%	162,0%
juin-14	8 190	3 492	389	42,64%	4,75%	182,0%
juil-14	8 346	3 887	396	46,57%	4,74%	185,5%
août-14	8 582	3 830	411	44,63%	4,79%	190,7%
sept-14	8 714	4 017	412	46,10%	4,73%	193,6%
oct-14	7 478	4 002	356	53,52%	4,76%	166,2%
nov-14	7 503	4 000	347	53,31%	4,62%	166,7%
déc-14	7 526	3 920	341	52,09%	4,53%	167,2%
janv-15	5 765	3 141	346	54,48%	6,00%	128,1%
févr-15	7 141	3 882	347	54,36%	4,86%	158,7%
mars-15	6 627	3 530	317	53,27%	4,78%	147,3%
avr-15	7 314	3 790	340	51,82%	4,65%	162,5%
mai-15	7 684	4 137	331	53,84%	4,31%	170,8%
juin-15	7 844	4 097	334	52,23%	4,26%	174,3%
juil-15	8 260	4 539	326	54,95%	3,95%	183,6%
août-15	8 299	4 428	318	53,36%	3,83%	184,4%
sept-15	8 206	4 442	317	54,13%	3,86%	182,4%
oct-15	8 707	4 734	337	54,37%	3,87%	193,5%
nov-15	8 052	4 431	301	55,03%	3,74%	178,9%
déc-15	7 593	4 648	359	61,21%	4,73%	168,7%
janv-16	8 141	3 849	324	47,28%	3,98%	180,9%
févr-16	8 914	4 319	368	48,45%	4,13%	198,1%
mars-16	8 060	4 896	347	60,74%	4,31%	179,1%
avr-16	7 338	4 481	303	61,07%	4,13%	163,1%
mai-16	8 569	4 945	430	57,71%	5,02%	190,4%
juin-16	7 462	4 208	381	56,39%	5,11%	165,8%
juil-16	7 174	3 936	236	54,86%	3,29%	159,4%
août-16	9 154	4 908	399	53,62%	4,36%	203,4%
sept-16	9 381	5 140	422	54,79%	4,50%	208,5%
oct-16	4 990	2 039	157	40,86%	3,15%	110,9%
nov-16	5 423	2 185	169	40,29%	3,12%	120,5%
déc-16	5 856	2 324	181	39,69%	3,09%	130,1%

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Graphique 1 : Evolution mensuelle du Taux d'occupation des prisons de 2012 à 2016



Source : Graphique tracé sur base des données du tableau 40.

Définitions et Méthodes

1. **Mineur:** dans le présent annuaire est considéré comme mineur toute personne âgée de 15 ans révolus et de moins de dix-huit ans et pénalement responsable (Art. 29 CP).
2. **Nourrisson:** enfant de moins de trois ans restant avec sa mère détenue, en raison de son âge.
3. **Démobilisés:** anciens combattants issus de la démobilisation des troupes après les différentes crises qui ont secoué le Burundi. La « démobilisation » est la libération officielle et contrôlée des combattants actifs de forces armées ou d'autres groupes armés. La première étape de la démobilisation peut s'étendre du traitement des combattants dans des centres temporaires jusqu'à la concentration de troupes dans des camps désignés à cette fin (sites de cantonnement, camps, zones de regroupement ou casernes). La deuxième étape de la démobilisation comprend la fourniture de moyens d'appui aux démobilisés, que l'on appelle la réinsertion. [*Note du Secrétariat Général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies du 24 mai 2005 (A/C.5/59/31)*]. Les démobilisés dont il s'agit ici ont passé par toutes ces étapes jusqu'à la réinsertion.

Tableau 41: Evolution mensuelle des effectifs des prisonniers de catégories spécifiques de 2015 à 2016

Catégorie MOIS	Mineurs détenus	Femmes détenues	Nourrissons	Militaires détenus	Policiers détenus	Démobilisés détenus
janv-15	145	354	41	122	140	68
févr-15	144	349	41	132	147	66
mars-15	142	344	44	133	159	69
avr-15	43	351	46	135	157	66
mai-15	57	342	47	152	163	65
juin-15	138	334	50	151	154	44
juil-15	202	340	46	139	171	68
août-15	197	327	48	145	167	71
sept-15	202	333	53	156	178	69
oct-15	197	348	51	165	171	73
nov-15	128	353	50	167	177	76
déc-15	149	367	54	179	167	76
janv-16	141	378	56	180	169	67
févr-16	147	381	60	189	179	67
mars-16	130	366	58	187	165	62
avr-16	145	372	58	195	161	61
mai-16	153	391	59	188	169	63
juin-16	133	395	62	179	166	60
juil-16	116	410	63	151	150	69
août-16	115	409	63	152	146	65
sept-16	121	421	66	165	161	65
oct-16	121	428	68	169	173	44
nov-16	126	433	74	184	177	65
déc-16	106	454	78	195	180	64

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 42: Evolution du nombre de détenus spécifiques par prison de 2013 à 2014

INDICATEURS PRISON	Nombre total de détenus à la fin de l'année		Nombre de détenus préventifs à fin de l'année		Taux des détenus préventif dans la population Carcérale à la fin de l'année (%)		Nombre de mineurs détenus à fin de l'année		Nombre de Nourrissons accompagnants à fin de l'année		Nombre de places	Taux d'occupation (en%)	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014		T	2013
ENSEMBLE	7 784	7 526	3 906	3 920	50,2	52,1	2 298	2191	60	48	4050	192%	186%
Prison de Mpimba	2 254	2 649	1 432	1 868	63,5	70,5	959	963	8	13	800	282%	331%
Prison de Bubanza	292	185	95	87	32,5	47,0	109	46	7	2	100	292%	185%
Prison de Bururi	226	221	143	136	63,3	61,5	110	93	1	1	250	90%	88%
Prison de Rumonge	746	608	199	90	26,7	14,8	109	147	5	8	800	93%	76%
Prison de Muramvya	434	381	120	49	27,6	12,9	56	48	5	1	100	434%	381%
Prison de Gitega	1016	768	565	398	55,6	51,8	354	190	7	1	400	254%	192%
Prison de Rutana	250	296	115	141	46,0	47,6	79	94	3	1	250	100%	118%
Prison de Ruyigi	583	531	282	254	48,4	47,8	129	55	4	1	300	194%	177%
Prison de Ngozi (Homme)	1466	1 343	685	636	46,7	47,4	214	23	0	0	400	367%	336%
Prison de Ngozi (Femme)	90	117	38	45	42,2	38,5	72	397	15	15	350	26%	33%
Prison de Muyinga	427	427	232	216	54,3	50,6	107	135	5	5	300	142%	142%

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Tableau 43: Evolution du nombre de détenus spécifiques par prison de 2015 à 2016

INDICATEURS PRISON	Nombre total de détenus à la fin de l'année		Nombre de détenus préventifs à fin de l'année		Taux des détenus préventif dans la population Carcérale à la fin de l'année (%)		Nombre de mineurs détenus à fin de l'année		Nombre de Nourrissons accompagnants à fin de l'année		Nombre de places	Taux d'occupation (en%)	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016		T	2015
ENSEMBLE	7 593	9 776	4 648	5 049	61,2	51,6	1 049	436	53	63	4050	187%	241%
Prison de Mpimba	3 009	3 473	2 149	2 536	71,4	73,0	317	97	16	20	800	376%	434%
Prison de Bubanza	280	353	109	158	38,9	44,8	19	8	3	6	100	280%	353%
Prison de Bururi	237	270	173	170	73,0	63,0	51	19	1	4	250	95%	108%
Prison de Rumonge	976	1 177	441	308	45,2	26,2	214	118	5	3	800	122%	147%
Prison de Muramvya	609	628	47	312	7,7	49,7	10	22	0	3	100	609%	628%
Prison de Gitega	792	931	368	479	46,5	51,5	23	26	1	6	400	198%	233%
Prison de Rutana	290	291	93	102	32,1	35,1	23	6	1	2	250	116%	116%
Prison de Ruyigi	701	596	328	203	46,8	34,1	24	12	1	3	300	234%	199%
Prison de Ngozi (Homme)	147	1 450	761	544	517,7	37,5	0	0	0	0	400	37%	363%
Prison de Ngozi (Femme)	98	94	23	31	23,5	33,0	199	90	20	11	350	28%	27%
Prison de Muyinga	454	513	156	206	34,4	40,2	169	38	5	5	300	151%	171%

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Définitions et Méthodes

1. **Liberté Provisoire:** mesure de libération d'un détenu accordée sous certaines conditions par l'OMP ou le Juge avant que la peine ne soit prononcée. La liberté provisoire est accordée à charge pour l'inculpé de ne pas entraver l'instruction et de ne pas occasionner un scandale par sa conduite (art 119 du CP).
2. **Libération conditionnelle :** mesure de libération anticipée d'un condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté s'il manifeste des efforts sérieux de réadaptation sociale. Elle est accordée par le Ministre de la Justice en fonction de la nature de l'infraction, et de la durée de la détention subie.
3. **Acquittement:** décision des Cours et Tribunaux déclarant non coupable le prévenu traduit devant eux.
4. **Evasion:** fait pour un prisonnier de s'échapper de la prison où il est détenu.
5. **Condamnation avec Sursis :** condamnation pénale que le condamné est dispensé d'effectuer, sauf nouvelle condamnation pour une autre infraction pendant un certain délai mais qui ne peut excéder 5 ans. La condamnation avec sursis ne peut faire objet de grâce tant que le sursis n'est pas révoqué (Art 164 du code pénal). En cas de condamnation pour viol, torture, crime de génocide, crime contre l'humanité, crime de guerre, ou en cas de condamnation pour tentative ou complicité au crime de génocide, crime contre l'humanité ou crime de guerre les Cours et Tribunaux ne peuvent accorder de sursis (Art 125 du Code pénal).
6. **Grâce:** remise totale ou partielle par le pouvoir exécutif de l'exécution des peines prononcées ou dans leur commutation en d'autres peines moins graves.
7. **Mandat d'élargissement:** pièce judiciaire signée par le magistrat instructeur lorsque l'instruction diligentée contre un inculpé détenu se solde par un classement sans suite.

Tableau 44: Evolution mensuelle des effectifs des sorties des prisons selon le motif de janvier 2014 à décembre 2016

MOIS	MOTIF	Liberté provisoire	Libération Conditionnelle	Mandat d'Elargissement	Acquittement	Fin de Peine	Décès	Evasion	Grâce Présidentielle	TOTAL
janv-14		279	3	8	83	66	153	97	0	689
févr-14		133	76	1	42	46	1	54	0	353
mars-14		253	94	73	43	76	3	21	0	563
avr-14		167	1	15	64	47	1	22	0	317
mai-14		237	88	22	46	47	1	28	0	469
juin-14		267	116	47	84	59	1	67	0	641
juil-14		248	0	8	80	72	1	10	0	419
août-14		217	0	19	42	63	0	36	0	377
sept-14		251	0	9	29	105	0	17	0	411
oct-14		237	0	27	61	90	3	24	1421	1 863
nov-14		321	1	9	74	63	2	19	82	571
déc-14		309	0	19	63	45	5	16	6	463
janv-15		208	429	14	66	62	1	24	20	824
févr-15		219	1	14	53	46	2	18	1	354
mars-15		229	15	13	43	50	2	27	0	379
avr-15		224	2	10	48	58	7	26	0	375
mai-15		177	39	12	30	42	4	26	0	330
juin-15		357	7	28	41	47	2	19	0	501
juil-15		299	4	21	35	50	0	29	0	438
août-15		326	0	19	48	57	2	16	0	468
sept-15		299	0	23	41	49	1	19	0	432
oct-15		265	26	14	28	57	2	12	0	404
nov-15		300	0	15	65	51	2	12	0	445
déc-15		308	83	116	59	67	4	30	1	668
janv-16		137	0	20	37	39	3	19	0	255
févr-16		218	1	26	50	68	3	9	0	375
mars-16		297	0	41	56	106	5	9	1023	1 537
avr-16		208	0	29	49	46	1	17	2	352
mai-16		314	1	46	73	73	6	77	1	591
juin-16		319	0	43	44	61	4	17	1	489
juil-16		171	0	37	35	63	2	7	0	315
août-16		254	0	22	60	61	5	23	0	425
sept-16		286	0	7	56	64	2	56	0	471
oct-16		86	0	16	40	34	1	8	0	185
nov-16		0	0	0	0	0	0	0	0	0
déc-16		180	0	0	84	69	2	2	0	337

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

QUELQUES SERIES TEMPORELLES

Quelques Séries Temporelles

Tableau 45: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2013

JURIDICTION	Mois	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13
Ensemble		414	406	412	429	416	404	409	411	410	410	412	397
Cour Suprême		27	27	26	26	27	25	23	22	23	21	21	21
Cours d'Appel		47	46	50	53	49	50	50	48	49	49	49	45
Cour d'Appel de Bujumbura		25	24	24	25	24	26	26	24	25	24	24	23
Cour d'Appel de Ngozi		11	11	11	13	12	12	12	11	11	11	11	11
Cour d'Appel de Gitega		11	11	15	15	13	12	12	13	13	14	14	11
Tribunaux de Grande Instance		268	264	265	275	270	260	265	270	267	270	270	262
TGI de Bujumbura-Mairie		32	28	28	32	36	29	34	35	37	38	40	35
TGI de Bujumbura-Rural		27	24	27	26	27	21	23	26	25	25	24	23
TGI de Bubanza		15	16	15	14	13	13	14	13	13	12	11	12
TGI de Bururi		20	18	19	18	18	18	18	17	15	17	17	18
TGI de Cibitoke		17	16	17	18	18	19	18	19	18	17	18	18
TGI de Makamba		12	12	13	11	11	10	11	12	12	12	12	12
TGI de Muramvya		15	16	15	17	17	17	17	17	18	17	17	17
TGI de Mwaro		14	14	13	13	12	11	12	12	11	10	10	10
TGI de Cankuzo		12	12	12	11	10	11	8	9	8	8	8	8
TGI de Gitega		12	13	13	18	19	16	18	18	17	19	18	17
TGI de Karuzi		13	12	11	13	11	12	11	12	11	10	11	11
TGI de Rutana		12	15	15	16	16	16	16	15	15	15	15	15
TGI de Ruyigi		14	11	10	10	10	11	10	11	11	14	13	11
TGI de Ngozi		17	17	17	17	17	18	17	17	18	18	18	18
TGI de Kayanza		15	15	15	16	16	16	16	16	16	16	16	14
TGI de Kirundo		11	12	12	12	8	10	10	9	10	10	10	10
TGI de Muyinga		10	13	13	13	11	12	12	12	12	12	12	13
Juridictions Spécialisées		72	69	71	75	70	69	71	71	71	70	72	69
Cour Anti-corruption		9	9	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Cour Administrative de Bujumbura		15	16	16	17	17	16	16	16	17	17	17	17
Cour Administrative de Gitega		9	8	8	8	7	7	8	8	8	8	8	7
Cour Administrative de Ngozi		3	3	3	6	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunal du Travail de Bujumbura		17	16	17	17	16	15	16	16	15	14	14	13
Tribunal du Travail de Gitega		4	4	4	4	4	4	4	5	5	5	5	4
Tribunal de Commerce de Bujumbura		15	13	15	15	15	16	16	15	15	15	17	17

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 46: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2014

JURIDICTION	Mois	janv-14	févr-14	mars-14	avr-14	mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14	oct-14	nov-14	déc-14
Ensemble		442	442	442	422	421	437	427	435	469	458	431	437
Cour Suprême		22	22	23	19	18	19	16	19	20	18	18	18
Cours d'Appel		47	47	47	49	48	44	53	58	60	62	62	65
Cour d'Appel de Bujumbura		23	25	25	27	27	25	27	27	29	30	29	31
Cour d'Appel de Ngozi		11	11	9	10	10	10	10	12	12	12	12	14
Cour d'Appel de Gitega		13	11	13	12	11	9	10	11	11	12	13	12
Cour d'Appel de Bururi		Na	Na	Na	Na	Na	Na	6	8	8	8	8	8
Tribunaux de Grande Instance		259	261	257	255	255	263	254	248	278	263	236	238
TGI de Bujumbura-Mairie		40	38	35	34	34	34	32	34	46	32	35	31
TGI de Bujumbura-Rural		20	25	25	26	25	28	23	26	24	24	21	23
TGI de Bubanza		12	11	11	11	11	12	13	11	15	18	14	13
TGI de Bururi		17	17	17	17	19	16	17	18	17	18	15	18
TGI de Cibitoke		16	17	18	15	18	15	17	16	15	14	12	12
TGI de Makamba		12	12	11	11	11	11	10	10	12	9	9	8
TGI de Muramvya		17	17	17	17	16	18	17	18	17	17	14	14
TGI de Mwaro		10	10	11	12	11	12	12	14	15	15	10	14
TGI de Cankuzo		9	9	8	7	8	8	8	7	9	10	10	8
TGI de Gitega		17	20	20	20	21	21	21	19	18	19	16	18
TGI de Karuzi		7	8	8	7	10	9	9	8	8	8	8	7
TGI de Rutana		15	14	13	14	13	14	12	0	13	12	11	11
TGI de Ruyigi		11	11	11	13	8	11	10	11	10	10	8	8
TGI de Ngozi		19	16	16	15	15	16	17	19	18	19	17	17
TGI de Kayanza		14	14	14	13	13	13	13	13	12	12	13	12
TGI de Kirundo		11	11	10	10	10	12	12	13	13	13	14	13
TGI de Muyinga		12	11	12	13	12	13	11	11	16	13	9	11
Juridictions Spécialisées		67	65	68	50	52	67	63	68	67	69	69	67
Cour Anti-corruption		8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	10	10
Cour Administrative de Bujumbura		15	15	15	15	15	15	15	15	15	14	13	12
Cour Administrative de Gitega		6	5	8	7	6	7	6	6	8	8	6	6
Cour Administrative de Ngozi		3	3	4	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunal du Travail de Bujumbura		14	12	11	Nd	Nd	13	11	14	13	16	16	16
Tribunal du Travail de Gitega		4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Tribunal de Commerce de Bujumbura		17	18	18	13	16	17	16	18	16	16	17	16

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 47: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2015

JURIDICTION	Mois	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15
Ensemble		379	375	383	369	334	387	390	359	363	337	372	255
Cour Suprême		15	17	19	23	26	27	25	26	23	23	23	26
Cours d'Appel		58	66	65	66	36	65	63	64	64	57	61	64
Cour d'Appel de Bujumbura		28	31	31	31	Nd	30	31	33	32	29	29	34
Cour d'Appel de Bururi		7	11	11	12	13	12	12	11	11	8	10	9
Cour d'Appel de Ngozi		10	11	11	11	11	11	10	10	11	9	10	9
Cour d'Appel de Gitega		13	13	12	12	12	12	10	10	10	11	12	12
Tribunaux de Grande Instance		237	232	235	218	209	230	251	217	215	220	223	131
TGI de Bujumbura-Mairie		33	34	35	33	34	35	35	31	33	34	31	34
TGI de Bujumbura-Rural		18	18	19	18	17	14	21	21	14	15	18	Nd
TGI de Bubanza		14	15	15	14	15	19	19	17	14	13	16	15
TGI de Bururi		18	18	18	18	17	18	18	18	18	18	15	16
TGI de Cibitoke		12	12	13	Nd	Nd	13	13	13	13	13	12	14
TGI de Makamba		8	8	8	8	9	8	8	8	6	6	9	9
TGI de Muramvya		13	12	12	12	13	18	17	10	16	16	17	17
TGI de Mwaro		15	14	10	12	11	13	13	14	Nd	Nd	13	13
TGI de Cankuzo		10	9	9	8	8	8	8	7	8	8	8	8
TGI de Gitega		16	17	22	19	19	20	21	19	20	20	21	Nd
TGI de Karuzi		7	6	7	7	7	7	6	6	5	6	9	8
TGI de Rutana		14	10	10	11	12	12	13	12	11	11	12	12
TGI de Ruyigi		10	7	8	10	10	7	9	9	7	8	Nd	10
TGI de Ngozi		17	17	15	15	14	17	18	18	18	19	20	20
TGI de Kayanza		11	11	11	11	11	11	10	10	9	9	10	12
TGI de Kirundo		11	10	10	9	9	Nd	12	12	12	12	Nd	Nd
TGI de Muyinga		10	14	13	13	10	10	10	10	11	12	12	10
Juridictions Spécialisées		69	60	64	62	63	65	51	52	61	37	65	34
Cour Anti-corruption		10	10	9	9	8	10	9	10	10	10	10	10
Cour Administrative de Bujumbura		16	16	16	16	16	16	16	16	16	Nd	16	16
Cour Administrative de Gitega		7	6	6	7	7	8	8	7	5	7	6	5
Cour Administrative de Ngozi		3	3	3	3	3	3	3	2	3	3	3	3
Tribunal du Travail de Bujumbura		14	9	12	13	13	12	Nd	Nd	12	Nd	14	14
Tribunal du Travail de Gitega		4	3	4	4	4	4	4	4	3	4	4	4
Tribunal de Commerce de Bujumbura		15	13	14	10	12	12	11	13	12	13	12	11

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 48: Evolution mensuelle du nombre de Magistrats ayant exercé dans les Juridictions dans le mois en 2016

JURIDICTION	Mois	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16
Ensemble		420	408	441	402	411	398	398	366	370	326	390	364
Cour Suprême		26	25	27	11	24	20	24	24	23	2	25	25
Cours d'Appel		67	72	77	75	76	76	75	74	72	36	83	77
Cour d'Appel de Bujumbura		34	39	40	40	40	41	41	41	42	Nd	44	44
Cour d'Appel de Bururi		9	9	9	9	10	10	10	10	10	12	12	9
Cour d'Appel de Ngozi		10	10	13	12	13	13	13	12	11	13	12	12
Cour d'Appel de Gitega		14	14	15	14	13	12	11	11	9	11	15	12
Tribunaux de Grande Instance		261	262	266	247	258	227	226	205	216	207	210	190
TGI de Bujumbura-Mairie		40	40	40	38	36	Na						
TGI de Bujumbura-Rural		22	24	26	19	23	22	19	17	16	14	17	0
TGI de Bubanza		14	13	14	12	14	16	17	16	16	14	13	12
TGI de Bururi		17	17	17	17	17	18	18	18	17	16	16	15
TGI de Cibitoke		15	15	15	15	15	15	15	14	15	13	15	14
TGI de Makamba		10	9	10	10	8	11	12	10	10	10	10	10
TGI de Muramvya		18	15	14	17	18	17	15	18	18	17	18	17
TGI de Mwaro		15	15	12	13	11	12	11	12	14	13	11	10
TGI de Cankuzo		6	8	10	10	10	10	9	10	10	10	10	10
TGI de Gitega		18	17	18	13	12	11	16	16	17	17	19	20
TGI de Karuzi		10	12	11	9	10	10	11	9	10	10	9	10
TGI de Rutana		12	12	12	11	14	14	14	14	13	14	14	12
TGI de Ruyigi		9	10	11	8	8	9	8	9	8	7	7	8
TGI de Ngozi		20	19	19	17	19	19	19	Nd	16	17	17	17
TGI de Kayanza		13	11	12	13	13	13	12	13	12	12	13	12
TGI de Kirundo		9	11	11	12	12	12	12	12	11	11	9	9
TGI de Muyinga		13	14	14	13	18	18	18	17	13	12	12	14
TGI de Muha		Na	Nd	14	21	21							
TGI de Mukaza		Na	15	18	20	20							
TGI de Ntahangwa		Na	24	27	25	24							
TGI de Rumonge		10	11	11	11	8	10	10	7	11	12	13	12
Juridictions Spécialisées		66	49	71	69	53	75	73	63	59	81	72	72
Cour Anti-corruption		9	9	8	8	9	10	9	8	10	9	10	10
Cour Spéciale Terres et Autres Biens		13	12	12	12	11	12	12	13	12	13	13	13
Cour Administrative de Bujumbura		20	18	18	18	19	19	19	19	Nd	22	19	22
Cour Administrative de Gitega		5	5	4	4	8	6	5	8	8	7	5	6
Cour Administrative de Ngozi		3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunal du Travail de Bujumbura		18	20	19	17	Nd	18	18	4	20	21	18	13
Tribunal du Travail de Gitega		4	3	4	4	Nd	6	6	7	7	7	7	6
Tribunal de Commerce de Bujumbura		12	11	15	15	14	13	13	14	11	12	10	12

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 49: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2013

JURIDICTION	Mois	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Moyenne
Ensemble		1 599	1 495	1 523	1 631	1 809	1 563	1 450	1 276	1 265	1 790	1 816	2 618	1 653
Cour Suprême		8	26	10	48	39	7	18	13	12	11	12	35	20
Cours d'Appel		191	133	113	138	124	132	97	98	81	143	153	144	129
Cour d'Appel de Bujumbura		125	68	76	84	88	90	68	60	46	102	116	109	86
Cour d'Appel de Gitega		50	38	20	31	20	15	21	12	22	29	29	19	26
Cour d'Appel de Ngozi		16	27	17	23	16	27	8	26	13	12	8	16	17
Tribunaux de Grande Instance		1 328	1 250	1 309	1 341	1 461	1 310	1 212	1 059	1 071	1 478	1 518	2 303	1 387
TGI de Bujumbura-Mairie		53	105	105	101	121	101	136	112	80	155	160	902	178
TGI de Bujumbura-Rural		73	92	80	60	82	47	51	57	40	89	122	101	75
TGI de Bubanza		97	74	115	91	79	58	78	41	54	78	75	84	77
TGI de Bururi		86	94	18	112	111	86	72	107	72	82	82	77	83
TGI de Cibitoke		57	53	54	57	46	53	46	37	21	45	81	21	48
TGI de Makamba		83	86	57	90	107	91	75	1	151	123	99	113	90
TGI de Muramvya		98	82	84	85	91	75	85	89	55	134	93	132	92
TGI de Mwaro		70	78	89	70	95	101	56	75	54	67	74	70	75
TGI de Cankuzo		69	47	63	51	59	47	18	21	49	40	61	75	50
TGI de Gitega		83	70	109	85	99	102	99	117	68	114	109	173	102
TGI de Karuzi		43	51	47	44	47	46	63	57	45	44	60	63	51
TGI de Rutana		90	91	91	93	118	79	88	51	50	80	104	72	84
TGI de Ruyigi		92	42	50	58	77	61	36	44	56	58	74	66	60
TGI de Ngozi		115	82	115	83	81	56	59	39	39	84	64	89	76
TGI de Kayanza		68	56	65	95	105	122	110	101	119	125	132	117	101
TGI de Kirundo		81	86	103	93	55	91	78	59	61	75	51	65	75
TGI de Muyinga		70	61	64	73	88	94	62	51	57	85	77	83	72
Juridictions Spécialisées		72	86	91	104	185	114	123	106	101	158	133	136	117
Cour Anti-corruption		13	21	21	24	22	22	21	12	17	21	22	28	20
Cour Administrative de Bujumbura		6	9	6	10	56	12	12	6	13	7	18	14	14
Cour Administrative de Gitega		0	2	0	11	6	5	12	3	1	1	13	17	6
Cour Administrative de Ngozi		4	7	3	4	3	15	10	8	4	4	14	25	8
Tribunal du Travail de Bujumbura		33	28	47	51	78	39	45	51	55	106	51	34	52
Tribunal du Travail de Gitega		1	6	1	4	3	1	3	0	3	1	3	0	2
Tribunal de Commerce de Bujumbura		15	13	13	0	17	20	20	26	8	18	12	18	15

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 50: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2014

JURIDICTION	Mois	janv-14	févr-14	mars-14	avr-14	mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14	oct-14	nov-14	déc-14	Moyenne
Ensemble		2 041	1 826	3 021	2 119	2 042	2 221	2 073	2 383	2 655	2 807	2 733	3 520	2 453
Cour Suprême		29	19	12	22	13	21	16	40	38	17	3	13	20
Cours d'Appel		123	115	111	114	136	125	117	168	206	114	215	343	157
Cour d'Appel de Bujumbura		91	85	86	73	74	87	79	135	130	70	131	162	100
Cour d'Appel de Bururi		Na	6	5	18	37	17							
Cour d'Appel de Gitega		25	18	12	26	22	16	14	13	9	9	29	41	20
Cour d'Appel de Ngozi		7	12	13	15	40	22	24	20	61	30	37	103	32
Tribunaux de Grande Instance		1 715	1 568	2 511	1 810	1 833	2 004	1 725	1 926	2 227	2 487	2 299	2 960	2 089
TGI de Bujumbura-Mairie		217	160	618	197	205	218	150	261	164	295	257	293	253
TGI de Bujumbura-Rural		110	65	66	24	64	51	125	302	364	457	358	277	189
TGI de Bubanza		85	105	102	91	67	86	106	75	62	61	91	144	90
TGI de Bururi		79	101	297	124	103	230	94	110	130	90	95	495	162
TGI de Cibitoke		53	73	135	176	206	120	115	129	97	90	83	86	114
TGI de Makamba		122	76	92	68	81	113	77	64	63	78	62	79	81
TGI de Muramvya		142	111	85	137	175	251	185	234	332	405	157	220	203
TGI de Mwaro		69	67	107	111	90	104	136	91	79	97	70	133	96
TGI de Cankuzo		66	37	47	38	30	44	55	23	41	53	46	45	44
TGI de Gitega		195	170	182	183	138	146	139	143	130	201	179	155	163
TGI de Karuzi		50	49	48	47	81	33	68	52	28	44	47	46	49
TGI de Rutana		87	88	142	91	113	70	75	27	93	58	93	82	85
TGI de Ruyigi		76	74	78	66	57	75	80	113	114	94	98	93	85
TGI de Ngozi		90	93	151	141	147	131	85	36	61	120	272	224	129
TGI de Kayanza		103	154	155	127	93	131	89	103	286	109	171	118	137
TGI de Kirundo		84	72	83	71	73	71	73	131	70	118	146	376	114
TGI de Muyinga		87	73	123	118	110	130	73	32	113	117	74	94	95
Juridictions Spécialisées		174	124	387	173	60	71	215	249	184	189	216	204	187
Cour Anti-corruption		20	22	20	20	15	16	20	24	20	28	31	18	21
Cour Administrative de Bujumbura		86	22	297	126	29	0	33	15	25	23	10	0	56
Cour Administrative de Gitega		11	3	4	4	3	6	17	2	10	4	7	10	7
Cour Administrative de Ngozi		6	7	9	6	5	5	3	3	12	4	4	33	8
Tribunal du Travail de Bujumbura		41	58	40	0	0	30	49	104	72	49	112	108	55
Tribunal du Travail de Gitega		4	3	2	1	0	5	4	0	0	1	1	2	2
Tribunal de Commerce de Bujumbura		6	9	15	16	8	9	89	101	45	80	51	33	39

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 51: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2015

JURIDICTION	Mois	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	Moyenne
Ensemble		3 972	2 829	3 731	2 758	2 309	2 753	2 784	2 186	2 055	2 048	2 368	1 397	2 599
Cour Suprême		4	9	15	14	21	25	15	14	59	24	14	18	19
Cours d'Appel		303	315	399	311	239	347	306	319	223	254	314	261	299
Cour d'Appel de Bujumbura		113	119	141	69	Nd	81	73	91	72	64	94	95	92
Cour d'Appel de Bururi		33	45	52	50	58	50	66	32	36	34	30	28	43
Cour d'Appel de Gitega		53	36	57	41	51	63	49	53	38	44	70	28	49
Cour d'Appel de Ngozi		104	115	149	151	130	153	118	143	77	112	120	110	124
Tribunaux de Grande Instance		3 541	2 309	3 180	2 364	1 959	2 265	2 372	1 861	1 642	1 692	1 892	1 597	2 223
TGI de Bujumbura-Mairie		313	289	350	231	117	250	193	197	227	194	224	255	237
TGI de Bujumbura-Rural		240	197	181	63	69	57	146	91	73	41	97	Nd	114
TGI de Bubanza		219	169	144	100	120	168	180	151	146	139	143	68	146
TGI de Bururi		140	137	451	103	121	173	100	83	108	93	91	68	139
TGI de Cibitoke		100	108	118	0	0	103	84	82	35	84	72	81	72
TGI de Makamba		119	120	181	169	187	227	172	14	107	42	96	100	128
TGI de Muramvya		211	91	171	91	81	147	136	34	127	124	155	198	131
TGI de Mwaro		158	120	142	144	133	127	129	91	Nd	Nd	92	117	125
TGI de Cankuzo		56	84	88	75	95	88	67	42	51	54	50	42	66
TGI de Gitega		1 141	157	207	161	172	171	152	190	141	165	196	Nd	259
TGI de Karuzi		38	41	72	49	51	54	61	61	48	66	60	77	57
TGI de Rutana		85	63	105	98	65	84	54	33	70	98	79	67	75
TGI de Ruyigi		116	80	107	91	107	47	70	115	77	81	Nd	116	92
TGI de Ngozi		293	272	355	278	267	314	372	311	234	245	269	194	284
TGI de Kayanza		103	125	255	148	159	162	106	210	69	84	146	118	140
TGI de Kirundo		110	101	117	427	91	Nd	246	78	65	66	Nd	Nd	145
TGI de Muyinga		99	155	136	136	124	93	104	78	64	116	122	96	110
Juridictions Spécialisées		124	196	137	69	141	116	91	75	138	78	148	159	123
Cour Anti-corruption		27	20	13	20	5	14	15	15	16	13	19	21	17
Cour Administrative de Bujumbura		8	62	4	5	51	6	24	5	21	Nd	7	39	21
Cour Administrative de Gitega		4	4	5	3	1	6	7	6	2	3	8	1	4
Cour Administrative de Ngozi		2	11	3	1	1	8	4	0	3	0	2	2	3
Tribunal du Travail de Bujumbura		39	37	40	9	44	15	Nd	Nd	43	Nd	60	38	36
Tribunal du Travail de Gitega		1	4	7	0	0	3	0	1	4	0	0	2	2
Tribunal de Commerce de Bujumbura		43	58	65	31	39	64	41	48	49	62	52	56	51

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 52: Evolution mensuelle de l'offre de Justice en 2016

JURIDICTION	Mois	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	Moyenne
Ensemble		2 518	2 442	2 711	2 155	2 372	2 201	1 958	1 721	1 714	1 789	2 021	1 880	2 124
Cour Suprême		15	21	46	11	12	16	14	10	18	23	26	23	20
Cours d'Appel		286	302	322	260	226	320	275	209	183	158	314	266	260
Cour d'Appel de Bujumbura		103	118	137	107	85	115	115	84	64	0	136	97	97
Cour d'Appel de Bururi		35	43	37	26	31	31	28	49	38	40	59	28	37
Cour d'Appel de Gitega		46	48	57	18	47	108	87	34	44	64	81	89	60
Cour d'Appel de Ngozi		102	93	91	109	63	66	45	42	37	54	38	52	66
Tribunaux de Grande Instance		2 498	2 100	2 331	1 821	2 115	1 838	1 638	1 405	1 567	1 764	1 959	1 892	1 911
TGI de Bujumbura-Mairie		218	305	388	344	366	Na	324						
TGI de Bujumbura-Rural		100	207	136	87	152	127	198	146	122	88	129	0	124
TGI de Bubanza		107	116	110	95	144	146	164	139	125	89	126	128	124
TGI de Bururi		94	81	94	46	104	158	104	113	103	88	116	66	97
TGI de Cibitoke		81	79	163	124	128	114	108	130	92	123	0	80	102
TGI de Makamba		178	98	110	37	80	92	71	43	73	71	75	86	85
TGI de Muramvya		172	106	136	110	117	140	119	67	109	131	114	131	121
TGI de Mwaro		116	98	118	101	98	81	11	52	108	91	112	103	91
TGI de Cankuzo		49	53	59	70	55	65	45	5	59	42	74	77	54
TGI de Gitega		176	177	214	92	109	117	129	180	142	156	158	139	149
TGI de Karuzi		74	68	59	40	60	67	64	37	48	49	56	67	57
TGI de Rutana		32	46	61	61	63	88	59	18	44	47	73	57	54
TGI de Ruyigi		102	144	99	80	82	106	67	106	69	62	78	84	90
TGI de Ngozi		112	112	110	93	113	87	87	0	94	115	122	105	96
TGI de Kayanza		125	136	157	171	116	130	97	145	115	169	156	115	136
TGI de Kirundo		102	73	93	92	91	63	72	61	44	66	73	69	75
TGI de Muyinga		91	147	161	124	189	198	187	146	92	116	110	130	141
TGI de Muha		Na	Nd	16	45	97	53							
TGI de Mukaza		Na	39	116	125	171	113							
TGI de Ntahangwa		Na	44	84	147	155	108							
TGI de Rumonge		569	54	63	54	48	59	56	17	45	45	70	32	93
Juridictions Spécialisées		299	81	91	139	76	96	104	134	81	106	125	184	126
Cour Anti-corruption		11	21	14	17	15	17	11	15	15	14	12	13	15
Cour Spéciale Terres et Autres Biens		11	8	16	22	9	10	17	20	7	1	16	30	14
Cour Administrative de Bujumbura		193	9	4	5	12	2	10	16	Nd	10	17	2	25
Cour Administrative de Gitega		0	5	2	1	3	7	12	0	3	4	6	10	4
Cour Administrative de Ngozi		1	0	3	2	3	0	0	0	1	1	4	2	1
Tribunal du Travail de Bujumbura		51	0	28	42	Nd	19	8	19	10	48	22	79	30
Tribunal du Travail de Gitega		1	0	10	9	Nd	5	7	0	4	2	5	6	4
Tribunal de Commerce de Bujumbura		31	38	14	41	34	36	39	64	41	26	43	42	37

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 53: Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2013

JURIDICTION	Mois	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Moyenne
Ensemble		2 197	1 919	2 045	2 530	2 568	1 904	1 930	1 665	2 036	2 640	2 048	2 304	2 149
Cour Suprême		522	163	199	208	486	18	81	27	233	641	144	90	234
Cours d'Appel		125	78	135	156	142	135	170	118	154	135	165	158	139
Cour d'Appel de Bujumbura		96	44	88	102	112	109	121	86	109	102	111	116	100
Cour d'Appel de Gitega		12	17	25	24	10	14	17	18	22	18	16	23	18
Cour d'Appel de Ngozi		17	17	22	30	20	12	32	14	23	15	38	19	22
Tribunaux de Grande Instance		1 436	1 550	1 566	2 072	1 600	1 628	1 561	1 289	1 536	1 753	1 616	1 940	1 629
TGI de Bujumbura-Mairie		168	141	141	212	271	238	167	170	336	515	345	344	254
TGI de Bujumbura-Rural		95	63	71	105	111	101	125	99	107	102	75	95	96
TGI de Bubanza		72	85	98	78	63	99	85	64	42	48	42	63	70
TGI de Bururi		68	113	107	91	132	63	108	45	82	117	85	145	96
TGI de Cibitoke		76	61	103	120	77	102	102	78	87	50	100	87	87
TGI de Makamba		76	60	43	148	65	107	103	34	23	50	124	132	80
TGI de Muramvya		69	70	55	67	80	93	62	82	53	67	90	127	76
TGI de Mwaro		46	74	117	94	70	90	82	63	37	52	71	104	75
TGI de Cankuzo		48	33	41	48	59	44	37	36	47	48	14	32	41
TGI de Gitega		118	148	147	141	90	107	116	133	93	93	174	155	126
TGI de Karuzi		59	51	51	67	140	73	50	111	94	75	69	55	75
TGI de Rutana		31	76	53	80	97	63	86	40	57	68	24	99	65
TGI de Ruyigi		108	35	54	65	13	58	38	36	145	65	58	89	64
TGI de Ngozi		82	100	74	406	97	120	93	77	79	103	41	43	110
TGI de Kayanza		132	52	74	88	87	99	85	85	98	83	89	198	98
TGI de Kirundo		81	139	85	97	68	79	66	71	45	102	78	85	83
TGI de Muyinga		107	249	252	165	80	92	156	65	111	115	137	87	135
Juridictions Spécialisées		114	128	145	137	340	123	118	231	113	111	123	116	150
Cour Anti-corruption		15	8	19	22	21	10	47	18	25	4	16	18	19
Cour Administrative de Bujumbura		28	30	21	17	260	23	13	86	39	26	30	25	50
Cour Administrative de Gitega		6	3	4	3	2	3	2	3	5	5	1	19	5
Cour Administrative de Ngozi		7	6	2	2	3	5	2	2	5	1	0	4	3
Tribunal du Travail de Bujumbura		38	56	78	49	44	56	36	83	24	59	55	32	51
Tribunal du Travail de Gitega		2	4	0	1	1	4	2	0	3	3	2	2	2
Tribunal de Commerce de Bujumbura		18	21	21	43	9	22	16	39	12	13	19	16	21

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 54: Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2014

JURIDICTION	Mois	janv-14	févr-14	mars-14	avr-14	mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14	oct-14	nov-14	déc-14	Moyenne
Ensemble		2 234	1 851	2 059	2 485	2 351	2 480	2 226	4 211	3 234	2 608	2 169	2 542	2 538
Cour Suprême		570	79	27	24	288	172	131	93	90	71	73	81	142
Cours d'Appel		124	121	132	208	151	315	314	2 560	1 247	945	351	407	573
Cour d'Appel de Bujumbura		80	88	92	134	103	270	149	898	1 104	194	153	207	289
Cour d'Appel de Bururi		Na	Na	Na	Na	Na	Na	86	341	35	188	84	44	130
Cour d'Appel de Gitega		21	19	21	24	24	36	42	48	52	231	65	83	56
Cour d'Appel de Ngozi		23	14	19	50	24	9	37	1 273	56	332	49	73	163
Tribunaux de Grande Instance		1 431	1 545	1 786	2 180	1 841	1 893	1 663	1 470	1 455	1 456	1 514	1 870	1 675
TGI de Bujumbura-Mairie		229	320	190	244	286	279	340	140	260	215	164	207	240
TGI de Bujumbura-Rural		72	122	120	99	102	117	55	59	59	59	96	80	87
TGI de Bubanza		63	80	126	103	81	94	56	85	78	53	66	86	81
TGI de Bururi		54	60	111	131	95	88	90	85	74	113	145	160	101
TGI de Cibitoke		81	91	95	91	73	100	80	44	51	76	79	54	76
TGI de Makamba		136	55	44	157	101	144	143	74	72	135	91	78	103
TGI de Muramvya		95	73	105	97	111	126	100	90	103	99	92	130	102
TGI de Mwaro		66	64	91	69	57	62	55	78	59	43	77	67	66
TGI de Cankuzo		35	35	49	34	72	35	51	37	51	54	27	60	45
TGI de Gitega		90	133	184	137	122	159	122	232	171	107	168	170	150
TGI de Karuzi		93	50	96	412	154	137	45	62	56	89	48	124	114
TGI de Rutana		37	90	44	67	90	49	57	36	92	54	43	69	61
TGI de Ruyigi		6	59	42	62	66	50	36	90	40	57	39	87	53
TGI de Ngozi		94	86	136	124	130	82	117	79	60	80	83	88	97
TGI de Kayanza		94	93	116	106	110	132	105	71	53	65	118	167	103
TGI de Kirundo		96	62	81	126	108	80	105	97	95	69	85	148	96
TGI de Muyinga		90	72	156	121	83	159	106	111	81	88	93	95	105
Juridictions Spécialisées		109	106	114	73	71	100	118	88	442	136	231	184	148
Cour Anti-corruption		15	9	20	24	13	16	12	7	25	18	14	17	16
Cour Administrative de Bujumbura		19	13	29	13	20	23	15	18	310	21	145	27	54
Cour Administrative de Gitega		13	1	4	3	3	4	1	1	3	5	4	12	5
Cour Administrative de Ngozi		12	7	2	3	3	0	1	0	1	0	0	5	3
Tribunal du Travail de Bujumbura		38	45	37	0	0	44	42	34	55	52	35	79	38
Tribunal du Travail de Gitega		2	1	2	1	4	1	2	0	4	2	2	4	2
Tribunal de Commerce de Bujumbura		10	30	20	29	28	12	45	28	44	38	31	40	30

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 55: Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2015

JURIDICTION \ Mois	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	Moyenne
Ensemble	2 319	2 264	2 245	2 305	1 381	1 682	1 832	1 631	1 848	3 272	2 488	1 385	2 054
Cour Suprême	75	71	126	89	67	46	38	61	64	1 365	110	89	183
Cours d'Appel	341	379	353	372	152	258	323	328	458	314	316	356	329
Cour d'Appel de Bujumbura	179	186	177	190	Nd	81	141	139	202	166	153	187	164
Cour d'Appel de Bururi	35	50	60	53	37	53	47	68	116	36	52	50	55
Cour d'Appel de Gitega	73	84	63	64	68	63	67	73	70	52	53	63	66
Cour d'Appel de Ngozi	54	59	53	65	47	61	68	48	70	60	58	56	58
Tribunaux de Grande Instance	1 760	1 631	1 600	1 708	1 173	1 318	1 430	1 268	1 192	1 558	1 787	1 340	1 480
TGI de Bujumbura-Mairie	240	225	142	208	39	94	124	65	106	162	114	340	155
TGI de Bujumbura-Rural	75	85	55	123	50	42	100	95	87	70	105	Nd	81
TGI de Buzanza	54	60	71	99	120	83	95	112	190	85	89	37	91
TGI de Bururi	84	140	119	115	95	114	73	86	86	43	48	69	89
TGI de Cibitoke	48	87	50	Nd	Nd	75	86	48	39	51	28	111	62
TGI de Makamba	105	172	112	127	90	50	94	93	83	60	130	131	104
TGI de Muramvya	146	102	113	102	81	100	102	104	69	82	72	120	99
TGI de Mwaro	86	47	80	107	62	91	58	77	Nd	Nd	58	40	71
TGI de Cankuzo	38	27	43	44	28	35	32	33	33	34	40	17	34
TGI de Gitega	200	161	116	144	77	106	95	145	51	147	128	Nd	125
TGI de Karuzi	52	63	96	102	49	48	49	49	41	556	645	71	152
TGI de Rutana	65	39	77	32	62	91	57	22	39	43	58	31	51
TGI de Ruyigi	159	20	66	68	29	42	77	84	46	28	Nd	57	61
TGI de Ngozi	88	82	124	148	104	153	145	67	104	53	71	65	100
TGI de Kayanza	133	115	187	143	102	114	86	54	78	64	109	167	113
TGI de Kirundo	92	110	70	67	102	Nd	62	56	83	34	Nd	Nd	75
TGI de Muyinga	95	96	79	79	83	80	95	78	57	46	92	84	80
Juridictions Spécialisées	117	101	129	136	38	81	41	60	122	35	233	123	101
Cour Anti-corruption	15	16	23	16	6	9	3	3	3	12	13	16	11
Cour Administrative de Bujumbura	33	18	33	11	7	8	14	25	9	Nd	143	17	29
Cour Administrative de Gitega	3	3	3	2	4	2	1	0	2	1	8	14	4
Cour Administrative de Ngozi	4	2	1	3	2	1	0	1	0	2	0	0	1
Tribunal du Travail de Bujumbura	38	45	37	81	12	44	Nd	Nd	55	Nd	35	46	44
Tribunal du Travail de Gitega	1	2	4	0	2	2	2	2	16	2	4	1	3
Tribunal de Commerce de Bujumbura	23	15	28	23	5	15	21	29	37	18	30	29	23

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 56 : Evolution mensuelle de la demande de Justice en 2016

JURIDICTION	Mois	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	Moyenne
Ensemble		2 174	1 759	2 751	1 833	2 052	2 405	1 938	1 769	1 629	1 459	2 124	1 712	1 967
Cour Suprême		409	76	102	90	84	95	88	95	93	62	70	82	112
Cours d'Appel		316	355	359	359	417	393	366	380	329	162	332	346	343
Cour d'Appel de Bujumbura		165	194	207	193	205	178	178	184	181	Nd	157	167	183
Cour d'Appel de Bururi		57	57	54	60	73	73	61	47	45	50	69	50	58
Cour d'Appel de Gitega		58	56	44	58	56	61	56	68	53	46	44	67	56
Cour d'Appel de Ngozi		36	48	54	48	83	81	71	81	50	66	62	62	62
Tribunaux de Grande Instance		2 113	1 352	2 027	1 306	1 529	1 857	1 453	1 304	1 438	1 573	2 081	1 664	1 641
TGI de Bujumbura-Mairie		106	179	369	141	115	0	0	0	0	0	0	0	76
TGI de Bujumbura-Rural		90	63	77	101	68	92	71	84	78	66	53	Nd	77
TGI de Bubanza		55	81	95	74	59	109	60	81	63	81	86	74	77
TGI de Bururi		53	77	77	75	63	78	63	41	109	69	45	90	70
TGI de Cibitoke		111	32	169	60	90	77	83	78	48	32	109	119	84
TGI de Makamba		180	56	106	45	61	110	83	74	135	116	118	59	95
TGI de Muramvya		76	80	85	94	83	129	105	121	77	94	95	112	96
TGI de Mwaro		62	57	74	64	99	96	75	58	42	68	89	52	70
TGI de Cankuzo		18	25	41	38	30	56	31	23	38	22	184	35	45
TGI de Gitega		104	110	138	139	126	95	189	162	110	94	152	117	128
TGI de Karuzi		55	41	39	72	30	55	87	51	50	43	75	55	54
TGI de Rutana		35	54	27	60	43	67	56	41	48	45	55	26	46
TGI de Ruyigi		60	41	50	31	48	86	120	149	26	70	71	59	68
TGI de Ngozi		86	99	235	60	278	186	91	0	83	88	177	90	123
TGI de Kayanza		71	121	196	65	93	162	95	122	78	106	79	99	107
TGI de Kirundo		55	58	115	80	72	297	76	51	50	34	85	71	87
TGI de Muyinga		96	97	78	51	115	86	93	60	72	27	98	59	78
TGI de Rumonge		800	81	56	56	56	76	75	108	97	41	56	75	131
TGI de Muha		Na	Nd	232	232	208	224							
TGI de Mukaza		Na	83	85	56	177	100							
TGI de Ntahangwa		Na	151	160	166	87	141							
Juridictions Spécialisées		129	121	281	123	39	98	77	81	99	165	152	160	127
Cour Anti-corruption		9	11	23	14	11	20	18	6	21	18	13	16	15
Cour Spéciale Terres et Autres Biens		33	9	6	8	13	17	17	14	27	25	23	28	18
Cour Administrative de Bujumbura		22	16	167	10	15	9	4	8	Nd	59	51	9	34
Cour Administrative de Gitega		4	0	1	2	0	4	0	2	1	2	5	10	3
Cour Administrative de Ngozi		6	2	3	2	Nd	2	0	1	1	0	0	1	2
Tribunal du Travail de Bujumbura		52	78	78	79	Nd	42	36	49	49	61	57	94	61
Tribunal du Travail de Gitega		3	5	3	8	Nd	4	2	1	0	0	3	2	3

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 57 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2013

JURIDICTION	Mois	janv-13	févr-13	mars-13	avr-13	mai-13	juin-13	juil-13	août-13	sept-13	oct-13	nov-13	déc-13	Moyenne
Ensemble		3,6	3,3	3,3	3,6	4	6,5	3,3	2,8	3	4	4,1	5	3,9
Cour Suprême		0,3	1	0,4	1,8	1,4	0,3	0,8	0,6	0,5	0,5	0,5	1,5	0,8
Cours d'Appel		4,1	2,9	2,3	2,6	2,5	2,6	1,9	2	1,7	2,9	3,1	3,2	2,7
Cour d'Appel de Bujumbura		4,8	2,6	3	3,4	3,5	3,5	2,6	2,4	1,8	3,9	4,5	4	3,3
Cour d'Appel de Gitega		4,5	3,5	1,3	2,1	1,4	1,1	1,5	0,9	1,6	2,1	2,1	1,4	2,0
Cour d'Appel de Ngozi		1,5	2,5	1,5	1,8	1,3	2,3	0,7	2,4	1,2	1,1	0,7	1,5	1,5
Tribunaux de Grande Instance		5	4,7	4,9	4,9	5,4	5	4,6	3,9	4	5,5	5,6	8,8	5,2
TGI de Bujumbura-Mairie		1,5	3	3	2,6	3,1	2,5	3,5	2,9	2	3,7	3,8	19,6	4,3
TGI de Bujumbura-Rural		2,8	3,4	3,2	2,3	3	2,2	2,2	2,2	1,6	3,6	5,1	4,4	3,0
TGI de Bubanza		6,5	4,6	7,2	6,1	5,3	4,1	5,2	2,9	3,9	6	5,8	7	5,4
TGI de Bururi		4,5	4,9	0,9	6,2	6,2	4,5	3,8	5,6	4,2	4,6	4,6	4,5	4,5
TGI de Cibitoke		3	2,8	2,8	3	2,4	2,8	2,4	1,9	1,1	2,3	4,3	1,1	2,5
TGI de Makamba		6,9	7,2	4,4	8,2	8,9	9,1	7,5	0,1	12,6	10,3	8,3	9,4	7,7
TGI de Muramvya		6,1	5,1	5,3	5	5,1	4,2	4,7	4,9	3,1	7,9	5,5	7,8	5,4
TGI de Mwaro		5	5,6	6,8	5,4	7,9	8,4	4,7	6,3	4,5	6,1	6,7	5,8	6,1
TGI de Cankuzo		5,8	3,9	5,3	4,6	5,4	4,3	2	2,3	6,1	5	7,6	9,4	5,1
TGI de Gitega		5,5	4,7	6,8	4,7	5,2	5,4	5,2	6,2	3,4	6	5,7	9,6	5,7
TGI de Karuzi		3,1	3,6	3,4	3,4	3,9	3,8	5,3	4,8	4,1	4	5,5	5,7	4,2
TGI de Rutana		6,4	5,4	5,4	6,6	7,4	4,9	5,5	3,4	3,3	5,3	6,9	4,8	5,4
TGI de Ruyigi		6,1	2,8	3,3	4,1	5,5	4,4	2,6	3,1	3,7	3,9	4,9	4,4	4,1
TGI de Ngozi		6,8	4,8	6,8	4,9	4,8	3,1	3,5	2,3	2,2	4,7	3,6	4,9	4,4
TGI de Kayanza		4,5	3,7	4,3	5,9	6,6	7,6	6,9	6,3	7,4	7,8	8,3	7,3	6,4
TGI de Kirundo		6,8	6,6	8,6	7,8	6,9	91	7,8	6,6	6,1	7,5	5,1	6,5	13,9
TGI de Muyinga		7	4,7	4,6	5,2	7,3	7,2	5,2	4,3	4,8	7,1	5,9	6,4	5,8
Juridictions Spécialisées		72	69	71	75	70	69	71	71	71	70	72	69	70,8
Cour Anti-corruption		1,4	2,3	2,6	3	2,8	2,8	2,6	1,5	2,1	2,6	2,8	3,5	2,5
Cour Administrative de Bujumbura		0,4	0,6	0,4	0,6	3,3	0,8	0,8	0,4	0,8	0,4	1,1	0,8	0,9
Cour Administrative de Gitega		0	0,2	0	1,4	0,8	0,6	1,5	0,4	0,1	0,1	1,6	2,1	0,7
Cour Administrative de Ngozi		1,3	2,3	1	0,7	1	5	3,3	2,7	1,3	1,3	4,7	8,3	2,7
Tribunal du Travail de Bujumbura		1,8	1,6	2,5	2,7	4,6	2,4	2,6	3,2	3,4	7,1	3,4	2,3	3,1
Tribunal du Travail de Gitega		0,2	1,2	0,2	0,8	0,5	0,2	0,8	0	0,6	0,2	0,6	0	0,4
Tribunal de Commerce de Bujumbura		1	0,9	0,9	0	1	1,2	1,2	1,5	0,4	1,1	0,7	1,1	0,9

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 58 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2014

JURIDICTION	Mois	janv-14	févr-14	mars-14	avr-14	mai-14	juin-14	juil-14	août-14	sept-14	oct-14	nov-14	déc-14	Moyenne
Ensemble		4,6	4,2	6,3	4,8	4,5	4,9	4,7	4,5	5,4	5,6	5,6	7,8	5,2
Cour Suprême		1,3	0,8	0,5	0,9	0,5	0,8	0,6	1,9	1,5	0,8	0,1	0,6	0,9
Cours d'Appel		2,6	2,4	2,4	2,3	2,8	2,8	2,2	2,9	3,4	1,8	3,5	5,3	2,9
Cour d'Appel de Bujumbura		3,5	3,1	3,2	2,7	2,7	3,2	2,9	5	4,2	2,3	4,2	5,2	3,5
Cour d'Appel de Gitega		1,8	1,4	0,9	2	1,7	1,3	1,3	1,1	0,7	0,7	2,2	3,2	1,5
Cour d'Appel de Ngozi		0,6	1,1	1,4	1,5	4	2,2	2,4	1,7	5,1	2,5	3,1	7,4	2,8
Cour d'Appel de Bururi		Na	0,8	0,6	2,3	4,6	2,1							
Tribunaux de Grande Instance		6,6	6,0	9,8	7,1	7,2	7,6	6,8	7,8	8,0	9,5	9,7	12,4	8,2
TGI de Bujumbura-Mairie		5,2	4,1	15,5	4,9	5	5,1	3,8	6,9	3,3	6,4	6,9	8,1	6,3
TGI de Bujumbura-Rural		4,6	2,6	2,6	0,9	2,6	1,8	4,5	9,7	11,7	14,7	11,5	8,9	6,3
TGI de Bubanza		7,1	9,5	8,5	7,6	5,2	6,6	8,2	4,7	3,6	3,2	6,1	9,6	6,7
TGI de Bururi		4,4	5,6	17,5	7,3	5,4	14,4	4,7	6,1	7,6	5	6,3	27,5	9,3
TGI de Cibitoke		2,8	3,8	7,5	9,8	11,4	7,1	6,8	9,2	6,1	6	5,9	6,1	6,9
TGI de Makamba		10,2	6,3	9,2	6,2	7,4	10,3	7,7	6,4	5,3	8,7	6,9	9,9	7,9
TGI de Muramvya		8,4	6,5	5	7,6	9,2	13,2	9,7	11,7	17,5	20,3	9,8	13,8	11,1
TGI de Mwaro		5,8	5,6	8,9	9,3	7,5	8,7	11,3	6,1	5,3	6,5	5,8	8,9	7,5
TGI de Cankuzo		7,3	4,1	5,9	4,2	3,3	5,5	6,9	2,3	4,1	5,3	4,2	4,1	4,8
TGI de Gitega		10,8	8,1	8,7	8,7	6,3	6,6	6,6	6,8	6,2	9,6	8,5	6,5	7,8
TGI de Karuzi		5,6	5,4	5,3	4,7	8,1	3,3	6,8	4,7	2,8	4,4	4,7	5,1	5,1
TGI de Rutana		5,8	6,3	10,1	6,5	8,1	5	5,4	1,8	6,6	3,9	7,2	5,9	6,1
TGI de Ruyigi		5,4	5,7	6	4,4	4,1	5,4	6,2	7,1	7,1	6,3	7,5	7,8	6,1
TGI de Ngozi		4,7	5,8	9,4	9,4	9,8	8,2	5	1,9	3,4	6,3	16	13,2	7,8
TGI de Kayanza		7,4	11	11,1	9,8	7,2	10,1	6,8	7,9	23,8	9,1	13,2	9,1	10,5
TGI de Kirundo		7,6	6,5	8,3	7,1	7,3	5,9	6,1	8,2	5,4	9,1	10,4	28,9	9,2
TGI de Muyinga		6,7	5,2	8,8	8,4	7,9	9,3	5,2	1,9	6,6	6,5	4,1	7,2	6,5
Juridictions Spécialisées		2,6	1,9	5,7	3,5	1,2	1,1	3,4	3,7	2,7	2,7	3,1	3,0	2,9
Cour Anti-corruption		2,5	2,8	2,5	2,5	1,9	2	2,5	3	2,5	14	3,1	1,8	3,4
Cour Administrative de Bujumbura		5,7	1,5	19,8	8,4	1,9	0	2,2	1	1,7	1,6	0,8	0	3,7
Cour Administrative de Gitega		1,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,8	2,1	0,3	1,3	0,5	1	1,4	0,9
Cour Administrative de Ngozi		2	2,3	2,3	2	1,7	1,7	1	1	4	1,3	1,3	11	2,6
Tribunal du Travail de Bujumbura		2,7	3,9	2,9	0	0	2,1	4,5	6,9	5,5	3,1	7	6,8	3,8
Tribunal du Travail de Gitega		1	0,8	0,5	0,3	0	1,3	1	0	0	0,3	0,3	0,5	0,5
Tribunal de Commerce de Bujumbura		0,4	0,5	0,8	0,9	0,4	0,5	5,2	5,3	2,4	4,2	2,6	2,1	2,1

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 59 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2015

JURIDICTION	Mois	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	Moyenne
Ensemble		7,7	6,5	8,6	7,2	5,8	6,6	6,5	4,9	4,8	4,7	5,2	2,8	5,9
Cour Suprême		0,2	0,3	0,6	0,5	0,8	0,9	0,6	0,5	2,3	0,9	0,5	0,6	0,7
Cours d'Appel		5,2	4,8	6,1	4,7	6,6	5,3	4,9	5,0	3,5	4,5	5,1	4,1	5,0
Cour d'Appel de Bujumbura		4,0	3,7	4,4	2,2	0,0	2,5	2,3	2,8	2,2	2,1	3,0	2,5	2,6
Cour d'Appel de Gitega		3,8	2,8	4,8	3,4	4,3	5,3	4,5	4,8	3,5	3,4	5,0	2,0	4,0
Cour d'Appel de Ngozi		8,7	9,6	13,5	13,7	11,8	13,9	10,7	13,0	7,0	10,2	10,0	10,0	11,0
Cour d'Appel de Bururi		4,7	4,1	4,7	4,2	4,5	4,2	5,5	2,9	3,3	4,3	3,0	3,1	4,0
Tribunaux de Grande Instance		14,9	10,0	13,5	10,8	9,1	9,8	9,5	8,2	7,6	7,7	8,5	8,1	9,8
TGI de Bujumbura-Mairie		8,7	8,0	9,7	6,4	3,3	6,4	5,2	5,6	6,7	5,5	6,4	6,9	6,6
TGI de Bujumbura-Rural		8,6	7,9	7,2	2,5	2,9	2,2	5,4	3,4	2,7	1,6	3,7	0,0	4,0
TGI de Bubanza		14,6	10,6	9,0	6,7	8,0	8,8	9,5	7,9	9,3	9,3	7,5	0,0	8,4
TGI de Bururi		7,8	7,6	25,1	5,7	7,1	9,6	5,6	0,0	6,0	5,2	6,1	4,3	7,5
TGI de Cibitoke		7,7	8,3	9,1	0,0	0,0	7,9	6,5	6,3	2,7	6,5	6,0	5,8	5,6
TGI de Makamba		14,9	15,0	22,6	21,1	20,8	28,4	21,5	1,4	17,8	7,0	9,6	9,1	15,8
TGI de Muramvya		14,1	7,0	13,2	7,0	5,8	8,2	6,8	1,9	6,4	6,2	8,2	9,9	7,9
TGI de Mwaro		0,0	8,6	10,9	12,0	11,1	9,1	9,2	6,5	0,0	0,0	7,1	8,4	6,9
TGI de Cankuzo		5,1	7,6	8,8	7,5	8,6	8,0	6,1	3,8	4,6	5,4	5,0	4,2	6,2
TGI de Gitega		49,6	6,8	8,6	7,3	7,8	8,1	7,2	9,5	6,7	7,9	9,3	0,0	10,7
TGI de Karuzi		4,8	4,6	8,0	5,4	0,0	6,0	6,1	6,1	4,8	6,6	6,7	0,0	4,9
TGI de Rutana		6,1	4,5	8,1	7,5	5,0	6,5	4,2	2,5	5,4	7,5	5,6	0,0	5,2
TGI de Ruyigi		9,7	6,7	8,9	7,0	8,2	3,1	5,0	8,2	7,0	6,2	0,0	0,0	5,8
TGI de Ngozi		17,2	16,0	20,9	16,4	16,7	18,5	20,7	17,3	13,0	12,9	13,5	9,7	16,1
TGI de Kayanza		7,9	9,6	19,6	11,4	13,3	14,7	10,6	21,0	6,9	8,4	14,6	0,0	11,5
TGI de Kirundo		10,0	10,1	11,7	47,4	10,1	0,0	20,5	6,5	5,4	5,5	0,0	0,0	10,6
TGI de Muyinga		5,8	9,1	8,0	8,0	8,3	6,2	6,9	5,2	4,0	7,3	8,1	0,0	6,4
Juridictions Spécialisées		1,8	3,3	2,1	1,1	2,2	1,8	1,8	1,4	2,3	2,1	2,3	1,9	2,0
Cour Anti-corruption		2,7	2,0	1,3	2,0	0,5	1,4	1,5	1,5	1,6	1,3	1,9	2,1	1,7
Cour Administrative de Bujumbura		0,5	3,9	0,3	0,3	3,2	0,4	1,5	0,3	1,3	0,0	0,4	2,4	1,2
Cour Administrative de Gitega		0,6	0,6	0,7	0,4	0,1	0,8	0,9	0,8	0,3	0,4	1,3	0,2	0,6
Cour Administrative de Ngozi		0,7	3,7	1,0	0,3	0,3	2,7	1,3	0,0	1,0	0,0	0,7	0,7	1,0
Tribunal du Travail de Bujumbura		2,4	3,7	3,3	0,7	3,4	1,2	0,0	0,0	3,6	0,0	4,0	0,0	1,9
Tribunal du Travail de Gitega		0,3	1,0	1,8	0,0	0,0	0,8	0,0	0,3	1,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Tribunal de Commerce de Bujumbura		2,9	4,1	4,6	2,6	3,0	5,3	3,2	3,7	3,8	4,8	4,0	0,0	3,5

Source : Tableau construit sur base des données collectées au Ministère de la Justice.

Quelques Séries Temporelles

Tableau 60 : Evolution du rendement mensuelle des Magistrats en 2016

JURIDICTION	Mois	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	Moyenne
Ensemble		5,4	4,9	5,4	4,4	4,7	4,8	4,1	3,8	3,9	4,3	4,8	4,7	4,6
Cour Suprême		0,5	0,8	1,7	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,7	0,9	1,0	0,9	0,7
Cours d'Appel		4,3	4,2	4,2	3,5	3,0	4,2	3,7	2,8	2,5	4,4	3,8	3,5	3,7
Cour d'Appel de Bujumbura		2,7	2,9	3,3	2,6	2,1	2,8	2,8	2,0	1,5	Nd	3,0	2,2	2,5
Cour d'Appel de Gitega		3,9	4,8	4,1	2,4	2,8	2,8	2,8	4,9	3,2	3,3	4,9	2,5	3,5
Cour d'Appel de Ngozi		2,9	3,0	3,6	1,2	3,1	7,7	6,2	2,6	3,7	5,3	5,1	5,6	4,2
Cour d'Appel de Bururi		3,9	4,8	4,1	Na	3,1								
Tribunaux de Grande Instance		9,2	7,7	8,4	7,1	8,0	7,8	6,9	6,6	5,7	6,3	6,8	7,1	7,3
TGI de Bujumbura-Mairie		4,8	6,8	9,0	8,4	8,7	Na	7,5						
TGI de Bujumbura-Rural		3,0	6,5	4,3	2,9	4,9	4,2	6,6	6,3	5,5	4,0	5,6	0,0	4,5
TGI de Bubanza		6,7	7,7	7,3	5,9	8,0	8,1	9,1	8,2	6,9	5,6	8,4	9,1	7,6
TGI de Bururi		5,5	4,8	5,5	2,7	6,1	8,8	5,8	6,3	6,1	5,5	7,3	4,4	5,7
TGI de Cibitoke		5,4	5,3	10,9	8,3	8,5	7,6	7,2	8,7	6,1	8,8	0,0	5,3	6,8
TGI de Makamba		17,8	8,9	11,0	2,8	7,3	8,4	5,9	4,3	7,3	7,1	7,5	8,6	8,1
TGI de Muramvya		8,6	5,3	6,8	5,2	5,9	7,0	6,0	3,4	5,7	6,9	6,0	7,3	6,2
TGI de Mwaro		7,7	6,5	8,4	7,8	6,1	6,8	0,8	3,7	7,7	7,0	9,3	9,4	6,8
TGI de Cankuzo		4,9	5,3	4,9	6,4	5,5	6,5	4,5	0,5	5,9	4,2	7,4	7,7	5,3
TGI de Gitega		8,8	8,9	10,7	6,1	7,8	7,8	7,6	10,0	7,5	7,8	7,9	7,0	8,2
TGI de Karuzi		5,7	5,2	4,5	3,1	4,6	5,2	5,3	3,1	4,4	4,5	5,6	5,2	4,7
TGI de Rutana		2,1	3,1	4,1	4,4	4,5	6,3	4,2	1,3	3,1	3,4	5,2	4,4	3,8
TGI de Ruyigi		7,8	10,3	7,6	6,7	6,8	8,8	5,2	8,2	3,8	4,8	7,8	8,4	7,2
TGI de Ngozi		5,6	5,9	5,8	5,5	5,9	4,6	4,6	Nd	5,9	6,8	7,2	6,2	5,8
TGI de Kayanza		9,6	10,5	12,1	13,2	8,9	10,0	7,5	11,2	8,8	13,0	12,0	8,8	10,5
TGI de Kirundo		11,3	6,6	8,5	7,7	7,6	5,3	6,0	5,1	4,0	6,0	8,1	7,7	7,0
TGI de Muyinga		6,1	9,8	8,9	5,9	9,5	10,4	9,8	8,6	5,8	7,3	7,9	9,3	8,3
TGI de Muha		Na	Nd	1,0	2,0	5,0	2,7							
TGI de Mukaza		Na	2,0	5,0	5,0	7,0	4,8							
TGI de Ntarangwa		Na	2,0	3,0	5,0	6,0	4,0							
TGI de Rumonge		57,0	5,0	6,0	5,0	6,0	6,0	6,0	2,0	3,0	3,0	5,0	3,0	8,9
Juridictions Spécialisées		0,0	2,0	5,0	5,0	7,0	1,6							
Cour Anti-corruption		1,1	2,1	1,4	1,7	1,5	1,5	1,1	1,5	1,5	1,4	1,2	1,3	1,4
Cour Speciale Terres et Autres Biens		1,0	1,0	1,0	2,0	1,0	1,0	1,0	2,0	1,0	0,1	1,0	2,0	1,2
Cour Administrative de Bujumbura		9,7	0,5	0,2	0,2	0,6	0,1	0,5	0,8	Nd	0,5	0,8	0,1	1,3
Cour Administrative de Gitega		0,0	1,0	0,4	0,1	0,3	0,8	1,3	0,0	0,4	0,5	0,9	1,4	0,6
Cour Administrative de Ngozi		0,3	0,0	1,0	0,7	1,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,3	0,7	0,5
Tribunal du Travail de Bujumbura		2,8	0,0	1,5	1,8	Nd	0,8	0,4	0,8	0,5	2,2	1,0	3,6	1,4
Tribunal du Travail de Gitega		0,3	0,0	2,5	2,3	Nd	0,8	1,2	0,0	0,6	0,3	0,7	0,9	0,9
Tribunal de Commerce de Bujumbura		2,4	3,5	0,9	2,7	2,4	2,6	3,0	4,3	2,6	2,2	3,1	3,5	2,8